

FORM NO. 51-61
MAY 1962

Approved For Release 2001/04/01 : CIA-RDP83-00415R006200180004-9

CLASSIFICATION CONFIDENTIAL/CONTROL - U.S. OFFICIALS ONLY

CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY

REPORT NO. [REDACTED]

CPYRGHT

INFORMATION REPORT

CD NO.

COUNTRY Belgium

DATE DISTR. 12 October 1950

SUBJECT Federation Syndicale Mondiale Publication

NO. OF PAGES 1

25X1A

PLACE
ACQUIRED [REDACTED]

NO. OF ENCLS. 1
(LISTED BELOW)

DATE OF INFO
ACQUIRED [REDACTED]

25X1X

SUPPLEMENT TO
REPORT NO.

1. Attached for your retention is the May 1950 issue of the monthly review of information and documentation of the Federation Syndicale Mondiale, entitled Le Mouvement Syndical Mondial.
2. The attached document is unclassified.

Attachment: 1 53-page document

REFERENCE COPY
DO NOT CIRCULATE

D/EE

24 OCT 1950

~~4-11-13~~
~~3-1-3R~~
4-LY

Oct 17 4 32 PM '50
W/EI

CLASSIFICATION CONFIDENTIAL/CONTROL - U.S. OFFICIALS ONLY

STATE	NAVY	NSRB	DISTRIBUTION								
ARMY	AIR	OCD									

SECRET

CONFIDENTIAL

RESTRICTED

UNCLASSIFIED

Approved For Release 2004/01/01 : CIA-RDP80-010415R006200180004-9

[illegible]

OFFICE OF ORIGIN

REPORT NO.

DATE OF DISTRIBUTION

VALUE

EVALUATION OF CONTENT

<input type="checkbox"/>	A	CONSIDERABLE VALUE
<input type="checkbox"/>	B	OF VALUE
<input type="checkbox"/>	C	SLIGHT VALUE ONLY
<input type="checkbox"/>	D	NO VALUE
<input type="checkbox"/>	E	ALREADY SUFFICIENTLY KNOWN
<input type="checkbox"/>	F	<u>NO DATA PERMITTING ASSESSMENT</u>

<input type="checkbox"/>	1	CONFIRMED BY OTHER SOURCES
<input type="checkbox"/>	2	PROBABLY TRUE
<input type="checkbox"/>	3	POSSIBLY TRUE
<input type="checkbox"/>	4	DOUBTFUL
<input type="checkbox"/>	5	PROBABLY FALSE
<input type="checkbox"/>	6	CANNOT BE JUDGED

COMMENTS:

SIGNATURE

DIVISION

DATE _____

Approved For Release 2001/04/01 : CIA-RDP83-00415R006200180002-9

FORM NO.
APR. 1950

UNCLASSIFIED

RESTRICTED

CONFIDENTIAL

SECRET

LE MOUVEMENT SYNDICAL MONDIAL

REVUE MENSUELLE d'INFORMATION et de DOCUMENTATION
DE LA

“ Il est nécessaire que les Unions Internationales de Syndicats participent encore plus activement au mouvement des Partisans de la Paix. Il leur incombe de contribuer à créer et à mobiliser l'activité des Comités de Défense de la Paix dans les entreprises et les institutions, de faire participer dans les rangs des combattants pour la Paix les couches les plus larges de la classe ouvrière, d'organiser des actions communes de différents détachements du prolétariat sur la base de la lutte commune pour la Paix, l'indépendance nationale des peuples et les droits économiques et sociaux des travailleurs.

(Résolution de la Conférence Consultative des Unions Internationales de Syndicats, Budapest, 10-14 Mai 1950)

SOMMAIRE

LA CONFÉRENCE CONSULTATIVE
des Unions Internationales
de Syndicats

LA LUTTE POUR LA PAIX
la Commémoration du 1^{er} Mai
à travers le Monde
Quelques Leçons des Grèves
des Dockers d'Anvers
et de Londres

Le projet de loi fasciste
en Autriche

L'appel de Murray pour
l'unité syndicale

LA CONFÉRENCE SYNDICALE
des Pays de l'Amérique
du Sud

25X1A

Le Mouvement Syndical Mondial

Revue Mensuelle d'Information
et de Documentation de la

FEDERATION SYNDICALE MONDIALE

1, rue Vernet, Paris (8°)

Abonnements :

1 an 500 fr.

6 mois 275 fr.

Prix de l'exemplaire 50 fr.

ou son équivalence dans la monnaie
de votre pays

Dans le prochain numéro :

Compte-rendu et Résolutions
de la session du

Comité Exécutif de la Fédération
Syndicale Mondiale

à Budapest, 19-24 Mai 1950

TABLE DES MATIÈRES

LA CONFERENCE CONSULTATIVE DES UNIONS INTERNATIONALES DE SYNDICATS

— Ouverture de la Conférence	2
— Les Activités et les Tâches des U.I.S. (Résumé du Rapport de B. GEBERT) ..	4
— Discussion du Rapport	6
— Résolution de la Conférence	23
— Nomination des Délégués au Comité Exécutif	25
— Discours de Clôture de G. DI VITTORIO	26

LA LUTTE POUR LA PAIX

— La Commémoration du 1 ^{er} Mai à travers le Monde	31
— Le Mouvement Japonais pour la Paix	38
— Leçons des grèves des Dockers d'Anvers et de Londres, par André FRESSINET ..	39
— Le projet de loi fasciste en Australie s'intègre dans les préparatifs de guerre, par E. THORNTON	40
— L'appel de Murray pour « l'Unité syndicale », par John WOLFARD	42

LA CONFERENCE SYNDICALE DES PAYS DE L'AMERIQUE DU SUD

— Les Travailleurs de l'Amérique Latine renforcent leur Unité autour de la C.T.A.L. et de la F.S.M., par Roberto MORENA	45
— La Lutte de la Classe Ouvrière	47
— Appels de la Conférence aux Travailleurs de l'Amérique Latine	50
— Résolution contre le Franquisme	52

La Conférence Consultative des Unions Internationales de Syndicats

(Départements Professionnels de la F.S.M.)

10-14 Mai à Budapest



Le Monument
de la Libération
à Budapest

La Conférence Consultative des Unions Internationales de Syndicats (Départements Professionnels de la F.S.M.) s'est ouverte le 10 mai 1950 au « Park Club », la magnifique résidence des organisations culturelles du Conseil Central des Syndicats Hongrois, à Budapest.

Cinquante-huit délégués représentaient les Bureaux Administratifs des douze Unions Internationales de Syndicats suivantes :

Fédération Internationale de l'Enseignement.
U.I.S. de l'Industrie Textile et de l'Habillement.
U.I.S. des Industries du Cuir, de la Chaussure, de la Fourrure et des Articles en Cuir.
U.I.S. des Industries Métallurgiques et Mécaniques ;
U.I.S. des Marins, Dockers, Fluviaux, Pêcheurs et Travailleurs des Ports ;
U.I.S. des Mineurs ;
U.I.S. des Travailleurs du Bâtiment, du Bois et des Matériaux de Construction ;
U.I.S. des Travailleurs des P.T.T. et de la Radio ;
U.I.S. des Travailleurs des Transports Terrestres et Aériens ;
U.I.S. des Travailleurs Agricoles et Forestiers ;
U.I.S. des Travailleurs de l'Alimentation, des Boissons, des Tabacs, des Hôtels, Cafés et Restaurants ;
U.I.S. des Industries Chimiques et Similaires.

Le nombre total des travailleurs affiliés à ces Unions Internationales de Syndicats est de plus de 45 millions. En outre, 9 observateurs, appartenant à des pays où il n'existe pas actuellement de Centrale Nationale affiliée, représentaient des organisations directement affiliées aux U.I.S.

Le Bureau et le Comité Exécutifs de la F.S.M. étaient représentés à la Conférence par : G. Di Vittorio, Président ; Louis Saillant, Secrétaire Général ; B. Gebert, Secrétaire, chargé des Départements Professionnels ; S. Rostovsky, Secrétaire, chargé de l'Information et des Relations avec les Centrales Nationales ; L. Soloviev et K. Kuznetsova, U.R.S.S. ; Liu Ning-I, Chine ; Abdoulaye Diallo, Afrique Occidentale Française ; B. Blokzijl, Pays-Bas ; F. Zupka, Tchécoslovaquie ; A. Apro et J. Harustyak, Hongrie ; et M. Quatrepoint (représentant B. Frachon et A. Le Léap), France.

Sur la proposition du camarade Henri Jourdain, Secrétaire de l'U.I.S. des Travailleurs des Industries Métallurgiques et Mécaniques, la Conférence a élu le Présidium suivant :

G. Di Vittorio, Président de la F.S.M. et Louis Saillant, Secrétaire Général ; Antal Apro, Secrétaire Général des Syndicats Hongrois ; B. Gebert, Secrétaire de la F.S.M. chargé des U.I.S. ; A. Aslanov, Président de la Fédération des Travailleurs du Cuir de l'Union Soviétique ; Liu Ning-I, Vice-Président de la Fédération Pan-Chinoise du Travail ; Henri Wallon, Président de la Fédération Internationale de l'Enseignement ; Teresa Noce, Présidente de l'U.I.S. des Travailleurs du Textile et de l'Habillement ; et E. Thornton, Président de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie d'Australie.

G. DI VITTORIO OUVRE LA CONFERENCE

En ouvrant la Conférence, le camarade Giuseppe Di Vittorio, Président de la F.S.M., salua cordialement les syndicats hongrois, les travailleurs, le peuple de Hongrie et leur gouvernement, ainsi que leur grand dirigeant Matyas Rakosi. Il exprima sa certitude de voir cette Démocratie Populaire d'hommes et de femmes libres réaliser de nouveaux et grandioses succès « qui renforceront la lutte du prolétariat mondial, des forces démocratiques et de l'humanité progressiste, pour la liberté et le bien-être, pour le progrès humain et pour le bien suprême : la Paix ».

Il souligna l'importance et la signification de cette première Conférence des Unions Internationales de Syndicats, qui a lieu à une époque où la situation mondiale subit d'importants développements dans de nombreux domaines. « Cette Conférence marque une étape nouvelle de l'organisation, de la consolidation des Unions Internationales Professionnelles, de leur activité spécifique dans le domaine syndical, dans chaque branche d'industrie, chaque service, chaque activité de travail, et doit donner un caractère nouveau, plus concret, plus syndical, plus spécifique à tout le travail de la F.S.M. ».

G. Di Vittorio souligna que, dans cette nouvelle étape, les U.I.S. doivent renforcer leur propre structure et leur direction, coordonner et développer la lutte des travailleurs de chaque industrie, en unissant les revendications immédiates des travailleurs pour le pain, pour des conditions de vie et de travail meilleures, pour les droits syndicaux et la sécurité sociale, avec les buts généraux de la F.S.M., c'est-à-dire avec la lutte pour la défense des droits et des libertés démocratiques, contre la réaction, pour la défense de la paix.

Le camarade Di Vittorio fit ressortir que l'importance exceptionnelle de cette conférence provenait des changements qui sont en train de se produire dans la situation mondiale, dont la caractéristique essentielle est l'existence, d'une part, d'un groupe de pays socialistes et de Démocraties Populaires ; ces pays représentent les forces de la démocratie et du progrès, dans lesquelles le développement économique est sans précédent, le chômage a été aboli, et les travailleurs atteignent un niveau de vie de plus en plus élevé, aussi bien dans le domaine culturel que dans le domaine matériel. Et, d'autre part, le fait que les impérialistes anglo-américains augmentent ouvertement et cyniquement leurs préparatifs de guerre, alors que les pays placés sous leur contrôle connaissent de plus en plus le chômage, la dépression, et une augmentation constante des profits capitalistes au moyen d'une exploitation intensive des travailleurs.

« En face de cette situation, les travailleurs de tous les pays, les démocrates, les éléments progressistes du monde entier, attendent de cette Conférence de savoir ce que veut, ce que peut faire et ce que doit faire la classe ouvrière, par ses syndicats et par sa lutte, non seulement pour défendre et améliorer les conditions de vie des travailleurs, mais aussi pour sauver l'humanité du cauchemar de la guerre menaçante ».

Décrivant les sombres perspectives qui se présentent actuellement aux travailleurs des pays capitalistes, G. Di Vittorio fit ressortir qu'affin de remplir avec succès leurs tâches particulières pour faire face à l'offensive impérialiste, les Unions Internationales de Syndicats doivent assurer à leurs efforts le maximum d'efficacité.

Elles ne doivent être ni des machines bureaucratiques, ni des organisations se limitant à discuter les grands problèmes de politique générale. Elles doivent organiser avec compétence, diriger et coordonner avec succès et à l'échelle internationale la lutte des travailleurs dans chaque branche de travail, dans chaque industrie particulière ; elles doivent défendre les travailleurs d'une manière sérieuse et efficace, et arracher pour eux des succès concrets et substantiels à l'ennemi.

L'impérialisme américain — fit remarquer l'orateur — intensifie sa pénétration et renforce sa mainmise sur le monde capitaliste et colonial. La tendance des monopoles américains est de réduire ou même d'arrêter la production dans certaines branches d'industrie, dans les pays où ces industries font concurrence à leurs propres monopoles.

En outre, l'impérialisme américain s'organise de façon telle qu'il développe la production là où la main-d'œuvre est meilleur marché et la diminue dans d'autres pays où les salaires sont plus élevés.

La nécessité pour la classe ouvrière de s'unir à l'échelle internationale est par conséquent vitale. Nous ne sommes plus à l'époque où la coordination des activités de la classe ouvrière dans les diverses branches de l'industrie se limitait à des déclarations sentimentales de solidarité. La dépendance mutuelle des travailleurs d'une industrie déterminée est maintenant un fait concret, qui exige une organisation internationale solide et étroitement établie.

« C'est pourquoi — ajouta G. Di Vittorio — il faut éviter que nos Unions Internationales Professionnelles soient exclusivement, ou même principalement, des Unions Internationales européennes. Elles doivent être mondiales, et apporter une attention particulière à leur développement en Amérique Latine, en Asie, en Afrique. Chaque Département Professionnel doit trouver ses voies propres, spécifiques, pour établir des liaisons concrètes avec les travailleurs des groupements de sa propre profession dans tous les pays ».

« Nous savons d'autre part que nos Départements Professionnels sont la base fondamentale, essentielle, de l'unité syndicale de la classe ouvrière ».

« Cette unité sera d'autant plus étendue et effective si chaque Département Professionnel réussit, comme il doit essayer par tous les moyens de réussir, à étendre son organisation, son activité et sa direction des luttes des travailleurs dans toutes les parties du monde ».

G. Di Vittorio souligna que cette unité de la classe ouvrière demeurerait la tâche principale, l'honneur, la gloire de notre grande F.S.M. « l'unité de tous les travailleurs sans aucune discrimination ; unité qui, dans les rangs des U.I.S., doit être réalisée sur le terrain professionnel, sur la base de la lutte concrète pour les revendications immédiates des travailleurs étroitement liées à nos buts principaux ».

A ce sujet, G. Di Vittorio rappela à la Conférence la gravité de la menace de guerre qui pèse sur le monde, et demanda aux U.I.S. d'apporter une attention encore plus grande au problème de la lutte pour la Paix ; à la création de Comités de Défense de la Paix dans chaque usine ou entreprise, et à l'action qui doit être menée contre la production de guerre ainsi que contre le transport des armements.

Le camarade Di Vittorio déclara en conclusion :

« Je suis sûr, camarades, que notre Conférence remplira sa tâche et donnera aux travailleurs du monde entier les réponses qu'ils attendent de nous avec impatience. La direction générale dans laquelle ils doivent agir, indiquée par notre F.S.M., va être précisée par les travaux du Comité Exécutif qui vont se dérouler aussitôt après notre Conférence. Mais celle-ci doit préciser, pour les travailleurs de tous les pays, la direction que nos U.I.S. vont suivre pour développer leur activité à l'échelle nationale et internationale, de façon à ce que tout le mouvement syndical acquière une nouvelle vitalité, une plus grande force et plus de possibilités d'assurer la marche en avant du mouvement ouvrier et progressiste mondial ».

Insistant une fois de plus sur le danger le plus grave qui existe dans la situation présente : celui d'une nouvelle guerre impérialiste, il ajouta :

« Ce n'est plus seulement la guerre impérialiste de toujours, pour la domination économique, pour la conquête des marchés et de nouvelles sources de matières premières. Cette guerre est préparée par les milliardaires des monopoles et des trusts anglo-américains avec un caractère direct de guerre de classes. Ces mes-sieurs ne veulent pas tolérer l'existence de l'Union Soviétique et des pays de Démocratie Populaire. Ils ne veulent pas tolérer qu'une partie toujours croissante du monde se libère de la misère, du chômage, de tous les fléaux physiques et moraux qui dérivent de cette situation de misère pour des couches toujours plus larges de la population, et même pour les couches moyennes, dans tous les pays capitalistes ».

Soulignant que chacune des Unions Internationales de Syndicats doit préparer son plan spécifique, dans son industrie respective, afin de lier étroitement la lutte pour le pain et les revendications économiques à la lutte contre la réaction pour la défense de la Paix, G. Di Vittorio exprima sa certitude que le prolétariat mondial, sous la direction de la F.S.M., remplirait ses tâches avec un tel courage, une telle ténacité et au

besoin un tel héroïsme, qu'il remporterait de nouvelles victoires, conquerrait de nouveaux droits, de meilleures conditions de vie, de meilleures destinées pour les travailleurs, et qu'il saurait sauver et conquérir les libertés syndicales et démocratiques, sauver la Paix, pour le monde entier.

SALUTATIONS DES SYNDICATS ET DU GOUVERNEMENT HONGROIS

Après l'inauguration de la Conférence, le camarade Jozsef Harustyak, président du Conseil Central des Syndicats Hongrois, a salué les délégués au nom des Syndicats de son pays, soulignant particulièrement le rôle des Unions Internationales de Syndicats dans la lutte pour la Paix et pour l'unité syndicale internationale.

C'est le camarade János Kádár, Ministre de l'Intérieur, qui a apporté à la Conférence les salutations chaleureuses du gouvernement hongrois.

Il a déclaré que le peuple hongrois considérait comme un honneur de voir Budapest choisi comme lieu d'une telle rencontre. Les syndicats hongrois se développent sans cesse, ce qui est tout à fait normal puisque le gouvernement hongrois représente l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse.

Il a ajouté que le peuple hongrois appuie pleinement le travail de la F.S.M. Il existe déjà en Hongrie 26.500 Comités de Défense de la Paix et 7 millions de personnes ont signé l'appel du Comité Mondial des Partisans de la Paix pour l'interdiction de l'arme atomique.

Il a conclu en souhaitant le plus grand succès à la Conférence et en assurant tous les délégués de la volonté du peuple hongrois de faire de son mieux pour que les délégués se sentent en Hongrie vraiment comme chez eux.

La séance du matin s'est terminée par les salutations apportées par des délégations de l'usine métallurgique Rákosi Mátyás, de l'Association Démocratique des Femmes Hongroises et de l'Association des Pionniers Hongrois.

Les Activités et les Tâches des Unions Internationales de Syndicats

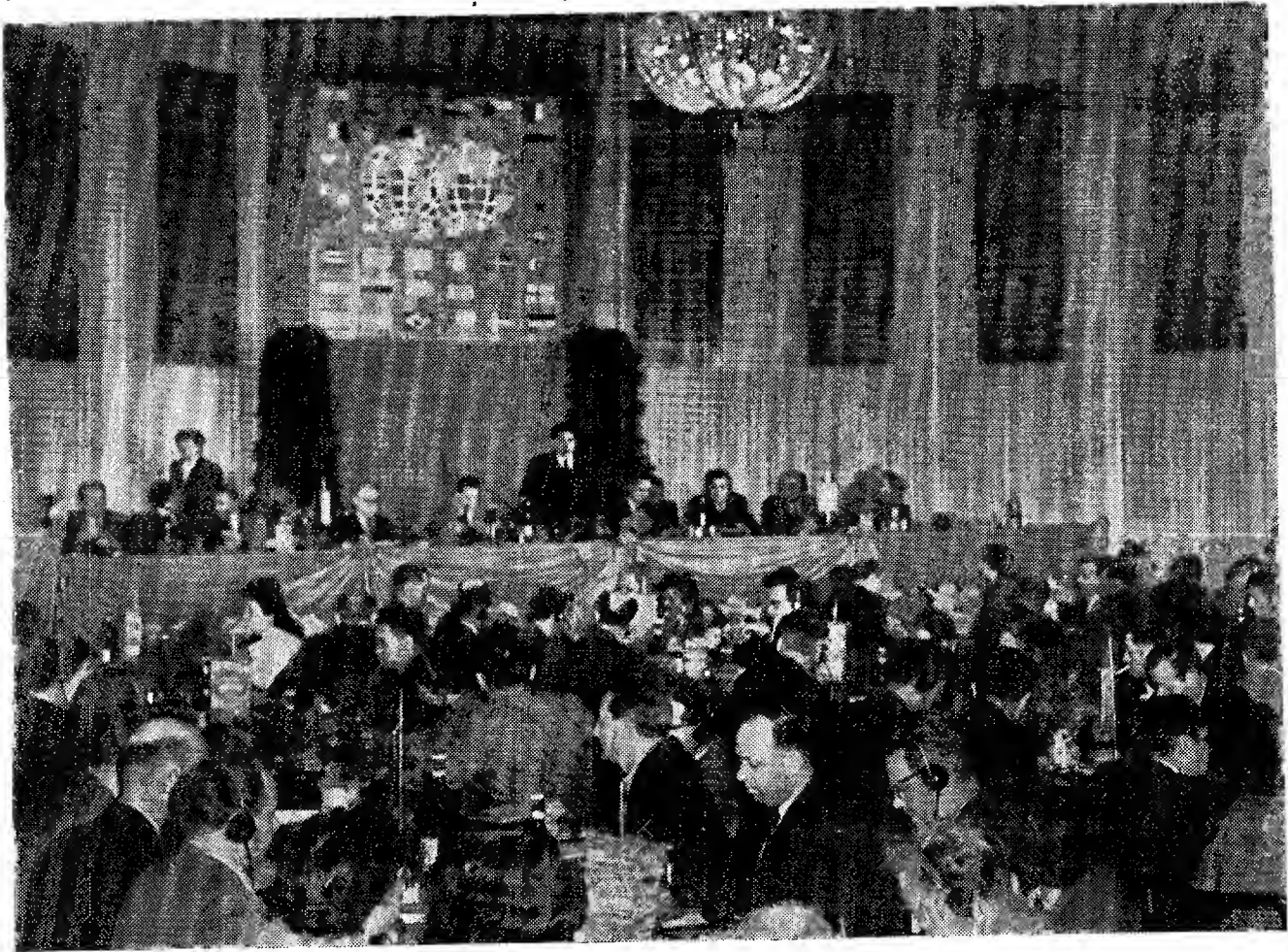
RESUME DU RAPPORT DE B. GEBERT

A la séance de l'après-midi du 10 mai, le camarade Boleslaw Gebert, Secrétaire de la F.S.M., chargé des Départements Professionnels, présenta son Rapport sur « Les Activités et les Tâches des Unions Internationales de Syndicats ».

B. Gebert rappela les décisions du II^e Congrès Mondial de la F.S.M., relatives à la création des Unions Internationales de Syndicats, les Conférences Constitutives successives pour la réalisation de ces décisions, et les grandes lignes des programmes adoptés par ces Conférences. Il souligna que, en plus des organisations syndicales dont les Centrales Nationales sont affiliées à la F.S.M., il existe un certain nombre de syndicats directement affiliés aux Départements Professionnels respectifs, dans les pays dont les Centrales Nationales se sont retirées de la F.S.M., et il donna la liste, déjà fort importante, de ces organisations.

Passant en revue leurs activités, aussi bien dans leur domaine professionnel spécifique que dans l'action générale pour la défense de la paix, il montra que les U.I.S. ont appelé leurs millions de membres à signer l'appel du Comité Mondial des Partisans de la Paix pour l'interdiction des armes atomiques. En outre, au cours des derniers mois, un mouvement puissant, et qui ne cesse d'augmenter, s'est développé parmi les dockers, les travailleurs des transports et d'autres industries, qui ont refusé de transporter et de manipuler le matériel de guerre. Ces activités concrètes pour la défense de la paix devront s'étendre jusqu'à comprendre toutes les professions et toutes les branches d'industrie ; et il est nécessaire d'organiser la solidarité effective avec les travailleurs qui se trouvent ainsi en première ligne de la lutte contre les préparatifs de guerre impérialiste.

Les Unions Internationales de Syndicats ont organisé



G. Di Vittorio prononce le discours d'ouverture de la Conférence.

cette solidarité effective envers les travailleurs en grève dans leurs branches respectives ; ainsi, par exemple, au cours de la grève récente aux usines de pneus et caoutchouc Michelin en France, lorsque l'U.I.S. des Industries Chimiques, récemment constituée, apporta son aide matérielle aux grévistes et informa les travailleurs des usines Michelin dans les autres pays. C'est là une forme d'activité qui peut devenir typique pour chacune des U.I.S. ; on y voit la solidarité internationale mise en pratique, et l'action en faveur des grévistes dans leur lutte contre un cartel international qui exploite d'autres travailleurs dans de nombreuses contrées d'Europe et d'Asie.

Examinant les premiers résultats de la coopération entre le Département Economique et Social de la F.S.M. et les U.I.S., B. Gébert fit un résumé des Conférences Internationales auxquelles la F.S.M. avait été représentée par des membres des Unions Internationales de Syndicats. Parmi ces Conférences il faut citer le Comité Siderurgique de la Commission Economique Européenne (Genève, septembre 1949), la Commission des Transports Terrestres de la Commission Economique Européenne (Genève, décembre 1949), la Commission des Industries Chimiques du B.I.T. (Genève, avril 1950), et la Conférence Internationale de l'U.N.E.S.C.O. sur l'Education des Adultes (Elsinore, juin 1949), ainsi que la Conférence Générale de l'U.N.E.S.C.O. (Paris, septembre-octobre 1949). Il rappela également comment le camarade Jourdain, qui représentait la F.S.M. à la 3^e

Session de la Commission du B.I.T. pour les Industries Mécaniques (Genève, novembre 1949), avait été empêché de prendre une part active aux travaux de cette Commission par la poignée de bureaucrates, nommés par les gouvernements, qui prétendent représenter le « Groupe Ouvrier » au B.I.T.

Après avoir montré que les Unions Internationales de Syndicats devraient s'en tenir strictement aux résolutions du II^e Congrès Syndical Mondial et aux décisions de leurs propres Conférences Constitutives, B. Gébert déclara qu'en général les U.I.S. avaient fait preuve d'une tendance à « s'embarquer dans une analyse générale de la situation politique et économique du monde ». Au lieu de cela, « elles devraient se spécialiser et développer leur travail du point de vue concret des problèmes et des tâches des travailleurs dans chaque industrie et profession ».

Afin de remplir leur rôle essentiel dans la lutte pour l'unité des travailleurs « dans chaque atelier, dans chaque pays, et pour l'unité syndicale internationale au sein de chaque industrie », les U.I.S. devraient apporter une attention particulière à l'établissement et au développement des contacts avec les travailleurs des pays dont les organisations syndicales ne sont pas encore affiliées à leurs Départements Professionnels respectifs, en vue d'une action commune dans les luttes entreprises pour les revendications sociales et économiques, et pour la défense de la paix.

Soulignant l'importance de cette lutte pour l'unité syndicale internationale, B. Gébert déclara qu'il ne devait pas y avoir de place au sein du mouvement syndical pour les agents de l'impérialisme, dont le but est de rompre la résistance des travailleurs de la base et de transformer les syndicats en annexes des trusts et monopoles.

Ces tentatives rencontrent une résistance de plus en plus énergique de la part des travailleurs, ainsi qu'on a pu le voir par la récente grève des dockers de Londres contre leur « bonze » syndical, Arthur Deakin. En dépit de toutes les manœuvres des réactionnaires, la force des travailleurs et des masses populaires s'accroît de jour en jour.

Le rapporteur montra que le travail des Départements Professionnels ne pouvait se réaliser d'une manière adéquate si les U.I.S. n'organisaient pas l'appui massif envers les peuples coloniaux et dépendants en lutte pour leur libération nationale. Une coopération plus étroite entre les Départements Professionnels et les syndicats de ces territoires est de plus en plus nécessaire.

Il est également essentiel que les programmes des Unions Internationales de Syndicats soient largement diffusés parmi les travailleurs des pays dont les Centrales Syndicales Nationales ont quitté la F.S.M.

L'expérience a montré, en outre, qu'une coopération plus étroite est également nécessaire entre les différents Départements Professionnels et le Secrétariat de la F.S.M.

Les différentes Unions Internationales de Syndicats doivent recevoir de leurs organisations affiliées une information beaucoup plus complète et plus suivie sur les problèmes concrets de leurs industries respectives et sur le propre travail de ces organisations.

Par ailleurs, les Comités Administratifs des U.I.S. doivent coordonner et populariser les activités des Comités de Défense de la Paix dans les usines et ateliers.

Un travail collectif plus suivi est également nécessaire entre les membres des Comités Administratifs. Une

aide spéciale devra être fournie à ceux de ces membres qui résident dans les pays capitalistes et coloniaux. L'activité entière de chacun des Comités Administratifs devra être élargie, afin d'y rallier le plus grand nombre possible de travailleurs dans chaque pays.

Les Comités Administratifs devront étudier la question de l'aide à apporter aux syndicats en Asie, en Afrique, en Amérique Latine, pour la formation de fédérations nationales d'industries là où n'existent encore que des syndicats locaux.

Il est nécessaire de publier des bulletins d'information pour chaque U.I.S., qui reflètent vraiment les problèmes et les conditions de vie des travailleurs dans les différentes industries. Le but de ces publications devra être :

« Lutter pour l'internationalisme prolétarien, pour la solidarité de tous les travailleurs et l'unité syndicale ; lutter contre les diviseurs et contre les briseurs de grèves au sein des syndicats respectifs ; lutter contre les instigateurs de guerre et pour la défense de la paix. »

B. Gébert suggéra que les Comités Administratifs convoquent des conférences réunissant les travailleurs employés par un même trust ou cartel international, afin d'établir des programmes communs de revendications. De telles conférences constitueraient un moyen de cimenter l'unité et la solidarité internationale.

Rappelant des paroles de Louis Saillant sur la lutte des travailleurs pour la paix, B. Gébert souligna l'importance qu'il y a pour les Départements Professionnels à « examiner et diffuser, industrie par industrie, la répercussion et les effets des Plans Marshall et Clayton ». Ces plans, et tous les autres plans tendant à la domination mondiale, doivent être exposés et dénoncés dans leur moindre détail.

C'est de cette façon que les Unions Internationales de Syndicats pourront apporter une contribution réelle à la défense des intérêts des travailleurs, au renforcement de la F.S.M., à la lutte pour l'indépendance des peuples et pour la paix mondiale.

DISCUSSION DU RAPPORT

La discussion du Rapport fut ouverte par le camarade F. MAURICE (France), Président de l'U.I.S. des Travailleurs du Cuir, de la Chaussure, de la Fourrure et des Articles en Cuir.

Il déclara qu'un bilan honnête de l'activité des U.I.S. depuis leur création devait faire état de certaines faiblesses et insuffisances, en examiner les causes, et rechercher sincèrement des solutions capables d'y remédier, afin de réaliser des progrès réels sur la voie tracée par le Second Congrès Syndical Mondial à Milan.

Il est exact que dans certaines industries, telle la métallurgie et la mécanique, la maturité politique des travailleurs dans les pays capitalistes soit en moyenne plus élevée, ce qui a permis d'obtenir de meilleurs résultats. Mais l'orateur estime que le problème subjectif des directions est également important. Là où les U.I.S. ont pu élire des dirigeants qui consacrent à leur fonction tout leur temps et toute leur activité, on a obtenu des résultats satisfaisants. Mais là où, pour un certain nombre de raisons, on a élu aux postes exécutifs des camarades qui doivent en outre remplir de nombreuses autres tâches, et qui, par conséquent, ne peuvent donner tout leur temps à leur U.I.S. respective, à l'étude de ses problèmes spécifiques et à la réalisation pratique des activités qui en découlent, les résultats se sont avérés très insuffisants.

La mise en garde du camarade Di Vittorio contre la tendance à s'occuper surtout de problèmes de politique générale, et pas assez des questions spécifiques qui affectent la vie quotidienne et les conditions du labeur des travailleurs dans les différentes industries, cette mise en garde était parfaitement fondée. Commenter les directives d'activité générale déjà préparées par les organes dirigeants de la F.S.M. est évidemment plus facile que d'examiner en détail les problèmes complexes relatifs à une industrie déterminée dans les pays capitalistes, les tendances dont font preuve les gouvernements et les patrons dans chaque branche industrielle, et, en conséquence, la situation et les conditions de vie exactes des travailleurs. Une telle étude exige du temps et une attention sérieuse.

Ce problème des directions devra, par conséquent, être soigneusement examiné par la Conférence et par les U.I.S. respectives. Il est d'autant plus important en raison de la présente situation internationale, alors que la Paix est menacée et que les travailleurs sont soumis à une exploitation de plus en plus éhontée. Il ne suffit pas de dire, en guise d'excuse, que « le travail international est lent et difficile ». C'est notre devoir de militants syndicaux de faire tous nos efforts pour mieux travailler et agir plus efficacement que les ennemis de

Approved For Release 2001/04/01 : CIA-RDP83-00415R006200180004-9

opposée aux marins et dockers par les armateurs dans la classe ouvrière, et pour nous montrer à la hauteur des événements qui se déroulent actuellement.

Après avoir examiné le problème posé dans sa propre U.I.S. par le fait que, dans plusieurs pays, les travailleurs de l'industrie du Cuir et de la Chaussure sont organisés dans le même syndicat que ceux de l'industrie du Textile et de l'Habillement, le camarade Maurice montra que ce serait une erreur que de vouloir appliquer des directives trop générales. La situation n'est pas identique dans tous les pays, et par conséquent il faut tenir compte de la nécessité d'adapter l'action des U.I.S. aux conditions particulières des différents pays et des diverses branches d'industrie.

Le camarade Maurice souligna l'aide pratique que les Unions Internationales de Syndicats vont pouvoir recevoir du Bureau de Liaison de la F.S.M. qui vient d'être établi à Pékin pour les pays d'Asie et d'Australasie, pour le développement de leurs relations mutuelles avec les syndicats de leurs branches industrielles respectives dans cette partie du monde.

Un troisième point que le camarade Maurice examina en détail fut celui des relations entre les U.I.S. et les nombreux travailleurs progressistes des pays capitalistes dont les dirigeants syndicaux réactionnaires, agissant comme les agents de l'impérialisme américain, se sont retirés de la F.S.M. après avoir essayé de la diviser. Tout en tenant compte des nombreuses difficultés qui existent dans ce domaine, et en prenant comme exemple la situation des travailleurs en Allemagne Occidentale et l'aide dont ils ont le plus urgent besoin de la part des U.I.S., Maurice demanda qu'aucun effort ne soit épargné pour améliorer notre activité dans cette direction.

Après avoir énuméré le travail positif réalisé sur le terrain professionnel par l'U.I.S. des Travailleurs du Cuir et de la Chaussure et signalé les faiblesses qui devront être surmontées, le camarade Maurice déclara qu'il était d'accord avec les grandes lignes du Rapport présenté par le camarade Gébort; mais qu'il aurait aimé que ce Rapport fut moins général et plus analytique. Il n'y avait pas trouvé une analyse critique de l'activité des U.I.S., basée sur l'expérience acquise depuis leur création. Une critique constructive de cette nature eût été des plus utiles et des plus précieuses, et la critique collective est nécessaire à tous les échelons de la F.S.M.

Le Secrétaire de l'Union Internationale des Syndicats de Marins et Dockers, le camarade **André FRESSINET** (France) présenta un rapport détaillé sur l'activité déployée par son organisation depuis sa création en juillet 1949. Cette activité s'est développée sur deux points principaux, étroitement reliés entre eux :

SÉANCE DU 11 MAI 1950

Le camarade **Anton DITCHEV** (Bulgarie), Secrétaire de l'U.I.S. des Travailleurs de l'Alimentation, des Tabacs, Boissons, Hôtels, Cafés et Restaurants, présenta un rapport sur l'activité de son Département Professionnel.

Il rappela le travail effectué et les premiers résultats obtenus dans l'établissement des relations avec les organisations syndicales de nombreux pays, dans la popularisation des buts de l'U.I.S. et de son programme d'action concrète pour l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs, pour la lutte contre toute sorte de discrimination, ainsi que pour la sauvegarde de la paix

1 — L'organisation de la solidarité internationale, en particulier au cours des grèves des marins canadiens et des dockers finlandais, et la lutte contre les diviseurs de la classe ouvrière internationale.

2 — La lutte pour la défense de la Paix, qui comprend la formation de comités locaux des Partisans de la Paix.

Il cita de nombreux exemples de la résistance acharnée opposée aux marins et dockers par les armateurs dans tous les pays capitalistes, aussi bien dans la lutte héroïque pour la Paix que dans le combat quotidien pour de meilleures conditions économiques. Guidés par leur seul désir d'augmenter leurs bénéfices, les armateurs de nombreux pays transfèrent leurs bateaux sous n'importe quel pavillon qui leur paraît plus avantageux, parce qu'il leur permet de payer de plus bas salaires, d'exiger de plus longues journées de travail, en bref d'obtenir des bénéfices plus considérables, sans la moindre considération pour le bien-être et la sécurité des équipages.

Cette exploitation qui ne cesse de s'accroître s'applique également aux dockers, comme la preuve en a été fournie par la conférence tenue à Marseille, vers la fin de février 1950, par le « Comité de Coordination » pour les ports de Marseille, Gênes, Savona et Vado-Liguria, et au cours de laquelle des plans furent dressés pour concurrencer — aux dépens des travailleurs — des ports du Nord de l'Europe. Quelques jours plus tard commençait l'offensive contre les conditions de travail des dockers de Marseille; en même temps des mesures étaient prises pour exercer des représailles contre les dockers qui avaient refusé de charger du matériel de guerre sur les bateaux à destination du Viet-Nam.

La lutte parallèle pour la défense de la Paix et pour l'amélioration des conditions économiques a occasionné un certain nombre de grèves importantes dans plusieurs pays, au cours desquelles la solidarité internationale a eu un grand rôle à jouer. Dans chaque cas les marins et les dockers ont eu à faire face non seulement aux patrons et aux forces de police mobilisées par les gouvernements capitalistes contre les grévistes, mais aussi aux dirigeants réactionnaires de la soi-disant Fédération Internationale des Transports, qui organise des bandes de briseurs de grèves afin d'assurer le déchargement des armes en provenance des Etats-Unis.

Malgré cela, les marins, de même qu'il y a 30 ans, se sont placés à l'avant-garde de la lutte pour la paix. Les dockers de France, de Belgique, des Pays-Bas et d'autres pays luttent héroïquement contre les préparatifs d'une nouvelle guerre mondiale et se refusent à décharger le matériel de guerre envoyé par les Etats-Unis.

L'Union Internationale des Syndicats de Marins et Dockers appuie énergiquement cette activité, et en même temps elle accomplit un travail très important pour l'amélioration des conditions de travail et de la situation économique de ses membres.

du monde. Il cita des exemples du combat mené par les syndicats des pays capitalistes et coloniaux pour la réalisation de ces buts.

Son U.I.S. a reçu une aide considérable pour l'accomplissement de ses tâches des syndicats de Chine, de Hongrie, de l'U.R.S.S., de France, d'Italie, de Pologne, de Roumanie, de Bulgarie et de plusieurs autres pays.

Le camarade Ditchéev déclara que l'échange d'informations et d'expériences avec les autres U.I.S. au cours de cette Conférence serait d'une très grande valeur pour tous et aiderait puissamment à l'accomplissement des décisions de la F.S.M.

Approved For Release 2001/04/01 : CIA-RDP83-00415R006200180004-9

Le camarade **Henri JOURDAIN** (France), Secrétaire de l'U.I.S. des Industries Métallurgiques et Mécaniques, divisa son rapport en cinq parties principales : l'expérience acquise au cours de l'activité de son U.I.S. ; les faiblesses et les insuffisances dans le travail effectué jusqu'ici, et leurs causes ; les objectifs essentiels du plan de travail de l'U.I.S. ; les mesures d'organisation prévues pour le réaliser ; et quelques aspects de l'aide de la F.S.M. aux Unions Internationales.

Il cita les grèves importantes, dans lesquelles plus de 3 millions de travailleurs de la métallurgie ont pris part dans de nombreux pays capitalistes, qui comprennent les Etats-Unis, le Japon, la France, l'Italie et l'Australie, depuis que leur U.I.S. fut fondée en juin 1949. Ces grèves avaient des buts communs : augmentation de salaire, opposition aux cadences accélérées, contrats collectifs, lutte contre le chômage — celui-ci étant dû dans certains cas à la liquidation, sous la pression des impérialistes américains, de certaines industries nationales, telles que l'industrie aéronautique en France et l'industrie sidérurgique en Italie — ; la lutte pour la défense des droits syndicaux en général, et contre la répression accrue du patronat et des gouvernements, qui non seulement s'efforcent de freiner l'action de plus en plus étendue pour de meilleures conditions de travail et de plus hauts salaires, mais aussi l'opposition qui se développe contre les préparatifs de guerre, particulièrement en France.

Ces événements confirment la justesse et la valeur internationale du programme adopté à Turin par la Conférence Constitutive ; toutefois, ils ont également montré que les décisions prises à Turin ne prévoyaient qu'insuffisamment la rapidité des rythmes du développement de la situation, concernant les conséquences immédiates du Plan Marshall sur le potentiel industriel métallurgique et mécanique des pays marshallisés, et son utilisation aux fabrications de guerre.

L'orateur souligna comment la solidarité internationale entre les travailleurs de la métallurgie s'était intensifiée à travers le monde, à l'appel de l'U.I.S. Il cita comme exemples la grève des travailleurs de la sidérurgie aux Etats-Unis, la protestation mondiale contre les brutalités de la police italienne et l'assassinat de travailleurs métallurgistes à Modène, à Brescia, et d'autres encore. Des liens plus étroits se sont établis avec les métallurgistes des pays impérialistes, particulièrement entre ceux de France, de Belgique, de Grande-Bretagne et de Hollande, et des groupements de travailleurs progressistes aux Etats-Unis. Les travailleurs de la métallurgie de Manchester ont diffusé et appuyé l'Appel du 1^{er} Mai lancé par l'Union Internationale.

En ce qui concerne la création de Comités d'usines pour la Défense de la Paix, dans de nombreux pays leur nombre est encore insuffisant et un grand effort devra être fait dans cette direction. Selon l'expérience acquise depuis l'établissement de Comités de Liaison dans les pays dont les dirigeants syndicaux réactionnaires ont essayé d'isoler les travailleurs de la F.S.M., par exemple en Grande-Bretagne, dans la Sarre et en Belgique, les vastes possibilités qui existent n'ont pas été pleinement utilisées. L'orateur analysa les causes de ces insuffisances et la manière dont il faudrait y remédier.

Certaines initiatives prises par l'U.I.S. ont puissamment aidé à augmenter son influence parmi les travailleurs de la métallurgie dans différents pays ; ainsi, par exemple, le programme spécifique et concret de revendications communes aux travailleurs de l'automobile dans tous les pays capitalistes, programme établi à l'occasion d'une Conférence Internationale des Travailleurs de l'Automobile qui eut lieu en France, et à laquelle participèrent des représentants ouvriers d'un certain nombre de pays. Ce programme a fourni une base pratique pour une action internationale commune.

Une telle action est particulièrement nécessaire dans la période actuelle, où les grands trusts et cartels se

développent à l'échelle internationale. Une des premières mesures à prendre doit être l'établissement de liens plus étroits entre les travailleurs des usines d'une même firme répartis sur les différents points du secteur capitaliste.

Le camarade Jourdain analysa, à la lumière des premiers résultats obtenus par son U.I.S., les faiblesses qui étaient apparues au cours des différentes formes d'action entreprises. Une des principales faiblesses est la pénétration insuffisante de son influence et de son matériel d'information parmi les masses de travailleurs de la métallurgie dans les pays dont les organisations syndicales ne sont pas affiliées à la F.S.M. ; insuffisances également dans l'organisation de Comités de Liaison actifs dans ces mêmes pays.

Même parmi les organisations affiliées, dans de nombreux cas, leurs directions ont encore insuffisamment considéré que les questions internationales faisaient partie intégrante de leur activité générale sur le plan national. Leurs rapports avec le Secrétariat de l'U.I.S. sont encore insuffisants ; elles ne se sont pas suffisamment penchées sur les activités syndicales spécifiques sur le plan professionnel et à l'échelle internationale.

Mais son propre Secrétariat doit lui-même exercer l'auto-critique. Il ne s'est pas adapté avec assez de promptitude aux particularités du travail syndical international et à la solution opportune des problèmes d'organisation. Il n'a pas suffisamment stimulé les membres du Comité Administratif à participer d'une façon plus active au travail collectif, à la critique du travail accompli, par conséquent à comprendre leur pleine responsabilité en tant que dirigeants d'une organisation internationale dans les circonstances présentes.

Une autre faiblesse de son Secrétariat a été le travail insuffisant d'organisation dans les pays non affiliés, dû au fait que les membres du Comité Administratif n'ont pas été appelés à se rendre sur place pour y étudier les conditions. S'il est vrai que dans la plupart des cas, cela a été fait pour économiser des frais de voyage, de telles économies se sont avérées inopportunes ; elles ont conduit le Secrétariat de l'U.I.S. à se reposer beaucoup trop sur le travail de la F.S.M. dans ce domaine.

Le camarade Jourdain souligna que les capitalistes cherchaient à aggraver encore la situation déjà très difficile des travailleurs. Actuellement, sous le mot d'ordre fallacieux de l'élargissement de la production, ils ont engagé une campagne pour l'intensification des cadences de travail, qui a déjà donné comme résultat un accroissement du chômage et de la misère dans les pays capitalistes. En outre, les capitalistes élaborent un plan de transfert des usines dans des pays comme ceux de l'Amérique Latine. Un accord a déjà été conclu sur le transfert de certaines usines d'automobiles de l'Italie au Brésil.

La centralisation monopoliste se renforce en même temps que la finance américaine étend sa mainmise sur l'économie des pays marshallisés. Le plan stratégique pour le « Combinat Ruhr-Lorraine » en est un exemple. La migration des travailleurs se prépare à une échelle massive, sous la direction des chefs du Plan Marshall, en rapport étroit avec les objectifs stratégiques des fauteurs de guerre.

Enumérant les tâches qui se posent devant l'U.I.S., il cita : la lutte contre les fabrications de guerre ; l'action contre l'intensification des cadences de travail ; la campagne systématique contre les agissements des dirigeants scissionnistes des vieux Secrétariats Professionnels ; le renforcement de notre travail pour amener de nouvelles organisations dans les rangs du Département Professionnel ; la diffusion de la vérité sur la situation réelle et les conditions de vie des travailleurs en Union Soviétique et dans les Démocraties Populaires, où des progrès et des innovations remarquables se développent actuellement dans le domaine industriel, qui devraient être largement popularisés parmi les travailleurs d'une même industrie dans le monde entier.



Les délégués suivent attentivement la discussion du Rapport

Les conclusions tirées par le camarade Jourdain de son examen détaillé des réalisations et des faiblesses de son U.I.S. se rapportent au renforcement de son propre Secrétariat ainsi que du travail collectif du Comité Administratif. Rappelant les remarques déjà faites à cette Conférence en ce qui concerne l'aide de la F.S.M. aux U.I.S., il souligna l'importance du problème des directions, et du fait que les camarades qui avaient assumé la responsabilité de diriger chacune des U.I.S. devaient comprendre clairement le rôle, les tâches et les perspectives présentes dévolus à chaque U.I.S. Ce résultat ne sera pas obtenu magiquement, il faudra un certain temps et de l'expérience. Mais ce résultat sera obtenu d'autant plus rapidement que la F.S.M. mettra tout en œuvre pour aider les dirigeants des U.I.S. à voir plus clairement la perspective générale de leur travail ainsi que sa direction particulière. Cette aide et cette orientation ne peuvent venir que de la F.S.M., qui représente la somme de l'expérience acquise par le mouvement syndical international.

Mais l'activité globale de la F.S.M. ne sera pas seulement la somme des activités de chaque Union Internationale. Elle sera quelque chose de plus important, le produit de ces activités. Elle dépend, par conséquent, dans une large mesure, des résultats obtenus par les U.I.S. ceci veut dire que l'activité principale des organes dirigeants de la F.S.M. devra porter sur l'aide et l'orientation des Unions Internationales de Syndicats.

Sous ce rapport, l'orateur estima que l'aide et l'orientation fournies jusqu'à maintenant aux U.I.S. par le Secrétariat de la F.S.M. étaient très insuffisantes. Les directives générales récemment envoyées aux U.I.S. étaient à la fois tardives et inadéquates. C'est là une première mesure, mais ce n'est pas assez.

Les représentants des U.I.S. réunis dans cette Conférence attendaient une aide et une orientation plus efficace du camarade Gebert. L'orateur déclara que c'était là le reflet des insuffisances auxquelles il avait déjà fait allusion.

Il suggéra que, dans la mesure des possibilités de la F.S.M., il pourrait être utile qu'elle délègue sur place

pour un temps donné des camarades capables de conseiller et d'aider les directions des U.I.S. respectives. Cette aide avait été demandée à plusieurs reprises, et elle devait être fournie en tenant compte qu'étant donné la situation internationale actuelle des efforts considérables étaient nécessaires. Un effort particulier devrait être fait pour les U.I.S. les plus importantes et les plus déterminantes par rapport à la lutte pour la paix et à l'unité syndicale internationale.

A cette condition, les Unions Internationales seront certainement capables de remplir les engagements que les travailleurs et la F.S.M. sont en droit d'attendre d'elles.

Le camarade Ferenc BOZSOKI (Hongrie), Secrétaire de l'U.I.S. des Travailleurs des Industries Chimiques, déclara que, bien que son Département Professionnel soit la plus jeune des U.I.S., elle a déjà élargi son activité dans trois directions principales : elle a pris une part active à la lutte pour la paix dans le monde entier ; elle a renforcé d'une façon pratique la solidarité internationale entre les travailleurs des industries chimiques, et elle a contribué avec énergie à leur lutte pour la défense de leurs intérêts essentiels et des libertés démocratiques, ainsi que contre l'exploitation intensive à laquelle les soumettent les grands monopoles internationaux ; elle a largement diffusé les buts et le programme de l'U.I.S. parmi les travailleurs de l'industrie chimique de tous les pays.

Des Comités Permanents pour la Défense de la Paix ont été créés et se multiplient dans les usines de produits chimiques d'un grand nombre de pays ; ils prennent une part active à la campagne mondiale entreprise par les Partisans de la Paix contre tous les fauteurs de guerre et leurs agents, déclarés ou déguisés.

Comme exemple de la solidarité internationale que l'U.I.S. a demandé à tous les syndicats affiliés d'organiser, il cita l'envoi d'un demi-million de francs fait par la Fédération des Travailleurs des Industries Chimiques de Hongrie aux grévistes des Usines Michelin en France. Les travailleurs employés par le trust Michelin dans d'autres pays ont également participé à cette action ; ainsi les travailleurs de l'usine Michelin à Turin, en Italie, ont arrêté le travail pendant une heure le 20 avril pour exprimer leur solidarité à leurs camarades français, et ils ont retardé l'exécution des commandes que l'usine française Michelin avait passées à sa succursale italienne dans le but de briser la grève de Clermont-Ferrand.

Il indiqua certaines faiblesses dans le travail réalisé jusqu'ici, particulièrement en ce qui concerne les relations entre le Secrétariat de l'U.I.S. et les organisations affiliées dans certains pays, ainsi que l'information insuffisante reçue par le Secrétariat concernant la situation, les conditions de travail et les problèmes spécifiques des travailleurs des industries chimiques dans ces différents pays.

V. BEREZINE (U.R.S.S.), Vice-Président de l'U.I.S. des Industries Métallurgiques et Mécaniques, montra comment la crise s'accroît dans les pays capitalistes, en aggravant la situation déjà difficile des travailleurs. Environ 45 millions d'hommes et de femmes se trouvent déjà en chômage total ou partiel ; ce qui signifie qu'avec leurs familles, plus de 150 millions de personnes sont condamnées à la misère et aux privations. Le niveau de vie des masses travailleuses est constamment réduit, pendant que les impérialistes cherchent une issue à la crise en intensifiant leurs préparatifs de guerre. Sous la pression des Etats-Unis, les pays capitalistes augmentent leurs budgets militaires aux dépens de la production de paix, des services sociaux et de l'éducation publique.

Soulignant le contraste entre une telle situation et celle qui existe en Union Soviétique et dans les Démocraties Populaires, où tout est subordonné à une économie planifiée pour le peuple et à l'élévation de son niveau de vie, le camarade Berezine cita des faits et des chiffres qui montrent dans quelle mesure l'Union Soviétique a non seulement reconstruit, mais mis en activité de nouvelles entreprises industrielles et surpassé le niveau de production atteint avant la guerre, en même temps que les prix des denrées alimentaires et des produits de consommation étaient réduits trois fois déjà depuis la fin de la guerre.

Pour faire face aux événements qui se déroulent actuellement, un renforcement immédiat de l'unité de la classe ouvrière est nécessaire afin de mener victorieusement la lutte pour les intérêts vitaux des travailleurs, lutte qui est inséparable de celle pour la paix, pour les droits et libertés démocratiques. Les Unions Internationales de Syndicats ont un rôle important à jouer dans cette lutte, et leur création s'est avérée nécessaire et opportune. Elles apportent un appui moral et matériel aux travailleurs dans leur combat contre les attaques réactionnaires cherchant à réduire leur niveau de vie. Les U.I.S. jouent également un rôle important dans la campagne mondiale contre les préparatifs de guerre, contre l'hystérie belliqueuse, contre les guerres coloniales et le transport de matériel de guerre ; c'est-à-dire contre les plans d'agression de l'impérialisme anglo-américain. Nous avons vu des exemples récents de la répression exercée contre les dirigeants des Unions Internationales de Syndicats : le procès et la condamnation de Harry Bridges, président de l'U.I.S. des Marins et Dockers, aux Etats-Unis, et les persécutions en France contre André Fressinet, secrétaire de la même U.I.S. ainsi que la mise à la retraite du Professeur Henri Wallon, président de l'U.I.S. de l'Enseignement.

En même temps, les dirigeants syndicaux réactionnaires, qui cherchent à faire revivre les vieux Secrétariats Professionnels Internationaux, sont utilisés comme agents directs des fauteurs de guerre anglo-américains dans leur tentative pour détruire l'unité des travailleurs et pour étrangler le mouvement de défense de la paix. Afin de s'opposer avec vigueur aux activités scissionnistes et aux préparatifs de guerre, les U.I.S. doivent consolider l'unité du mouvement syndical à l'échelle nationale et internationale. Toutefois ce serait une erreur que de croire que les U.I.S. ont déjà trouvé leur place exacte dans la grande lutte générale de la classe ouvrière. Notre Conférence a été convoquée afin d'évaluer leur travail et de signaler les faiblesses qui freinent encore les U.I.S. dans leur orientation effaçant des masses travailleuses.

L'orateur estima que le camarade Maurice avait eu parfaitement raison de souligner que le rapport du camarade Gebert avait omis une telle analyse et ne présentait pas un programme d'action défini pour éliminer toutes les insuffisances dans le travail des U.I.S. Par conséquent, le Secrétariat de la F.S.M. devra apporter une plus grande attention et être plus complètement informé sur l'activité concrète des U.I.S., leurs besoins pratiques et leurs faiblesses.

D'autre part, les U.I.S. n'utilisent pas à fond toutes les possibilités dont elles disposent pour l'organisation des luttes de la classe ouvrière dans la défense de leurs droits et de leurs intérêts vitaux, de la Paix et des libertés démocratiques.

Une des principales faiblesses des U.I.S. consiste en ceci qu'elles n'ont pas signalé avec suffisamment de clarté les problèmes concrets particuliers à chaque industrie et à chaque branche, et qu'elles ne prennent pas une part suffisamment active à la lutte générale de la classe ouvrière et du camp démocratique contre les préparatifs de guerre. La situation actuelle exige davantage d'activité dans la réalisation des buts fixés aux U.I.S. par le Congrès de la F.S.M. Nous ne pouvons être d'accord non plus avec l'insistance excessive apportée à souligner le travail des U.I.S. à l'O.N.U. et au B.I.T. L'expérience a démontré que le fait de soumettre des questions à l'O.N.U. et au B.I.T. ne contribue que bien peu à la solution des problèmes vitaux de la classe ouvrière.

L'unité dans les rangs de la classe ouvrière est la garantie du succès dans la lutte pour les droits démocratiques et pour les intérêts économiques des travailleurs, liée à une action vigoureuse pour la Paix, contre les fomentateurs de guerre et la réaction impérialiste.

Dans ce but, il faut apporter une attention particulière à l'élargissement et à la consolidation de la coopération des U.I.S. avec les Syndicats dans les pays dont les Centrales Nationales ne sont pas affiliées à la F.S.M. Des représentants de ces syndicats devraient être invités à assister aux conférences et aux réunions des organes dirigeants des U.I.S. Les contacts et la correspondance avec ces organisations syndicales non affiliées aux U.I.S. devraient être plus fréquents, afin d'échanger les informations et les publications, ainsi que des délégations de travailleurs. Ceci contribuerait à renforcer les liens d'amitié entre les peuples travailleurs de tous les pays.

C'est là une tâche difficile, qui exige la collaboration active de tous les membres des Comités Administratifs, et aussi celle des militants de la base. Elle exige en outre une étude attentive de la situation qui existe dans chaque pays.

Plusieurs camarades ont soulevé la question des directions des U.I.S. C'est en effet un important problème. Non seulement les dirigeants de chaque U.I.S. doivent être choisis avec discernement, mais encore ils doivent avoir l'appui des militants dans chaque pays afin d'assurer le succès du travail des U.I.S.

Pour rallier les masses à nos côtés il nous faut lutter, intensifier le combat, pousser dans leurs derniers retranchements les scissionnistes de tout genre, agents de l'impérialisme. Démasquer les réactionnaires qui cherchent à briser l'unité de la classe ouvrière, les dirigeants de l'Internationale Jaune, les bureaucrates des Secrétariats Professionnels : c'est là une des tâches nécessaires et constantes des U.I.S., qui devront employer tous les moyens dont elles disposent pour y parvenir.

La situation internationale exige des U.I.S. qu'elles participent plus activement au mouvement des Partisans de la Paix, à la création et au développement de Comités de la Paix dans les usines et les entreprises, au ralliement des larges masses de la classe ouvrière autour de la cause de la Paix au moyen de l'unité d'action, sur le programme commun de la lutte pour la Paix, pour l'indépendance nationale des peuples, pour les droits économiques et sociaux des travailleurs. Les U.I.S. doivent participer activement à la préparation du Deuxième Congrès Mondial des Partisans de la Paix qui doit se réunir l'automne prochain ; elles doivent organiser une vaste campagne pour l'élection de délégués syndicaux dans chaque branche d'industrie, dûment mandatés par les travailleurs.

Le collectage des signatures pour l'appel lancé à sa réunion de Stockholm par le Comité Permanent du Congrès Mondial de la Paix demeure une des tâches immédiates les plus importantes des U.I.S.

Le camarade Bérézine déclara qu'il était complètement d'accord avec le camarade Jourdain lorsqu'il a dit que ces tâches se réaliseraient avec plus de succès encore si les organes exécutifs de la F.S.M. apportaient une aide plus effective au travail des U.I.S. en mettant leur expérience à la disposition des Départements Professionnels et en orientant leur travail pratique quotidien. C'est être trop optimiste que de considérer — comme certains camarades l'ont fait — que la propagande des U.I.S. a déjà obtenu de grands résultats. Les larges masses des travailleurs ne connaissent encore que trop peu les U.I.S. et leurs activités.

Il y a beaucoup à faire dans ce domaine en améliorant nos publications et, en premier lieu, les Bulletins publiés par les U.I.S. Ces bulletins devraient être rendus plus intéressants et devraient refléter davantage les problèmes spécifiques qui concernent les travailleurs, de sorte que les grandes masses de la population ouvrière les lisent avec un vif intérêt. Les Bulletins publiés par certaines Unions Internationales sont d'une lecture difficile ; trop aride et académique, écrits dans une forme stéréotypée qui ne reflète pas la lutte et la vie quotidiennes de la classe ouvrière.

Nous devrions infuser à nos publications un esprit plus combatif ; elles devraient fournir les réponses aux problèmes quotidiens auxquels doivent faire face les travailleurs ; et nous devrions les rendre si intéressantes qu'elles puissent être passées de main en main dans les usines et les ateliers, dans les champs, « et lues jusqu'à ce qu'elles tombent en lambeaux ». Elles devraient inspirer les travailleurs, les inciter à s'organiser et à mener leurs luttes jusqu'à la victoire.

Afin d'atteindre ces objectifs, nous devons mobiliser les éléments les plus actifs pour qu'ils collaborent au travail des Bulletins des Unions Internationales de Syndicats. « Les forces de la Démocratie sont puissantes ; aucun bloc, aucune coalition impérialiste anglo-américaine ne pourra briser la résistance des peuples travailleurs contre les attaques qui mettent en danger leurs droits et leurs intérêts vitaux, si les travailleurs unissent leurs forces en un front unique. La classe ouvrière mondiale peut faire échec aux plans agressifs pour la préparation d'une nouvelle

guerre mondiale, en se rassemblant autour de la F.S.M. et des Unions Internationales de Syndicats, dans le camp puissant de la Paix, de la Démocratie et du Socialisme. »

Le camarade Henri MARTEL (France), président de l'U.I.S. des Mineurs, déclara que les perspectives d'action tracées à la Conférence Constitutive de son U.I.S. à Florence, de même que l'analyse de la situation faite à cette conférence, concernant les possibilités qui existent parmi les mineurs, se trouvent aujourd'hui justifiées. Mais on ne saurait en dire autant des tâches qui avaient été assignées à l'U.I.S. et qui n'ont pas toutes été remplies.

Certes il existe des difficultés indépendantes de notre volonté. Mais il y a aussi des faiblesses dans le travail réalisé ; et non seulement au sein du Bureau administratif, mais à tous les échelons de l'organisation.

Les critiques exprimées ici par le camarade Maurice peuvent également s'appliquer à d'autres U.I.S. Il est exact qu'il existe un problème des directions, mais il y a également celui du dynamisme des hommes à la base. Il n'est pas suffisant de tracer une ligne de conduite juste ; il faut encore qu'elle soit appliquée, du haut en bas, jusque dans l'usine ou la mine.

L'U.I.S. des Mineurs s'est trouvée en retard pour appeler ses organisations affiliées à exprimer leur solidarité envers les mineurs américains en grève ; elle s'est trouvée en retard pour protester contre les meurtres des travailleurs au Nigéria ; il en est de même pour d'autres mouvements qui se sont développés depuis lors. Nous pouvons mettre en contraste la promptitude avec laquelle les travailleurs du Bâtiment dans tous les pays ont réagi dans leur protestation contre l'assassinat par la police française d'un ouvrier du Bâtiment à Brest, sans attendre les instructions venant du siège de l'U.I.S. du Bâtiment. C'est là un bon exemple qui montre que les directives d'en haut ne peuvent suffire à tout.

Le camarade Martel cita parmi les faiblesses de son U.I.S. le manque de liaison nécessaire avec les mineurs des autres pays, et particulièrement avec ceux des pays coloniaux et semi-coloniaux. Une autre de ses faiblesses provenait du fait que la solidarité internationale, dans le cas des grèves de mineurs aux Etats-Unis, au Nigéria, au Japon et en Australie, n'avait pas été suffisamment effective, s'était exprimée beaucoup trop sous la forme de câbles et de résolutions et pas assez sous la forme d'arrêt du travail dans d'autres pays ou de collectes de fonds pour les grévistes. L'esprit combattif montré par les mineurs belges, et la solidarité immédiate qu'ils ont trouvée chez leurs camarades français de l'autre côté de la frontière, signalaient le bon chemin qui doit être suivi dans ce domaine.

Il souligna d'autres défauts, par exemple dans la campagne pour recueillir des signatures à l'Appel de Stockholm du Comité Mondial de la Paix, également parmi les organisations non affiliées à l'U.I.S. ; le retard dans la lutte contre le plan Marshall, dont les conséquences ne sont pas suffisamment dénoncées ; l'insuffisance du travail pratique pour faire connaître parmi les masses travailleuses des pays capitalistes les réalisations et les grands succès de nos camarades d'Union Soviétique et des Démocraties Populaires ; la popularisation insuffisante parmi les mineurs de l'Inde, de l'Afrique, de tous les pays coloniaux et dépendants, de la signification des premières grandes victoires du peuple travailleur de Chine ; travail insuffisant pour éclairer nos camarades mineurs, non seulement sur la situation mondiale actuelle, mais sur ses causes et sur les moyens d'aller de l'avant. Enfin, l'unité d'action n'a pas été suffisamment réalisée.

L'orateur souligna que l'auto-critique et l'énuméra-

tion de nos faiblesses devaient être une contribution constructive à l'amélioration de notre travail, afin de faire face à la gravité de la présente situation internationale. Prenant comme exemple la situation de l'industrie charbonnière dans le monde, Martel a comparé la vitalité de l'industrie et de l'économie tout entière en Union Soviétique et dans les Démocraties Populaires, avec la stagnation dans les pays capitalistes. Ainsi la France, par exemple, importe un tiers du charbon dont elle a besoin, mais en même temps le gouvernement français a fait fermer 55 puits de mine en moins de trois mois et mis plus de 50.000 mineurs au chômage, comme conséquence de sa politique de soumission totale aux chefs du plan Marshall.

La Fédération Française des Mineurs et l'U.I.S. ont expliqué clairement aux travailleurs les liens étroits qui unissent les causes politiques aux facteurs économiques, et les travailleurs se rendent bien compte à quel point leurs revendications économiques sont liées aux problèmes politiques.

Le camarade Martel a signalé les aspects positifs de la lutte entreprise par les mineurs dans un grand nombre de pays, y compris la France, l'Italie, la Belgique, l'Australie, le Japon, les Etats-Unis eux-mêmes. Il a montré le grave dommage porté aux intérêts des travailleurs par la rupture de l'unité syndicale causée par les dirigeants de l'Internationale Jaune, par leur politique de trahison et d'asservissement.

Il a souligné le contraste offert par les résultats et les succès dus à la réalisation de la politique d'unité de l'U.I.S., en citant comme exemple l'action commune des mineurs contre les préparatifs de guerre en France et dans d'autres pays, où les travailleurs affiliés à des syndicats chrétiens ou réformistes ont voté côte à côte avec leurs camarades progressistes contre la guerre, pour l'interdiction des armes atomiques, dans une unité d'action qui n'avait jamais encore été réalisée jusqu'ici.

L'échange de délégations de travailleurs entre les pays capitalistes et les Démocraties Populaires constitue un des meilleurs moyens pour montrer aux militants de la base le contraste frappant entre les pays libres, où le Socialisme se construit ou est en plein développement, et la politique de misère et de faim poursuivie par les gouvernements capitalistes occidentaux.

Les impérialistes américains ont déjà commencé à transformer le bassin Ruhr-Lorraine en arsenal pour les préparatifs de guerre. Une action plus décisive des travailleurs est nécessaire pour mettre en déroute les plans des fauteurs de guerre. Pour y parvenir, l'orateur préconisa un renforcement des liens déjà existants entre les Unions Internationales de Mineurs et des Métallurgistes, afin de leur permettre de mieux accomplir leur tâche devant la menace de guerre, et de faire échec à la politique de misère conduite par les gouvernements de l'Europe Occidentale.

« La Fédération Française du Sous-Sol, en accord avec l'U.I.S., a décidé d'appeler à une conférence les ouvriers mineurs de la Ruhr, de la Sarre, de la Belgique, du Luxembourg et de la Lorraine. Et je fais cette proposition concrète au camarade Jourdain qu'il serait peut-être possible de consacrer une journée où métales et mineurs organiseraient en commun cette grande bataille contre le combinat, qui constituera un arsenal encore plus puissant que celui de la Ruhr. » Contre la guerre et la politique impérialiste, nos Unions Internationales des Mineurs et des Métallurgistes ont à remplir des tâches très concrètes. Au lieu de les énumérer ici, le camarade Martel déclara qu'il promettait que son U.I.S. ferait tout ce qui est en son pouvoir pour les réaliser sous la forme d'actions concrètes.

La séance de l'après-midi a été ouverte par le rapport du camarade U. MURTO (Finlande), Secrétaire de

l'U.I.S. des Travailleurs du Bâtiment et du Bois, sur les activités de son Département Professionnel et des syndicats des Travailleurs du Bâtiment et du Bois des différents pays.

Il a montré dans quelle mesure la grande lutte menée par les travailleurs des Industries de la Construction en Union Soviétique et dans les Démocraties Populaires, pour le maintien de la paix dans le monde, exerçait une influence considérable sur la lutte des travailleurs du Bâtiment et du Bois des autres pays. Il souligna spécialement le combat mené actuellement par les travailleurs du Bâtiment en France, en Italie et aux Pays-Bas.

Il signala que les travailleurs du Bâtiment et du Bois de Grande-Bretagne, d'Australie et des Pays Scandinaves bien que n'étant pas affiliés à l'U.I.S. avaient participé très activement au combat général pour la défense de la paix. Les Travailleurs du Bâtiment de Finlande ont été particulièrement actifs dans ce domaine.

Les travailleurs de la Construction dans la Chine Nouvelle ont établi des contacts étroits avec l'U.I.S. et ont envoyé du matériel extrêmement intéressant concernant leur activité dans la reconstruction de leur pays ainsi que dans la lutte générale pour la paix.

Passant en revue les conditions particulièrement pénibles dans lesquelles vivent actuellement les travailleurs du Bâtiment, dans les pays capitalistes où le chômage s'étend en dépit de la crise aiguë du logement, le camarade Murto, souligna l'importance de l'unité syndicale pour résister à l'offensive générale lancée par les fauteurs de guerre et leurs agents contre le niveau de vie des travailleurs, offensive qui fait partie des préparatifs de guerre. Il cita des exemples des méthodes scissionnistes utilisées dans plusieurs pays par les dirigeants réactionnaires, et particulièrement en Finlande où les conditions de vie des travailleurs dans le Bâtiment et dans d'autres Industries ont encore empiré par suite de ces tactiques scissionnistes.

Analysant les faiblesses du travail de son U.I.S., particulièrement en ce qui concerne le manque d'informations suffisantes et précises sur la situation des travailleurs dans chacun des pays capitalistes le camarade Murto énuméra les principales mesures qui devront être prises afin d'améliorer le travail international, de remplir les tâches assignées à l'U.I.S. et d'augmenter le sens de la responsabilité. Il mentionna spécialement les pays Scandinaves, dont les Centrales Nationales ne sont plus affiliées à la F.S.M., bien que de nombreux travailleurs de la base dans ces pays appuient activement la politique de la F.S.M. pour l'unité du mouvement syndical mondial. L'orateur déclara qu'il était nécessaire d'augmenter nos efforts afin de renforcer notre lutte pour la paix, pour les droits démocratiques et pour l'amélioration du niveau de vie des travailleurs du Bâtiment dans le monde entier. Il ajouta que la Conférence Consultative aurait une valeur considérable pour son Comité Administratif qui va se réunir le 26 juin.

Paul DELANOE (France), Secrétaire de l'U.I.S. de l'Enseignement, estima que le président G. Di Vittorio avait posé deux importantes questions dans son discours d'ouverture : que doit faire dans chaque branche industrielle, chaque profession, la classe ouvrière, pour développer ses luttes économiques et obtenir des succès pour les travailleurs; et que doit-elle faire pour élargir la lutte pour la paix, afin de sauver l'humanité du cauchemar de la guerre menaçante. Il se déclara d'accord avec les remarques faites par le camarade Maurice qui a souligné l'importance considérable des problèmes d'organisation et de direction, du travail collectif au sein des U.I.S., et d'indications plus précises pour organiser le travail international dans les pays dont les dirigeants syndicaux réactionnaires ont quitté la F.S.M.

Dans la lutte pour la paix, le rôle fondamental ap-

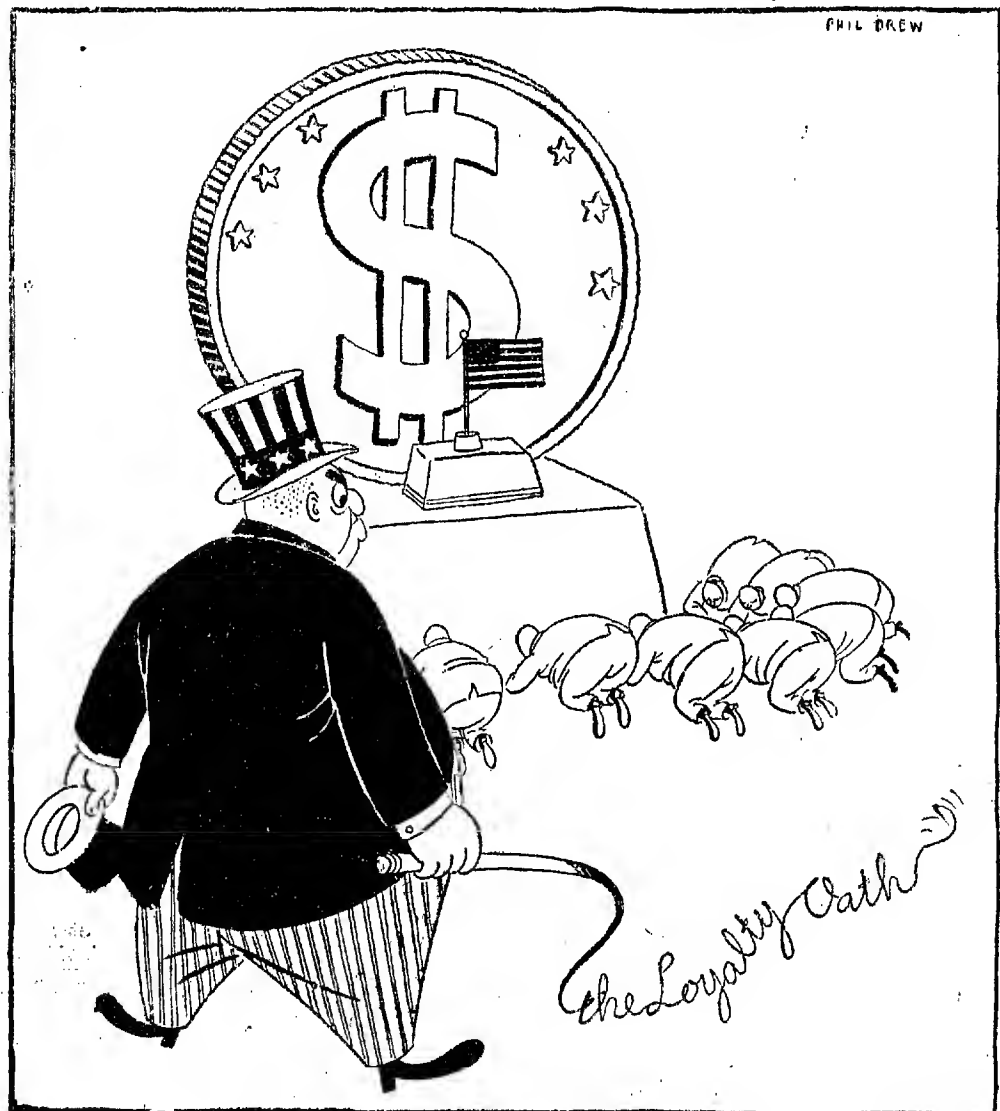
Pourtant l'on peut dire que dans de nombreux pays capitalistes, une action de masse se développe déjà parmi les travailleurs de l'Enseignement pour défendre leurs conditions d'existence, même dans les pays où il n'existe pas d'organisation affiliée à l'U.I.S. Paul Delanoue passa en revue les activités des enseignants dans plusieurs pays, où ils démontrent par leur mécontentement et par les actions déjà entreprises qu'il existe de vastes perspectives et de grandes possibilités pour l'Union Internationale des Travailleurs de l'Enseignement dans la lutte contre la réduction des crédits destinés à l'éducation, réduction qui est une conséquence des préparatifs de guerre. L'U.I.S. de l'Enseignement a déjà établi des contacts avec de nombreux groupes de professeurs et d'instituteurs dans le monde entier, même parmi ceux qui ne sont pas affiliés à la F.S.M.

Parlant du manifeste sur l'éducation récemment publié aux Etats-Unis et signé entre autres par le Général Eisenhower, Delanoue a montré comment les écoles étaient converties en organisations préparant les étudiants à la guerre. Ce manifeste a fait ressortir que pour obtenir des crédits, les écoles doivent devenir des machines à préparer la nouvelle guerre. La fameuse Association Nationale des Industriels a consacré 5 millions de dollars au travail de propagande parmi les enseignants. L'orateur a souligné que la lutte des enseignants était donc en tous points identiques à celle que les travailleurs industriels mènent actuellement contre le patronat et contre les fauteurs de guerre.

Les enseignants ont d'immenses tâches à résoudre. Il

leur faut, par exemple, renforcer la solidarité avec les enseignants licenciés de leur emploi pour avoir lutté pour la Paix et pour l'amélioration de leurs conditions économiques. Il leur faut également développer le contact avec les organisations de femmes, d'étudiants et de jeunes; les enseignants doivent aider les travailleurs, les marins et les dockers qui ont refusé de transporter ou de décharger du matériel de guerre venant des partients actuellement aux dockers, aux marins, aux travailleurs du Transport et de la Métallurgie; mais les travailleurs de l'Enseignement peuvent également contribuer beaucoup à développer ce combat. Ils doivent se considérer comme faisant partie du front mondial de la paix.

Les instituteurs, les professeurs d'Université, doivent lutter effectivement sur le front de combat de la classe ouvrière, pour la défense des intérêts généraux des travailleurs, et sur la base du programme de la F.S.M. Leur lutte est plus difficile du fait qu'ils ne possèdent pas les traditions combattives telles que les Métallurgistes et les Mineurs ont acquises depuis de nombreuses années; et parce que dans de nombreux pays les travailleurs de l'Enseignement ne sont venus au mouvement syndical que depuis la fin de la seconde guerre mondiale. En outre, en raison de leur éducation et de leur milieu social, ils tombent fréquemment sous l'influence de l'idéologie bourgeoise et manquent souvent du sens de solidarité que possèdent de nombreux travailleurs manuels.



Le « Serment de Loyauté »
(Dessin de Phil Drew dans
The Dispatcher, de San
Francisco, organe de la
Fédération des Dockers et
Magasinières.)

Etats-Unis. Le Bureau Exécutif de l'U.I.S. de l'Enseignement a proposé d'organiser une émulation parmi les enseignants des différents pays pour voir qui recueillera le plus grand nombre de signataires en réponse à l'Appel de Stockholm demandant l'interdiction des armes atomiques.

Le camarade Delanoue énuméra quelques-unes des actions qui devraient être entreprises à l'occasion de la Journée Internationale de l'Enfance, entre autres l'aide que les organisations d'enseignants dans les Démocraties Populaires pourraient donner aux instituteurs progressistes de certains pays capitalistes, qui doivent lutter dans des conditions particulièrement difficiles. Il souligna certaines faiblesses qui existent, par exemple en Amérique Latine, où la lutte est particulièrement âpre.

Il fit appel aux enseignants de l'Union Soviétique pour qu'ils communiquent à leurs collègues des pays capitalistes cet enthousiasme, cet amour de la vie et de la jeunesse, qui permettent aux enseignants de répondre aux aspirations des jeunes dans tous les pays.

En conclusion, Paul Delanoue déclara que l'U.I.S. de l'Enseignement, après avoir vaincu de nombreuses difficultés, s'efforçait de devenir une véritable organisation mondiale de masse. Les enseignants ont besoin d'un grand idéal social qui les inspire dans leur lutte actuelle, si difficile. Cet idéal ne peut être que celui de la classe ouvrière. Et la F.S.M., par ses conseils, son orientation, ses critiques, permettra aux enseignants non seulement de développer leurs luttes économiques, de rassembler un grand nombre d'entre eux dans la lutte pour la paix, mais encore d'éclaircir beaucoup de choses qui sont encore obscures dans l'esprit des enseignants, et de lutter contre les conceptions et les préjugés de la bourgeoisie.

Le camarade **W. BAUMGART** (Allemagne), Secrétaire de l'U.I.S. des Travailleurs des Postes, Télégraphes, Téléphones et de la Radio, a passé en revue les activités de son U.I.S. concernant l'exécution des décisions du Deuxième Congrès Syndical Mondial et de sa propre Conférence Constitutive.

Il a parlé des difficultés et des insuffisances du Département Professionnel et a cité l'exemple de l'Allemagne Occidentale, où les dirigeants syndicaux réactionnaires menacent de licencier les syndiqués progressistes, et détruisent même la correspondance adressée par l'U.I.S. aux organisations et aux militants progressistes. En Allemagne Occidentale, de même que dans plusieurs autres pays capitalistes, ce sont ces dirigeants réactionnaires qui ont entraîné les syndicats dans l'Internationale Jaune, en dépit des vigoureuses protestations de nombreux syndiqués de la base.

L'orateur a insisté sur la nécessité de débarrasser le mouvement syndical des saboteurs et des agents de l'ennemi, tels que les dirigeants yougoslaves. Il a soumis à la Conférence un projet de résolution demandant au Comité Exécutif de la F.S.M. de rompre définitivement toutes relations avec les dirigeants traîtres des syndicats de Yougoslavie, afin de renforcer l'unité de la classe ouvrière du monde entier et d'intensifier la lutte pour la sauvegarde de la Paix. Le projet de résolution souligne que cette mesure ne doit pas être considérée comme un acte hostile à la classe ouvrière de Yougoslavie, et exprime la certitude que les travailleurs yougoslaves réussiront à se débarrasser des traîtres à la cause de la Paix et du Socialisme.

Au nom de l'Exécutif de son U.I.S., le camarade Baumgart a proposé une série de mesures tendant à améliorer et à renforcer le travail du Département Professionnel des Travailleurs des P.T.T. et de la Radio. Ces mesures comportent la question de l'affiliation dans les pays dont les Centrales Syndicales Nationales sont déjà affiliées à la F.S.M.; des contacts plus fréquents entre les Secrétaires des U.I.S. avec l'aide du Secrétariat de la F.S.M., qui devra également fournir

aux U.I.S. des informations et des instructions plus détaillées.

A. BURSKI (Pologne), secrétaire de l'U.I.S. des Travailleurs du Textile et de l'Habillement, a examiné le travail réalisé jusqu'ici pour l'accomplissement du programme établi par la Conférence Constitutive de Lyon, ainsi que les décisions du Deuxième Congrès Syndical Mondial et les directives du Bureau Exécutif de la F.S.M. à sa réunion de Pékin.

Parmi les insuffisances dans l'activité déployée par son U.I.S., il signala que les efforts en vue de rallier dans les rangs de l'U.I.S. les syndicats des pays dont la Central National a quitté la F.S.M., n'avaient pas été suffisamment poussés. Dans le but de remédier aux faiblesses existantes, son U.I.S. avait décidé de convoquer dans un proche avenir une Conférence afin de réaliser l'unité syndicale plus étroite des travailleurs du Textile et de l'Habillement.

Indiquant les tâches de l'U.I.S. du Textile et de l'Habillement dans le domaine de la solidarité ouvrière, A. Burski proposa la création de Comités de Solidarité avec les dockers et avec tous les autres travailleurs en lutte contre les préparatifs de guerre.

Il souligna l'importance pour les Unions Internationales de Syndicats de consacrer plus d'attention aux questions professionnelles sans tomber pour cela dans l'ancien syndicalisme, c'est-à-dire sans négliger les questions de politique générale qui sont liées avec les problèmes économiques. Il s'est élevé contre le danger de sectarisme qui s'est manifesté parfois dans le sein de son U.I.S. et qui a pour résultat de repousser les organisations syndicales de bonne volonté qui, sans cela, pourraient adhérer à l'U.I.S. Par ailleurs, l'activité de son U.I.S. entre les travailleurs du textile pour la création de Comités d'usine pour la défense de la paix avait été très inadéquate. C'est un travail qui devrait être constamment lié à la tâche de démasquer les dirigeants réactionnaires, traîtres à la classe ouvrière et agents des instigateurs de guerre, parce que c'est là un des meilleurs moyens de les isoler.

Cette forme d'activité est également une des meilleures méthodes pour rétablir l'unité des travailleurs à la base et elle a déjà donné d'excellents résultats aussi bien en ce qui concerne la lutte pour les revendications économiques et les droits sociaux que le combat pour la paix. Il est également nécessaire de populariser plus largement, parmi les travailleurs des pays capitalistes, les conquêtes économiques et sociales des travailleurs du textile et de ceux des autres professions dans les nations amies de la Paix, l'Union Soviétique et les Démocraties Populaires. Ceci aidera les travailleurs à comprendre que la défense de la Paix et le bien-être des travailleurs sont inséparablement liés.

Le camarade **S. MORARU** (Roumanie), Secrétaire de l'U.I.S. des Travailleurs des Transports Terrestres et Aériens, a souligné l'ampleur de la lutte menée par les travailleurs des Transports Terrestres et Aériens dans les pays capitalistes et coloniaux pour leurs revendications économiques et sociales et pour la défense de la Paix. En Union Soviétique et dans les Démocraties Populaires, les travailleurs des transports prennent part avec le plus grand enthousiasme à la construction et au développement du Socialisme. Leur niveau de vie augmente rapidement. Dans la République Populaire de Chine, la Fédération des Cheminots, qui vient d'être mise sur pied, compte déjà plus de 325.000 membres,

qui contribuent de la manière la plus active à la reconstruction de leur pays et ont déjà rétabli plus de 21.000 kilomètres de voies ferrées sur un total de 24.700 kilomètres.

L'U.I.S. des Travailleurs des Transports a impulsé efficacement la création de Comités de Défense de la Paix sur les lieux de travail, et l'appel lancé par le Comité Permanent des Partisans de la Paix a eu un très grand retentissement parmi les travailleurs des transports. S. Moraru s'est occupé des difficultés avec lesquelles son U.I.S. a dû lutter, par manque d'informations suffisantes sur l'activité des travailleurs des transports à travers le monde. Les Centrales nationales des pays respectifs devront alder leurs Fédérations des Travailleurs des Transports à établir des liens plus étroits avec l'U.I.S. et à participer plus activement à son activité. Il souligna l'importance particulière du rôle des

travailleurs des transports dans la défense de la paix, dans la lutte mondiale contre les fauteurs de guerre et pour l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs.

**

La séance du 11 mai s'est terminée par l'élection d'une Commission de Résolution de 15 membres — un représentant de chacun des Départements Professionnels et trois membres du Comité Exécutif — chargés d'élaborer la résolution.

Dans la journée, les 14 délégués français présents à la Conférence ont adressé un télégramme de salutations au camarade Benoit Frachon, secrétaire général de la C.G.T. française, à l'occasion de son anniversaire, l'assurant de leur dévouement fraternel dans la lutte pour la victoire de la classe ouvrière, pour le renforcement de la C.G.T. et de l'unité des travailleurs.

SEANCE DU 12 MAI 1950

Robert PIGELET (France), vice-président de l'U.I.S. des Travailleurs des Industries Chimiques et Similaires, informa la Conférence de la proposition de son U.I.S. de protester vigoureusement auprès du gouvernement italien, qui a retiré son passeport au camarade Eugenio Guidi, président de l'U.I.S., de sorte qu'il ne peut assister à la Conférence. C'est là une attaque directe aux libertés syndicales qu'on ne saurait laisser passer sans protestation immédiate.

Le camarade Pigelet se déclara complètement d'accord avec les critiques qui avaient été faites en signalant une tendance générale, parmi les directions des U.I.S., à traiter les problèmes actuels d'un point de vue beaucoup trop général sans tenir compte de la situation particulière existant dans chaque industrie.

Cette même erreur a également été commise dans sa propre U.I.S., malgré l'importance particulière des travailleurs de l'industrie chimique dans la lutte pour la Paix. Les industries chimiques sont à la base même des préparatifs de guerre, et non seulement pour la manufacture des explosifs, mais aussi pour la fabrication de produits-clefs. Une action pratique et concrète est donc nécessaire parmi les travailleurs, afin d'arrêter les préparatifs de guerre et d'exiger leur reconversion à un travail productif de paix.

La complexité de leur industrie ne doit pas être un obstacle qui empêche les travailleurs des industries chimiques de développer une action effective pour la défense de la paix, qui est étroitement unie à leurs revendications quotidiennes pour des conditions meilleures, plus salubres, de travail, ainsi que pour l'amélioration de leur niveau de vie.

Dans ce domaine également, il faut populariser dans une mesure beaucoup plus large les conditions de vie et de travail favorables qui sont celles des travailleurs de l'Union Soviétique et des pays de démocratie populaire lorsqu'ils exécutent un travail dangereux pour la santé. Il faut mettre en contraste les conditions nocives de travail auxquelles sont soumis les travailleurs des industries chimiques dans les pays capitalistes, avec le régime de travail en Union Soviétique où, entre autres nombreux avantages, la journée de travail est de six et même parfois de quatre heures pour les ouvriers des industries insalubres. Dans les pays de démocratie populaire, on a également beaucoup amélioré les conditions sanitaires de ces travailleurs, auxquels on accorde des congés payés supplémentaires.

Le camarade Pigelet a soulevé la question de la participation de la F.S.M. aux réunions de l'Office International du Travail. Il eut pensé que cette question serait traitée dans le rapport du camarade Gebert, et qu'une large discussion s'en serait suivie sur ce point. Il demanda qu'une position bien définie soit prise en

ce qui concerne l'O.I.T. Si la F.S.M. estime qu'il y a le moindre intérêt à participer au travail de l'O.I.T. alors toutes les Unions Internationales de Syndicats doivent se faire représenter dans chaque Commission particulière, et leur représentation doit y correspondre à l'influence réelle et au nombre d'adhérents de nos U.I.S. Actuellement, la proportion est complètement inversée; ainsi qu'il avait pu le constater à la réunion récente de la Commission des industries chimiques à Genève, complètement envahie par les représentants de l'Internationale Jaune.

Il estime qu'une telle situation doit et peut être modifiée; que les pays de démocratie populaire, membres de l'O.I.T., devraient y être effectivement représentés, et que les mesures nécessaires devraient être prises dès maintenant pour assurer une telle représentation.

Il souligna le fait que dans de nombreux pays, et particulièrement dans ceux de l'Amérique Latine, les soi-disant représentants « ouvriers » à l'O.I.T. sont en fait désignés par leur gouvernement respectif, et n'ont aucune relation avec la classe ouvrière ni avec les organisations syndicales, qui ne sont même pas consultées par leur gouvernement.

Il estima qu'une telle situation pourrait être remédiée si les U.I.S. informaient les Fédérations d'industrie correspondantes, en même temps que la F.S.M. agissait auprès des Centrales syndicales nationales. Personnellement, il penchait pour la participation des U.I.S. respectives aux réunions de l'Office International du Travail.

Le camarade **CHU-KING** (Chine), vice-président de l'U.I.S. des Marins et Dockers, estima qu'au cours de la brève période d'une année les Unions Internationales de Syndicats ont déjà remporté des succès considérables, en consolidant l'unité de la classe ouvrière mondiale, en aidant à faire échouer les intrigues des scissionnistes et, par conséquent, en permettant aux travailleurs de nombreux pays de remporter de nouvelles victoires dans la lutte mondiale pour la Paix et la démocratie.

Il informa la Conférence du développement du mouvement syndical dans les pays d'Asie, et particulièrement en Chine. Il rappela la longue et héroïque lutte du peuple travailleur de Chine à la fois contre l'impérialisme et le féodalisme, pour son indépendance nationale et ses libertés démocratiques, en même temps que pour l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs.

A la suite de la libération de son pays et de la proclamation de la République Populaire de Chine, le mouvement syndical se développe avec rapidité et

comprend déjà plus de quatre millions de travailleurs organisés. Dix grandes Fédérations Nationales d'industrie ont été créées, et sont affiliées à leurs U.I.S. respectives. Toutefois, il reste encore beaucoup à faire pour établir des contacts meilleurs et plus étroits, aussi bien avec les U.I.S. qu'avec les organisations syndicales des autres pays d'Asie.

Le Bureau de Liaison de la F.S.M. en Asie, qui a déjà suscité le plus vif intérêt parmi les travailleurs d'Asie, prêterait toute l'assistance nécessaire aux U.I.S. qui pourront certainement, grâce à cet échange d'expériences, accomplir efficacement leurs tâches pour la défense des intérêts sociaux et économiques des travailleurs et de la Paix du monde.

La camarade **Teresa NOCE** (Italie), présidente de l'U.I.S. des Travailleurs du Textile et de l'Habillement, a déclaré qu'une des tâches les plus importantes qui se posent à son U.I.S. est celle d'attirer les travailleuses dans la lutte commune pour les revendications économiques et pour la Paix. Environ 85 % des salariées employées dans l'industrie textile sont des femmes ; et dans les pays capitalistes, ceci pose un problème du fait qu'elles subissent particulièrement la pression patronale, aidée par certains groupements réactionnaires, qui cherchent à diviser le mouvement ouvrier.

La camarade Noce a examiné en détail la façon dont les U.I.S. doivent traiter les problèmes tels que la défense de la Paix, la lutte contre le chômage, les revendications économiques, l'application du principe : « à travail égal salaire égal », et la solidarité internationale entre les travailleurs.

Tous ces problèmes — a-t-elle dit — doivent être traités d'une manière souple, en tenant compte des conditions particulières à chaque pays et à chaque branche d'industrie. Elle a cité de nombreux exemples concernant l'application pratique de cette tactique dans la solution des problèmes auxquels le mouvement syndical doit faire face en Italie.

Le Professeur **Henri WALLON** (France), président de l'U.I.S. de l'Enseignement, fut salué par le président G. Di Vittorio comme un représentant des intellectuels français qui ont rejoint le mouvement ouvrier pour la défense du plus haut idéal de l'humanité.

Parlant du présent malaise qui existe parmi les enseignants dans tous les pays capitalistes, le Professeur Wallon confirma les déclarations du camarade Delanoue sur les nombreuses preuves d'intérêt pour le travail de l'U.I.S. qui lui parviennent de tous les points du globe, mêmes des pays où il n'existe pas d'organisation syndicale affiliée à la F.S.M.

Il souligna les conditions particulières dans lesquelles travaillent les instituteurs et les professeurs d'Université, isolés les uns des autres, et ne souffrant pas directement les répercussions des crises économiques. En outre, de ces conditions matérielles, qui maintiennent les travailleurs de l'Enseignement quelque peu éloignés du mouvement social, il faut encore tenir compte de facteurs subjectifs, tels que les « restes du mythe intellectueliste ». Tout cela fait que beaucoup d'éducateurs s'abstiennent de prendre part aux conflits idéologiques ou économiques qui peuvent se produire, et au nom de leur « liberté intellectuelle » ils refusent de se tourner franchement du côté de la classe ouvrière.

Leur mentalité, formée par la classe dominante, ne se rend même pas compte de la pression que cette classe exerce encore sur leur idéologie.

Si nous analysons les raisons qui déterminent le choix des programmes d'examens imposés aux enseignants dans les pays capitalistes, nous y découvrons une orientation de classe très nette en faveur des intérêts de la bourgeoisie. Il en est ainsi même en physique, en biologie et pour d'autres sciences, où les efforts tendent à empêcher les étudiants de parvenir à une conception du monde contraire aux intérêts conservateurs de la bourgeoisie.

Cet enseignement de classe est encore bien plus évident en ce qui concerne ce qu'on appelait les sciences humaines, et particulièrement l'enseignement de l'Histoire. « Il est impossible de séparer la science ou la connaissance des intérêts propres à une société déterminée, et il y a une sorte de solidarité totale entre les manifestations de l'intelligence et les structures ou les tendances de classe ».

Ceci constitue un double obstacle. Il faut que nous arrivions à persuader les membres du corps enseignant qu'ils ont maintenant à réformer eux-mêmes l'enseignement qu'ils ont reçu ; que les questions ne se posent pas en fait dans les termes où elles leur étaient posées à l'Ecole Normale. Mais il faut dire aussi que la situation nous offre des ressources pour persuader les maîtres.

Ils s'imaginent qu'ils enseignent la vérité, et maintenant ils voient cette vérité combattue par les gouvernements. En France, par exemple, une circulaire du Ministre de l'Education Nationale interdit aux maîtres de parler de la Paix, de dénoncer les dangers de la bombe atomique, sous prétexte que c'est là une question politique. Mais ils voient distribuer à leurs élèves des buvards publicitaires en faveur du Plan Marshall — qui, lui, apparemment, n'est pas une question politique !

« L'impartialité » des maîtres est offusquée de ces faits et de beaucoup d'autres analogues. Ils ne peuvent pas ignorer que la Paix doit être maintenue pour le bonheur de l'humanité ; et que, d'autre part, on leur demande de répandre parmi leurs élèves des tracts en faveur d'un plan dont beaucoup d'enfants savent qu'il entraîne le chômage de leurs parents. Nous devons faire connaître des exemples comme ceux de l'institutrice française qui devait être déplacée de son école près de Paris, précisément parce qu'elle avait parlé de la Paix dans sa classe, mais que les mères de ses jeunes élèves ont soutenue avec tant d'énergie que les autorités ont été mises en échec et ont dû revenir sur cette mesure.

Le Professeur Wallon décrit la surveillance policière sévère à laquelle sont soumis dans leur vie et leur travail les savants qui travaillent aux recherches sur l'énergie atomique aux Etats-Unis ; et il rappelle la protestation élevée il y a quelques années par le Professeur Joliot-Curie « contre la prétention des gouvernements de faire comme une sorte de barrage devant la science ». La crise où se trouve la bourgeoisie amène les intellectuels à sentir leur situation précaire, et à comprendre que la seule issue est aux côtés de la classe ouvrière.

« Il y a, je crois, une solidarité très étroite entre savants, intellectuels ou enseignants, inquiets sur leur propre avenir, et, par répercussion, sur l'avenir de la société où ils vivent, et les grands mouvements qui agitent la classe ouvrière. »

Le Professeur Wallon a cité des exemples récents de cette solidarité : Les instituteurs de Marseille appuyant la grève des dockers de ce port contre la guerre au Viet-Nam ; la déclaration du Professeur Joliot-Curie, affirmant « qu'un scientifique progressiste ne donnera jamais une parcelle de son activité à la préparation d'une guerre d'agression contre l'Union Soviétique » ; le fait que plusieurs professeurs du Collège de France et de la Sorbonne sont allés à la sortie des usines prendre la parole devant les ouvriers, pour leur parler de certaines questions scientifiques telles que l'énergie atomique ou la guerre bactériologique. Il ajouta que les intellectuels se rendent de plus en plus compte que la clairvoyance politique était beaucoup plus fréquente parmi la classe ouvrière que parmi les intellectuels isolés, dont la mentalité reflète trop souvent les préjugés de la classe dominante.

Ce sentiment est très éloigné de ce qu'était l'état d'esprit des intellectuels il y a quelques années. Ils ont dû reconnaître qu'ils se sont bien souvent trompés sur les événements du monde, alors que depuis Munich, depuis la guerre d'Espagne, ceux qui ont montré la plus grande clairvoyance, qui ont su prévoir le déroulement des événements, sont dans la classe ouvrière.

« Telle est la grande leçon qui s'est imposée progressivement aux intellectuels, et c'est là-dessus que notre propagande doit insister auprès des enseignants. Nous ne devons pas les rabrouer perpétuellement en raison de leurs aveuglement passés, mais il faut leur montrer clairement qu'ils ne peuvent trouver de soutien et d'orientation pour leur enseignement ou pour leurs études qu'en cherchant leur inspiration dans un contact étroit avec la classe ouvrière. »

Le Camarade Ilio BOSI (Italie), Secrétaire de l'U.I.S. des Travailleurs Agricoles et Forestiers, a montré la nécessité pour la paysannerie laborieuse de développer son organisation afin de devenir une alliée vraiment efficace de la classe ouvrière.

Actuellement, dans les Démocraties Populaires, les ouvriers agricoles sont à la tête du mouvement pour la production collective, pour la mécanisation de l'agriculture et pour le développement de l'esprit internationaliste parmi les paysans. En Union Soviétique, où les paysans luttent pour l'augmentation de la production, la production agricole de 1949 a dépassé celle de 1940.

Le camarade Bosi a examiné la crise agricole qui sévit dans les pays capitalistes. Aux Etats-Unis, la baisse des prix des produits agricoles est tellement catastrophique que les capitalistes ont déjà recours aux méthodes odieuses bien connues : stockage et destruction des denrées alimentaires. Cet hiver seulement, 55 millions de tonnes de pommes de terre ont été détruites aux Etats-Unis. Bien entendu, les prix diminuent à la production seulement, mais non pas à la consommation.

Parlant de la situation des paysans et ouvriers agricoles italiens, le camarade Bosi a montré, chiffres à l'appui, la misère effroyable dans laquelle végètent la plupart d'entre eux. L'ouvrier agricole italien ne travaille qu'à peu près 120 jours par an, il est donc chômeur pendant le reste de l'année. Il gagne en moyenne 90.000 à 120.000 liras par an, alors que d'après les calculs officiels le minimum vital est de 60.000 liras par mois.

Aidés et guidés par la classe ouvrière, les paysans d'Italie luttent avec acharnement pour l'amélioration de leurs conditions d'existence. Malgré la terreur policière, malgré les sanglantes répressions, ils occupent

les terres incultes. Ils participent également à la lutte des ouvriers. Parmi les victimes de la répression policière à Modène, se trouvait aussi un paysan.

La solidarité entre les travailleurs des campagnes et des villes se manifeste également dans la lutte pour la Paix. Les paysans de Toscane ont organisé des collectes de fonds pour aider les dockers de Livourne au cas où ceux-ci devraient lutter contre le débarquement des armes américaines en Italie.

Le camarade Bosi a invité l'U.I.S. à organiser encore plus de travailleurs agricoles dans son sein, et a souligné que le nombre de travailleurs de l'agriculture non organisés est encore énorme dans le monde entier. Il a terminé en insistant sur la nécessité de la lutte pour la Paix et contre toutes les formes de la propagande de guerre. « En Italie, a-t-il dit, les tracteurs soviétiques sont arrivés en même temps que les premières armes américaines. De cette façon, chacun a pu se rendre compte quel était celui qui voulait la paix et quel était celui qui voulait la guerre. »

Le camarade Ernest THORNTON (Australie), Vice-Président de l'U.I.S. des Travailleurs de la Métallurgie, et membre du Comité Exécutif de la F.S.M., a déclaré qu'au Congrès de Milan, alors que des tentatives étaient faites en vue de détacher le mouvement syndical australien de la F.S.M., il avait annoncé que même si la Centrale Syndicale Nationale désertait, la F.S.M. pouvait compter sur le soutien de larges masses de la classe ouvrière australienne. Les événements ont prouvé que ce pronostic était juste.

L'année dernière, le Congrès des Syndicats Australiens a décidé, par un vote majoritaire, et en dépit de l'opposition des plus grands et des plus importants de ses Syndicats adhérents, de quitter la F.S.M. La cause de la fidélité à l'unité syndicale mondiale fut défendue à ce Congrès par les Syndicats des Métallurgistes, des Marins, des Dockers, des Mineurs, des Cheminots, du Bâtiment et un certain nombre d'autres. Les délégués qui votèrent pour rester à la F.S.M. représentaient en réalité la majorité des ouvriers syndiqués de l'Australie. Mais étant donné le système de représentation et de vote au Congrès, la proportion avait été complètement inversée, donnant aux petits syndicats un nombre de voix hors de toutes proportions avec leurs effectifs. Et, c'est ainsi que la minorité a imposé aux travailleurs australiens la décision de se retirer de la F.S.M.

Toutefois, depuis cette décision, les métallurgistes, les mineurs, les marins et les dockers d'Australie ont décidé de s'affilier directement aux Départements Professionnels respectifs de la F.S.M., et ont établi des relations amicales avec d'autres syndicats australiens, qui aboutiront peut-être à des résultats semblables dans un proche avenir.

Ce n'est pas seulement que les larges masses des travailleurs de l'Australie sont demeurées fidèles aux principes de la solidarité internationale. Mais leur propre situation géographique leur fait comprendre de mieux en mieux que les relations amicales avec les travailleurs des autres pays, et particulièrement avec ceux des pays d'Asie, sont pour eux une nécessité.

Les conditions géographiques et climatiques de l'Australie, pays producteur de grandes quantités de denrées alimentaires, en font une base militaire idéale dans l'esprit des impérialistes, qui projettent une nouvelle guerre contre la République Populaire de Chine, contre l'Union Soviétique, et dans le but d'écraser les mouvements de libération nationale des autres pays asiatiques.

C'est pour cette raison que les instigateurs de guerre de Wall Street ont ordonné à leurs valets qui sont au gouvernement réactionnaire de l'Australie, de supprimer le Parti Communiste et de détruire les syndicats en tant qu'organisations de combat de la classe ouvrière.

Le camarade Thornton a analysé en détail ce projet de loi, qui tend à supprimer complètement les libertés politiques en Australie et à priver les syndicats de leurs dirigeants les plus courageux et les plus expérimentés.

Le Parti Travailleiste, qui détient la majorité au Sénat, serait en mesure de faire échouer ce projet de loi s'il le voulait, mais il a décidé de le soutenir. Cette attitude antidémocratique du Parti Travailleiste n'est plus une surprise, après la position antiouvrière qu'il a prise l'année dernière, contre la grève des mineurs, et après l'emprisonnement du camarade Sharkey ; sa politique est identique à celle du Parti Travailleiste Britannique.

Les travailleurs australiens luttent avec énergie contre cette législation fasciste.

Récemment encore, les mineurs ont cessé le travail pour une journée en signe de protestation, et de larges masses de travailleurs dans d'autres professions se sont joints à leur action. Cette situation critique dans laquelle se trouvent les travailleurs australiens souligne encore mieux la nécessité de l'entraide et de la solidarité Internationales. Les liens qui existent déjà entre les travailleurs de l'Australie et la F.S.M. se resserreront encore, notamment si les organisations syndicales des autres pays accordent un soutien efficace aux syndicats australiens dans leur combat pour la liberté.

Le camarade Thornton, se référant aux Appels et aux Résolutions votés par les Conférences Constitutives de plusieurs Départements Professionnels, s'est déclaré complètement d'accord avec l'avertissement lancé par le camarade Di Vittorio contre la tendance de certaines U.I.S. à ne s'occuper que des questions de politique générale, au lieu de remplir leurs tâches concrètes et particulières. Même dans une action d'un caractère aussi général que celle de la lutte mondiale pour la Paix, les U.I.S. ne doivent pas se borner à répéter les Appels de la F.S.M., mais doivent mener le combat pour la défense de la Paix sur le terrain particulier des problèmes professionnels quotidiens, qui sont bien plus clairement compris et ont une répercussion plus profonde parmi les travailleurs.

Il s'est également déclaré d'accord avec la remarque du camarade Di Vittorio que les U.I.S. doivent travailler avec une perspective vraiment mondiale, et non pas se confiner dans la sphère étroite de l'Europe. L'action contre la guerre doit tenir compte du fait qu'il ne s'agit pas seulement d'un problème passé ou futur, mais qu'en Asie, par exemple, c'est une question qui a un caractère d'urgence immédiate. La guerre est une question qui relève de l'actualité en Chine, où le peuple lutte pour la liquidation des restes du régime réactionnaire du Kuomintang ; là où les peuples sont en lutte pour leur libération nationale au Viet-Nam, en Malaisie, aux Philippines et ailleurs encore. Lorsqu'elles s'adressent aux travailleurs asiatiques, par conséquent, les U.I.S. ne doivent pas limiter leur action à des appels abstraits contre la guerre en général.

En ce qui concerne l'aspect pratique de leur action concrète, le camarade Thornton a cité quelques exemples pour montrer que les détails techniques tels que ceux de la distance, du temps que la correspondance met à parvenir aux pays lointains, de la langue du pays auquel on envoie du matériel d'information ou de propagande, ont une grande importance et qu'il faut en tenir soigneusement compte si l'on veut que le travail des U.I.S. soit vraiment efficace.

L'orateur a regretté que le Rapport du camarade Gebert n'ait pas souligné suffisamment les faiblesses dans notre travail, et qu'il n'ait pas fourni de directives précises pour surmonter ces faiblesses. Dans notre mouvement syndical, il ne saurait y avoir la moindre place pour la complaisance, et nous devons manier sans relâche l'arme tranchante de la critique et de l'auto-critique. « Moi-même, a-t-il ajouté, je partage avec d'autres membres du Bureau de l'U.I.S. des Travailleurs de la Métallurgie les critiques qui ont été formulées ici, parce que nous n'avons pas su apprécier toute l'importance des responsabilités qui nous incombent par suite de nos tâches présentes. Mais je suis convaincu que cette Conférence sera d'une aide considérable et conduira à des résultats importants. Nos discussions nous aideront à renforcer considérablement la F.S.M., et à isoler complètement « l'Internationale policière » des Deakin et des Carey, qui suscite d'ores et déjà le mépris et la dérision parmi les travailleurs de tous les pays.

Le camarade L. PHILIPS (observateur belge) a parlé au nom des dockers d'Anvers. Il a fourni des détails significatifs sur la lutte récemment menée par ces dockers, et qu'ils continuent à mener, contre le débarquement des armées américaines, contre les conséquences funestes du plan Marshall, et malgré l'action conjointe des scissionnistes de droite et du gouvernement.

Leur action s'est trouvée en butte à de grandes difficultés à cause du chômage croissant. Sur 15.000 dockers à Anvers, près de 7.000 sont en chômage. Les dirigeants de droite ont appuyé la campagne patronale pour les renvois en masse. Contre tout cela, et en dépit de la répression policière et de l'intervention du gouvernement, le port d'Anvers a été complètement paralysé le 25 avril. La répression s'est accentuée, tous les membres du Comité d'Action ont été emprisonnés, et on a eu recours à toutes les méthodes pour briser cette grève, y compris l'offre de salaires doubles. Les dockers ont dû reprendre le travail, mais la rage au cœur, et leur manifestation du 1^{er} mai, devant la prison, a exigé et obtenu la liberté du Comité d'Action.

Cette action a obtenu des résultats dans le domaine international ; des contacts très utiles ont été établis avec l'U.I.S. des Marins et Dockers ainsi qu'avec les dockers de Londres et des Etats-Unis. Toutefois, les contacts n'ont pas été suffisants avec les travailleurs des autres professions, en particulier les mineurs, les métallurgistes et les travailleurs du textile. Sans quoi la solidarité internationale aurait pu être bien plus effective.

La situation syndicale en Belgique doit requérir l'attention soutenue de la F.S.M. Les dirigeants syndicaux réactionnaires se sont efforcés d'organiser une conspiration du silence autour de la F.S.M. et de son activité, et quand le silence ne fut plus possible, ils ont eu recours aux calomnies.

Ce qui a été fait à Anvers contre les briseurs de grève de l'Internationale Jaune, en créant des Comités d'Action, peut et doit être organisé d'un bout à l'autre du pays dans d'autres industries et d'autres entreprises. Ces Comités d'Action éclaireront les travailleurs sur le mouvement syndical mondial et les rassembleront autour de la F.S.M. La lutte pour la défense de la Paix à Anvers s'intensifie et se poursuit, et les dockers vont faire un effort pour attirer dans cette lutte les autres travailleurs de la Belgique. La répression va, elle aussi, probablement s'intensifier. Mais le grand exemple de l'Union Soviétique et des Démocraties Populaires, où les travailleurs sont en train de créer un monde meilleurs, fortifiera les travailleurs de Belgique dans leur combat. Tous les travailleurs du monde veulent la Paix, et ils feront tout pour barrer la route aux fauteurs de guerre.

Approved For Release 2001/04/01 : CIA-RDP83-00415R006200180004-9

Le camarade **Abdoulaye DIALLO** (Afrique Occidentale Française), Vice-Président de la F.S.M. et membre de l'U.I.S. des P.T.T. et de la Radio, a rappelé que tous les délégués avaient exprimé leur intérêt pour les travailleurs des pays coloniaux et dépendants. Tous les Manifestes et Appels des U.I.S. se sont inspirés des résolutions du II^e Congrès Syndical Mondial de Milan en ce qui concerne la lutte contre les discriminations raciales de toutes sortes, ainsi que l'aide à apporter à ces pays en lutte pour plus de bien-être et de liberté.

C'est à juste titre qu'on a souligné les dangers de guerre et la position de l'impérialisme anglo-américain en Afrique, qu'il veut transformer en base de guerre. Afin de faire de l'Afrique un pays sûr pour leur plan militaire, les impérialistes s'attaquent avant tout au mouvement syndical africain.

Il est donc de première importance que chaque U.I.S. essaye d'organiser en Afrique les syndicats correspondants à son industrie particulière, et qu'elle étudie les conditions de travail et les revendications dans sa branche respective. Ceci nous aidera à populariser encore mieux l'action de la F.S.M., qui est déjà largement connue sur un plan général. Cela nous aidera en outre à mieux mobiliser les masses dans la lutte pour la Paix.

Les dockers d'Alger et de Tunisie ont déjà donné un bon exemple de ce que peuvent faire les travailleurs organisés dans ce domaine. Si les travailleurs des ports sur la côte Occidentale d'Afrique, au Cameroun, au Nigéria et dans d'autres pays, ainsi que les travailleurs des chemins de fer, des P.T.T., participaient effectivement à la vie des U.I.S., cela aiderait considérablement l'avance de nos organisations sur la voie de réalisation de notre programme de lutte pour la Paix, la liberté et le bien-être des travailleurs.

L'orateur donne à son intervention le sens d'un pressant appel aux dirigeants des organes exécutifs des différentes Unions Internationales pour qu'ils s'intéressent encore davantage aux travailleurs des pays d'Afrique de leurs branches respectives. Chacune des U.I.S. peut et doit trouver des adhérents en Afrique. En particulier parmi les dockers, les mineurs, les cheminots, les travailleurs des P.T.T., ceux de l'agriculture et des forêts, de l'enseignement et du bâtiment. Organisés au sein des U.I.S., ces travailleurs pourraient contre-carrer plus facilement et plus efficacement l'action des impérialistes dans les pays d'Afrique.

Certes, il y a de nombreuses difficultés et des obstacles matériels qui devront être surmontés, et les efforts déjà faits par certaines Unions Internationales en Afrique ne doivent pas être sous-estimés. Mais les travailleurs d'Afrique attendent cette aide, qui peut se manifester de nombreuses façons, et au sujet de laquelle le camarade Diallo présentait un certain nombre de propositions pratiques.

Le camarade **A. SCHROEDER** (Luxembourg), Secrétaire de l'U.I.S. des Mineurs, a rappelé le grand exemple de solidarité ouvrière Internationale qui fut donné à l'occasion de la grève des mineurs français en 1948. Les mineurs de l'Union Soviétique, des Démocraties Populaires et ceux de plusieurs pays capitalistes ont démontré alors aux mineurs français qu'ils comprenaient bien la signification de leur lutte héroïque.

Cette solidarité Internationale s'est grandement intensifiée depuis la création de l'U.I.S. des Mineurs en juillet 1949. Il en a été cité de nombreux exemples, parmi lesquels celui des mineurs britanniques qui ont exprimé leur solidarité aux mineurs du Nigéria, dont plusieurs furent tués par la police au cours d'une grève.

Le camarade Schroeder a appelé particulièrement l'attention de la Conférence sur les dangereuses manœuvres qui se produisent actuellement en Alle-



Les travailleurs de Bamako manifestent pour protester contre la révocation du secrétaire de l'Union des Syndicats du Soudan, **Abdoulaye Diallo**, de son poste de fonctionnaire des P. T. T. Pour la première fois dans cette ville africaine, les manifestants ont chanté « l'Internationale ».

magne Occidentale, afin d'intensifier la production de l'acier et de combiner les ressources minérales de la France, de l'Italie, de la Belgique, du Luxembourg, et même de la Suède, avec celles de l'Allemagne Occidentale et d'autres pays capitalistes, dans le but de forger des armes contre les peuples libres.

L'Union Internationale des Syndicats des Mineurs doit aussi, par conséquent, renforcer et intensifier son action, afin d'assurer davantage la défense de la Paix pour les travailleurs du monde entier.

Le Camarade **Marino DI STEFANO** (Italie), Vice-Président de l'U.I.S. des Marins et Dockers, a souligné le rôle prépondérant que jouent actuellement les dockers et les travailleurs maritimes dans la lutte pour la Paix contre l'impérialisme anglo-américain, ainsi que la nécessité d'organiser une solidarité plus effective entre les dockers et les travailleurs des autres professions.

La défense de la Paix doit être liée étroitement à la lutte pour les revendications économiques et sociales des travailleurs, nées des conséquences de la crise dans seulement les ports européens, mais également ceux de les pays capitalistes, qui affecte actuellement non l'Afrique et de l'Asie, où de nombreux dockers ne sont pas en mesure de travailler plus d'une moyenne de 2 jours par semaine.

Cette situation de chômage partiel permanent est utilisée par les impérialistes pour obliger les dockers affamés à charger et manipuler le matériel de guerre. Une lutte efficace est victorieuse pour le pain quotidien des travailleurs est, par conséquent, partie intégrante de la lutte pour la Paix. Elle nous aidera en outre à faire échec à l'Internationale des briseurs de grève et à ses agents qui sont actuellement envoyés dans tous les ports pour désorganiser et corrompre les dockers.

Le camarade **Di Stefano** a cité l'exemple du port de Naples, où les armes américaines furent déchargées par 70 hommes sous la protection de 10.000 policiers armés, et sous la pression du chômage et de la faim, pour montrer la nécessité de lier plus étroitement encore les problèmes sociaux et économiques avec la lutte pour la Paix, et d'organiser une solidarité plus effective entre les travailleurs de toutes les autres industries, ainsi que les plus larges masses de la population, dans leur combat pour une cause commune.

Approved For Release 2001/04/01 : CIA-RDP83-00415R006200180004-9

Le camarade **R. DUHAMEL** (France), Vice-Président de l'U.I.S. des P.T.T. et de la Radio, déclara qu'il voulait seulement attirer l'attention de la Conférence, et particulièrement des membres du Comité Exécutif de la F.S.M., sur deux des points qui avaient été soulignés par le camarade Baumgart de l'U.I.S. des P.T.T. et de la Radio.

Le premier point concerne l'établissement des Comités de défense de la Paix sur les lieux de travail, parce que ces Comités peuvent jouer un grand rôle en rétablissant ou en renforçant l'unité syndicale à la base, et en isolant les scissionnistes et leur politique de trahison.

S'il est vrai que les conditions sont très différentes dans les pays capitalistes, coloniaux et semi-coloniaux d'une part — où tous les syndiqués sont d'accord sur la nécessité urgente de créer des Comités de la Paix, — et dans les Démocraties Populaires d'autre part, où ce besoin n'est pas apparu aussi évident, le camarade Duhamel estime néanmoins que les Comités de défense de la Paix seront très utiles même dans ces pays, parce qu'ils permettraient d'entraîner à l'action beaucoup de travailleurs qui, bien que syndiqués, ne participent pas de manière active au travail de leurs organisations.

Les Comités de défense de la Paix sur les lieux de travail ne doivent jamais être un simple appendice de la section syndicale. Ils doivent avoir une base beaucoup plus large et incorporer des militants d'autres organisations là où elles existent, et aussi des techniciens et cadres qui sont aussi intéressés que les ouvriers à la défense de la Paix. Une ligne de conduite précise devrait être tracée par chaque U.I.S. en vue d'une action plus effective dans ce domaine.

Le deuxième point que le camarade Duhamel désirait souligner se rapporte aux moyens matériels mis à la disposition des U.I.S. pour accomplir efficacement leur tâche. Il fit des suggestions pratiques et énuméra en détail les meilleurs moyens d'y parvenir, incluant dans son examen des relations plus étroites entre les organisations des pays de Démocratie Populaire et celles des pays capitalistes et coloniaux, ainsi que les Comités de Liaison dans les pays dont les dirigeants syndicaux réactionnaires se sont retirés de la F.S.M.

Le budget de chaque U.I.S. devra être établi en tenant compte des besoins de son programme de travail, dont l'importance est intensifiée par la présente situation internationale. Il demanda au Comité Exécutif de la F.S.M. de se livrer à un examen attentif de ce problème particulier, dont la solution influera directement sur l'action future des U.I.S. pour l'unité de la classe ouvrière, pour l'amélioration des conditions des travailleurs, et pour la sauvegarde de la Paix.

Le camarade **C. MASSINI** (Italie), de l'U.I.S. des Travailleurs des Transports Terrestres et Aériens, exprimant son accord avec le rapport présenté à la Conférence par le Secrétaire de son U.I.S., ajouta quelques détails sur l'excellent travail réalisé par la Fédération des Cheminots Italienne, à laquelle adhèrent 120.000 cheminots sur un total de 175.000. Ils combattent avec acharnement pour leurs libertés syndicales et pour leur pain quotidien. Dans aucun pays d'Europe, la police aux ordres du gouvernement n'a assassiné autant de travailleurs qu'en Italie, pour le « crime » d'avoir défendu leur droit au travail, leur droit à la vie et à la jouissance des libertés syndicales et démocratiques.

Contre la triple offensive du gouvernement réactionnaire, du patronat et de leurs agents scissionnistes, les cheminots se sont servis de leurs revendications économiques et quotidiennes comme base pour reconstruire l'unité parmi les travailleurs et pour mener leur action dans tout le pays. Les Comités locaux pour la Défense de la Paix ont été très actifs dans ce domaine, et de nombreux Comités sont encore créés sur les lieux de travail avec d'excellents résultats.

Protestation à l'O. N. U. contre la féroce répression en Grèce

Le Secrétaire Général de la F.S.M., le camarade **Louis Saillant**, a informé la Conférence qu'un appel avait été adressé par les syndicalistes grecs concernant les hommes, les femmes et même les enfants qui meurent lentement dans les camps de concentration en Grèce.

Cet appel émouvant et angoissant nous fait une obligation de ne pas attendre la réunion du Comité Exécutif pour y répondre. En raison des faits qui se produisent actuellement en Grèce, c'est un devoir d'élever, au nom de la F.S.M., et sans plus tarder, une protestation énergique et de préciser notre demande qui, en la circonstance, doit être adressée au Secrétaire Général des Nations Unies.

Ce n'est pas seulement au camp de Makronissos que chaque jour des prisonniers politiques meurent de faim ou sous la torture. La décision annoncée par le gouvernement grec d'envisager une certaine amnistie et de fermer le camp de Makronissos peut signifier le transfert de beaucoup de ces hommes et de ces femmes dans d'autres camps de concentration des îles de la Mer Egée. Ceci est bien loin de l'amnistie totale et réelle que nous devons exiger, et nous devons pour cela attirer fortement l'attention du Secrétaire Général des Nations Unies en demandant son intervention.

Le camarade Saillant a soumis alors à l'approbation de la Conférence, qui l'a adopté à l'unanimité, le texte du télégramme suivant :

« Monsieur le Secrétaire général,

La Fédération Syndicale Mondiale attire votre attention sur le fait que la répression sévit avec une féroce intensité en Grèce et que l'extermination d'innocents prisonniers y est toujours poursuivie.

Des milliers de patriotes sont soumis à d'effroyables tortures et sont condamnés à une mort lente dans les camps de Makronissos, de Youra, d'Acronophlia, dans les prisons de Corfou, etc. Il y a parmi eux des militants syndicaux, des savants, des vieillards, des femmes, des enfants.

La Fédération Syndicale Mondiale, fidèle à son devoir : la défense des travailleurs, insiste d'une façon pressante auprès de vous pour qu'il soit mis fin à cette violation cynique des statuts de l'O.N.U. par un gouvernement qui foule aux pieds avec un mépris sans précédent la dignité et les droits humains.

Nous demandons que des mesures immédiates soient prises pour une amnistie générale en Grèce et la liquidation de tous les camps de concentration.

Le Président de la F.S.M., G. DI VITTORIO.

Le Secrétaire général de la F.S.M., Louis SAILLANT. »

Approved For Release 2001/04/01 : CIA-RDP83-00415R006200180004-9

SEANCE DU 13 MAI 1950

Le camarade **C. LUND** (observateur de Suède), rappelle que les dirigeants réformistes de la Centrale Syndicale Nationale Suédoise avaient quitté la F.S.M. sans consulter leurs affiliés. Ils n'ont pas voulu permettre qu'une discussion ait lieu au sujet de la F.S.M. ni qu'une décision puisse être prise par les syndiqués concernant l'affiliation.

De nombreuses protestations se sont produites parmi les travailleurs suédois. Son propre syndicat, celui des Métallurgistes de Göteborg, qui compte 20.000 adhérents, est une des organisations qui ont protesté contre le retrait de la Centrale; à Stockholm, des meetings ont eu lieu dans bon nombre d'entreprises pour protester contre une telle décision.

De la même façon, les dirigeants réformistes ont décidé de s'affilier à l'Internationale Jeune non seulement sans consulter les adhérents de la base, mais encore sans rendre publique leur décision, car celle-ci, lorsqu'elle serait connue, donnerait lieu à une vague de protestation encore plus puissante.

Une des principales tâches auxquelles doivent faire face les travailleurs et les organisations syndicales de Suède est donc d'établir de véritables relations internationales, capables d'inspirer une résistance accrue contre l'exploitation capitaliste et un travail actif pour la défense de la Paix; des relations qui donneraient aux travailleurs suédois une perspective exacte du problème du rétablissement de l'unité syndicale internationale.

Un des prétextes offerts par les dirigeants réformistes pour essayer de justifier leur départ de la F.S.M. est leur affirmation que les anciens Secrétariats Internationaux allaient être liquidés. Les Unions Internationales de Syndicats peuvent donc jouer un rôle considérable dans les pays scandinaves en travaillant pour l'unité syndicale internationale. Les U.I.S. parlent directement aux travailleurs des différentes branches d'industrie des problèmes quotidiens qui les préoccupent; elles peuvent les atteindre directement dans leurs entreprises ou dans leurs organisations locales.

Nous attachons une grande importance aux contacts directs entre la F.S.M. et les travailleurs de la base dans chaque industrie parce que, à travers ces contacts, ils entrent en relation étroite avec les travailleurs de leur même industrie dans d'autres pays; de tels contacts nous donnent la possibilité de faire connaître directement aux membres de nos syndicats locaux ou d'entreprises les objectifs et les méthodes d'action des syndicats affiliés à la F.S.M. dans tous les pays.

Cela est également valable pour la défense de la Paix. Une délégation des travailleurs du bâtiment de Stockholm, par exemple, qui comprenait des travailleurs social-démocrates, s'est rendue à Varsovie, et à son retour, un Comité de la Paix a été formé par les travailleurs du Bâtiment auquel participent des ouvriers social-démocrates. L'orateur a cité plusieurs autres exemples pour montrer les résultats obtenus dans cette action pour la Paix sur une base très large.

Ces contacts se développent et ils vont rendre plus vivants encore les liens qui nous unissent à nos camarades de la F.S.M. Les Comités de la Paix créés dans les entreprises sont en train de rassembler les signatures pour l'Appel de Stockholm. Il faudra donner à ces Comités des tâches précises, car leur travail dans les organisations syndicales a une très grande importance.

Le camarade **E.V. ELLIOTT** (Australie), vice-président de l'U.I.S. des Marins et Dockers, a soumis à l'approbation de la Conférence trois motions sur des problèmes d'importance internationale, qui furent approuvées à l'unanimité.

La première se rapporte aux attaques constantes du gouvernement des Etats-Unis et des armateurs contre la Fédération des Dockers et Magasinières (I.L.W.U.) et son président, Harry Bridges. Trois fois déjà Bridges avait été accusé de délits supposés simplement parce qu'il est le dirigeant de l'un des syndicats les plus progressistes et les plus combattifs des Etats-Unis.

Trois fois il avait été reconnu innocent. Mais les plans de guerre des impérialistes américains exigeaient l'affaiblissement du mouvement syndical; et pour la quatrième fois, Bridges a été traîné devant les tribunaux. Cette fois, sur la foi du témoignage d'espions professionnels au service du gouvernement, d'agents des armateurs et de traîtres renégats du mouvement ouvrier, le dirigeant de l'I.L.W.U. et président de l'U.I.S. des Marins et Dockers a été condamné à la prison, et il est menacé de voir annuler sa nationalisation et d'être déporté.

Au Secrétaire de l'I.L.W.U.,
Camarade Goldblatt,
San Francisco.

Nous saluons l'I.L.W.U. et son président Harry Bridges, qui est aussi le président de l'Union Internationale des Syndicats des Marins et Dockers, pour sa lutte courageuse contre la persécution du gouvernement des Etats-Unis. La Conférence considère que sa condamnation constitue une violation intolérable des Droits de l'Homme. La solidarité de dizaines de millions de travailleurs groupés sous le drapeau de la F.S.M. est mobilisée pour défendre l'indépendance de la classe ouvrière contre les attaques du gouvernement et du patronat, et ils promettent de rester au conde à coudé avec les membres de l'I.L.W.U. dans cette bataille.

La Conférence des Unions Internationales de Syndicats. Le Président : Di Vittorio.

En deuxième lieu, les Dockers d'Auckland, Nouvelle-Zélande, ont pris une importante décision qui aidera à forger la solidarité internationale autour du monde et contribuera à la lutte pour l'indépendance nationale des peuples de l'Asie méridionale.

Barnes, président du Syndicat des Dockers,
Wellington (Nouvelle-Zélande).

Nous félicitons les dockers d'Auckland de leur décision de boycotter le transport de troupes, d'armes et de munitions à destination de n'importe quel secteur de guerre. Ce boycottage est une contribution essentielle à l'offensive de paix des travailleurs contre les guerres impérialistes et la subjugation des peuples coloniaux.

La Conférence des Unions Internationales de Syndicats de la F.S.M.

Troisièmement, les marins de Sydney et de Melbourne, en Australie, se sont déclarés les alliés actifs du peuple de Malaisie. En Australie, une Conférence a lieu entre des représentants des gouvernements de Grande-Bretagne, d'Australie et de l'Asie méridionale. Cette Conférence va probablement décider que l'Australie envoie des troupes, des armes, afin d'aider l'impérialisme bri-

lannique à écraser la lutte courageuse du peuple malais pour sa liberté.

C'est en Australie, dès 1945, que le jeune Syndicat des Marins Indonésiens a commencé le blocus qui fut appliqué d'une manière effective par les marins et les dockers australiens pendant plus de trois ans et qui contribua largement à assurer la naissance de la République d'Indonésie.

Devant l'effort que prépare le gouvernement de guerre de l'Australie pour se joindre à la Grande-Bretagne et imposer la répression armée au peuple malais, les marins de Sydney et de Melbourne ont déclaré le blocus de la Malaisie.

Smith, secrétaire général adjoint,
Syndicat des Marins,
Sydney (Australie).

Nous félicitons les marins de Sydney et de Melbourne pour leur décision de boycotter le transport des troupes, des armes et des munitions destinées à la guerre en Malaisie. Cette décision est une contribution essentielle à la lutte des travailleurs dans leur offensive de paix contre les guerres impérialistes et contre l'oppression des peuples coloniaux.

La Conférence Consultative des Unions Internationales de Syndicats de la F.S.M.

RESUME DE LA DISCUSSION ET CONCLUSIONS DE B. GEBERT

Le camarade B. GEBERT, Secrétaire de la F.S.M. chargé des Départements Professionnels, résuma la discussion et en tira les conclusions nécessaires.

Il déclara que cette Conférence terminait le premier chapitre du développement des Départements Professionnels et ouvrait un nouvel et large horizon.

Elle a jeté une vive lumière sur les problèmes importants que nous n'avions pas vu assez clairement jusqu'ici. Elle a reflété la lutte de plus en plus intense des travailleurs, pour l'unité, la défense des intérêts économiques et de la Paix.

La situation internationale actuelle est caractérisée par l'accroissement et le développement de la lutte de la classe ouvrière dans les pays capitalistes et coloniaux, ainsi que par le renforcement et l'extension du camp du socialisme et de la démocratie.

Dans cette lutte de classe qui se développe de plus en plus, pour la paix et le progrès social, les Départements Professionnels doivent jouer un rôle très important de coordination; ils doivent devenir une force organisatrice à la tête de la lutte des travailleurs dans chaque industrie donnée.

Dans cette première période, les efforts se sont concentrés sur l'organisation des Départements Professionnels, mais pas assez sur les problèmes concrets d'administration, de budget et de tâches spécifiques de chacune des U.I.S. La discussion a montré clairement que nous devrions consacrer plus d'attention à ces problèmes spécifiques de chacune des U.I.S. et à l'aide pratique que nous devons leur apporter dans leur travail quotidien.

Notre Rapport présenté à cette Conférence n'avait pas tenu suffisamment compte des insuffisances dans le travail effectué dans les Départements Professionnels et par conséquent n'avait pas fourni une analyse complète en tirant les conclusions nécessaires.

La première période d'activité des Départements Professionnels nous a fait comprendre plus clairement leurs possibilités. Sur la base des expériences échangées à cette Conférence, il est maintenant possible de tracer des tâches concrètes à chacune des U.I.S. Les critiques

pénétrantes formulées sur le travail des Départements Professionnels permettront d'améliorer leurs méthodes et de définir leur propre rôle dans la lutte complexe de la classe ouvrière.

Le Comité Exécutif et le Secrétariat de la F.S.M. étudieront à fond les rapports que nous avons entendus ici, afin d'améliorer les méthodes de travail et de donner une direction concrète et pratique aux Départements Professionnels.

Le camarade Gebert définit les grandes lignes de la Résolution qui allait être présentée à la Conférence, en tenant compte des objectifs, des méthodes d'organisation du travail des Départements Professionnels et des tâches auxquelles ils ont à faire face. Il résuma ces tâches qui doivent être accomplies sur une base très large et sans égard à l'affiliation syndicale des travailleurs.

Il exposa les conséquences du Plan Marshall qui tend à contrôler dans chaque branche d'industrie la vie économique des pays ainsi colonisés; la situation actuelle se caractérise par le fait que les luttes économiques deviennent de plus en plus des luttes pour la paix et l'indépendance nationale.

Les U.I.S. devront lier ces différents aspects dans chaque branche d'industrie et prendre la tête du combat.

L'orateur énuméra quelques-unes des actions concrètes et immédiates à entreprendre, à l'échelle internationale, pour construire l'unité des travailleurs dans les entreprises dans chaque pays, afin d'assurer le succès de leurs aspirations communes.

Nous sommes maintenant mieux équipés pour accomplir toutes les tâches qui se posent devant les Départements Professionnels, car cette Conférence ne nous a pas seulement montré les lacunes de notre travail, mais nous a donné aussi une forme concrète pour l'amélioration de notre activité.

C'est avec une pleine confiance que nous envisageons les luttes futures dans lesquelles nos camarades joueront un rôle toujours plus grand et rempliront avec honneur les responsabilités qui leur ont été confiées par la volonté de la classe ouvrière.

Au nom de la Commission élue par la Conférence, son président, le camarade Henri Jourdain, secrétaire de l'U.I.S. de la Métallurgie et de la Mécanique, présente la résolution, « qui appelle les masses travailleuses dans chaque profession, d'un bout à l'autre du monde ». Elle enregistre les points principaux qui sont apparus au cours d'une ample discussion, riche de leçons précieuses et riche également du signe incontestable d'un vigoureux renforcement du mouvement syndical mondial. La solidarité internationale des travailleurs est scellée sur la base solide de la lutte quotidienne pour les revendications immédiates des travailleurs, liées à la défense des intérêts plus généraux de la classe ouvrière mondiale.

Le camarade M. Carroué (France), vice-président de l'U.I.S. des Travailleurs Agricoles et Forestiers, proposa qu'une phrase soit ajoutée au texte de la Résolution pour enregistrer l'appui croissant des masses paysannes à la lutte de la classe ouvrière contre la guerre et la misère. De nombreux exemples de cet appui ont été donnés dans le rapport du camarade Bosi sur l'U.I.S. des Travailleurs Agricoles et Forestiers.

(Cet amendement, accepté par la Commission, fut incorporé à la Résolution que nous publions ci-après, et que la Conférence adopta à l'unanimité.)

Le camarade Carroué fit ressortir, en les développant, les remarques faites par Abdoulaye Diallo sur le travail de la F.S.M. et de ses Départements Professionnels en Afrique. Il souligna la nécessité d'appliquer sur ce con-

tinent, d'une manière pratique, les résolutions du Congrès de Milan sur l'aide à apporter aux pays coloniaux et semi-coloniaux, sur l'action à entreprendre pour la suppression du travail forcé et de la discrimination raciale, l'élimination des conditions économiques et matérielles misérables, pour l'application des droits syndicaux et civiques qui n'existent que sur le papier.

Une telle action est d'autant plus nécessaire si l'on tient compte de la pénétration impérialiste croissante, au moyen d'investissements, en application du « point 4 » de la Doctrine Truman.

C'est par ces moyens que l'Afrique est graduellement transformée en base d'agression pour les plans impérialistes de guerre contre l'Union Soviétique et les Démocraties Populaires.

Décrivant les degrés divers de développement dans les différents pays et territoires de l'Afrique, et les problèmes et les difficultés complexes qui se posent au mouvement syndical dans ces pays, Carroué proposa que la Conférence demande à la F.S.M. : 1° d'organiser rapidement et soigneusement la Conférence Syndicale d'Afrique, qui devrait comprendre des observateurs de toutes les U.I.S. intéressées ; 2° de recommander à la F.S.M. d'organiser rapidement un Bureau d'Information, de Liaison et de Coopération pour l'Afrique. Ces mesures renforceraient considérablement notre mouvement syndical et lui permettraient de bons résultats dans des délais très brefs.

Résolution de la Conférence des Unions Internationales de Syndicats

(Départements Professionnels de la F. S. M.)

La Conférence des Unions Internationales de Syndicats (D.P. de la F.S.M.) attire l'attention de toutes les organisations syndicales sur le fait que, dans les conditions de la crise économique grandissante dans les pays capitalistes, la situation des travailleurs de ces pays devient chaque jour de plus en plus difficile : le chômage s'étend, les salaires réels diminuent, les prix et les impôts montent, la misère des travailleurs s'aggrave toujours davantage.

Les impérialistes poursuivent leurs guerres coloniales et intensifient leurs préparatifs de troisième guerre mondiale, d'extermination massive des populations pacifiques. Dans ces conditions, la Conférence constate que les Unions Internationales ont déjà réalisé des progrès dans le développement des luttes ouvrières. L'activité des Unions Internationales prouve leur efficacité pour la réalisation du programme économique et social de la F.S.M.

Les agents de l'impérialisme dans le mouvement ouvrier, personnifiés par les leaders syndicaux scissionnistes à la tête desquels se trouve la direction réactionnaire des syndicats anglo-américains, contribuent activement à l'offensive des monopoles capitalistes contre

les droits vitaux des travailleurs. Exécutant les ordres de leurs patrons, ils sapent l'unité des rangs de la classe ouvrière, cherchent à faire échouer ses actions pour la défense de ses droits économiques et sociaux. Les leaders syndicaux réactionnaires ont créé l'Internationale « jaune » de briseurs de grèves qui a pour but de soutenir la politique impérialiste des cercles monopolistes anglo-américains, de mener la propagande pour le plan Marshall, pour le Pacte Atlantique, tendant à déclencher une nouvelle guerre et à renforcer l'exploitation des travailleurs. Les monopoles capitalistes, se servant de leurs agents dans le mouvement ouvrier, cherchent une issue à la crise économique en menant l'offensive contre le niveau de vie des travailleurs et en restreignant toujours davantage les droits des travailleurs, en renforçant la terreur contre les organisations syndicales et les militants progressistes, en cherchant à déclencher une nouvelle guerre mondiale.

Ce n'est qu'en Union Soviétique où l'exploitation de l'homme par l'homme n'existe plus et où tous les moyens de production sont le bien commun du peuple, et dans les Démocraties Populaires en marche vers le Socialisme, que le bien-être matériel des peuples ne

cesse de croître. L'Union Soviétique est le rempart de la Paix et de la Démocratie. La politique de paix du gouvernement soviétique répond aux intérêts vitaux des travailleurs de tous les pays et rencontre de leur part une approbation et un soutien complet. C'est pourquoi les masses populaires se rassemblent de plus en plus étroitement autour de l'Union Soviétique dans le camp de la Paix et de la Démocratie.

L'essor puissant du front universel de la paix et de la démocratie est un facteur essentiel de la situation internationale actuelle.

La Conférence constate que, dans les organisations syndicales de base des pays capitalistes, le mouvement pour l'unité d'action des travailleurs dans la lutte contre l'offensive des monopoles capitalistes grandit et se renforce chaque jour; les grèves des dockers, des travailleurs des ports, des travailleurs des transports, qui refusent de décharger le matériel de guerre apporté en Europe des Etats-Unis d'Amérique en vertu des conditions du Pacte Atlantique d'agression, ainsi que les grèves ouvrières dans les entreprises travaillant pour la guerre, prennent une ampleur de plus en plus grande avec l'appui croissant des masses paysannes.

La Conférence salue chaleureusement les innombrables luttes revendicatives qui ont été menées sans arrêt dans les pays capitalistes et coloniaux.

La classe ouvrière de France et d'Italie mène une lutte de classe active que la répression sanglante n'arrive pas à abattre.

La Conférence souligne que lorsque les mineurs américains, les dockers de Londres et ceux d'Anvers font grève, ils entrent en conflit non seulement avec les impérialistes, mais encore avec leurs dirigeants syndicaux, agents des impérialistes et par là même ils luttent sur la base du programme de la F.S.M.

La Conférence considère ces faits évidents comme le signe certain du développement ultérieur d'un puissant mouvement de masse des travailleurs.

La création des Unions Internationales de Syndicats par branches d'industries contribue à renforcer l'unité de la classe ouvrière et la lutte victorieuse des travailleurs contre l'abaissement de leur niveau de vie.

Unissant de larges couches de travailleurs, les Unions Internationales mènent une lutte pour la satisfaction des revendications vitales des travailleurs, liant cette lutte à celle pour la Paix et la liberté des peuples, les droits démocratiques et les intérêts vitaux des travailleurs.

Les Unions Internationales mènent une action contre les conditions esclavagistes de travail existant dans les pays capitalistes et coloniaux.

Elles luttent pour la satisfaction des revendications des travailleurs dans le domaine de la législation sociale, de la sécurité au travail, du plein emploi, du relèvement du salaire réel et de la garantie de son pouvoir d'achat, de l'application du principe « à travail égal salaire égal », de l'institution de congés payés annuels.

Cependant, la Conférence reconnaît que l'activité des Unions Internationales dans ce domaine est encore insuffisante et exige de plus grands efforts et un renforcement de l'activité de chacune des Unions Internationales, afin que cette lutte soit couronnée de succès.

La Conférence constate que la lutte contre l'offensive de la réaction visant le niveau de vie et les libertés démocratiques des travailleurs, contre les préparatifs de guerre, ne peut être menée avec succès que sur la base du rassemblement continu des larges masses de la classe ouvrière, sur la base du renforcement de la lutte pour l'unité des travailleurs.

La tâche des Unions Internationales consiste à établir une étroite coopération avec les syndicats qui n'y sont pas affiliés et à chercher à inclure dans leurs rangs les syndicats pour l'affiliation desquels les conditions nécessaires ont été créées. La Conférence recommande aux Unions Internationales d'élargir leurs liens avec les masses des effectifs de ces syndicats et au cas où la direction réactionnaire des centrales syndicales nationales ou de différents syndicats s'opposerait à l'affiliation des syndicats aux Unions Internationales, d'accepter dans leurs rangs directement les organisations syndicales de base.

Afin de consolider et d'élargir la collaboration des Unions Internationales avec les syndicats par branches d'industries dans les pays dont les centrales ne sont pas affiliées à la F.S.M., la Conférence propose à toutes les Unions Internationales d'assurer systématiquement un soutien moral et matériel à ces syndicats dans leur lutte pour les intérêts économiques et les droits politiques des travailleurs; de mener des actions communes des travailleurs de différents pays pour la défense de la Paix, contre les lois d'exception anti-ouvrières et les massacres des travailleurs victimes de la répression policière. Il est nécessaire d'inviter des représentants des syndicats non membres des U.I. aux réunions et conférences, ainsi qu'aux sessions des organes exécutifs des Unions en qualité d'invités ou observateurs.

Il est nécessaire que toutes les organisations syndicales faisant partie des Unions Internationales établissent et élargissent leurs relations par correspondance, l'échange de leurs publications, de délégations ouvrières, avec les syndicats qui ne sont pas affiliés à l'U.I.

La Conférence insiste auprès des Unions Internationales pour qu'elles aident à la multiplication des liaisons et échanges directs entre les travailleurs des entreprises de différents pays et d'une même industrie et particulièrement entre les travailleurs d'un même trust ou cartel international.

La Conférence estime nécessaire de renforcer la propagande sur l'activité des Unions Internationales, par la presse démocratique et la radio, ainsi que d'améliorer le travail d'édition des bulletins d'information des Unions Internationales.

Les U.I. doivent sans cesse démasquer les scissionnistes socialistes de droite qui désorganisent l'unité ouvrière, l'Internationale « jaune » créée par eux, le rôle réactionnaire des leaders des Secrétariats Professionnels Internationaux, l'activité de briseurs de grèves, de ces pires ennemis de la classe ouvrière qui se camouflent en défenseurs de ses intérêts.

Il est nécessaire que les U.I. participent encore plus activement au mouvement des Partisans de la Paix. Il leur incombe de contribuer à créer et à mobiliser l'activité des Comités de Défense de la Paix dans les entreprises et les institutions, de faire participer dans les rangs des combattants pour la Paix les couches les plus larges de la classe ouvrière, d'organiser des actions communes de différents détachements du prolétariat sur la base de la lutte commune pour la Paix, l'indépendance nationale des peuples et les droits économiques et sociaux des travailleurs.

La Conférence estime qu'il est nécessaire d'associer largement à cette lutte les travailleurs intellectuels, tous ceux à qui sont chers la Paix, la Démocratie et le Progrès.

La Conférence approuve et soutient chaleureusement les décisions de la session de Stockholm du Comité Permanent du Congrès Mondial des Partisans de la Paix et appelle les U.I. à développer une lutte active pour la Paix.

L'une des tâches des U.I. consiste à prendre une part active à l'organisation de la collecte des signatures au bas de l'Appel de la session de Stockholm du Comité Permanent du Congrès Mondial des Partisans de la Paix sur l'interdiction de l'arme atomique et concernant le fait qu'il faut considérer comme criminel de guerre tout gouvernement qui, le premier, utiliserait une telle arme.

Les délégués à la Conférence appellent tous les syndicats à obtenir que chaque ouvrier et employé appose sa signature au bas de l'Appel de Stockholm. Les U.I. doivent prendre une part active à la préparation de la convocation du II^e Congrès Mondial des Partisans de la Paix, aux élections des délégués des syndicats d'industrie à ce Congrès et à l'élaboration d'instructions pour ces délégués.

Dans le domaine de la défense des droits économiques et sociaux des travailleurs des pays capitalistes et coloniaux, la tâche des Unions Internationales est d'étudier minutieusement et sous tous les angles la situation des travailleurs de leurs branches d'industrie. Les Unions Internationales et leurs organes exécutifs doivent soulever les questions les plus actuelles et spécifiques pour leurs branches d'industrie et mobiliser les masses pour la lutte pour les intérêts économiques et professionnels des travailleurs et contre le chômage grandissant. La tâche des U.I. est aussi de fournir une aide réelle aux travailleurs des différents pays qui mènent une action pour la défense de leurs droits et intérêts vitaux.

Dans les pays coloniaux et dépendants, les Unions doivent fournir aux travailleurs un soutien actif dans leur lutte contre la discrimination raciale dans l'emploi, dans la formation professionnelle, les salaires, contre le travail forcé et autres formes d'oppression coloniale.

Il est nécessaire que les U.I. soutiennent des relations suivies entre elles, organisent l'échange d'expériences dans le travail, l'échange de publications et que dans la presse et à la radio elles éclairent largement l'expérience de lutte des travailleurs de différents pays pour la paix et l'unité, la situation des travailleurs de leurs branches d'industrie, les conditions de travail, les problèmes d'assurances sociales et de législation du travail et l'activité des syndicats pour la défense des intérêts vitaux des travailleurs.

Le travail collectif au sein de chaque Comité Administratif est la première méthode à laquelle les dirigeants des Unions Internationales doivent recourir pour faire face à leurs tâches dans de toujours meilleures conditions. Une coordination plus étroite assurée par la F.S.M. entre les Unions Internationales permettrait des échanges d'expériences entre elles et impulserait l'amélioration qualitative de leur travail de direction.

La Conférence manifeste sa certitude de ce que les U.I. de Syndicats par branches d'industrie se montreront les défenseurs conséquents des intérêts vitaux des travailleurs et rendront encore plus actif leur travail pour faire participer de larges masses de travailleurs dans la lutte pour l'unité du mouvement ouvrier international, pour la Paix, les droits sociaux et économiques des travailleurs et pour les libertés démocratiques.

La Conférence appelle tous les travailleurs et travailleuses à resserrer toujours davantage leurs rangs, sous la direction de la F.S.M., sous le drapeau invincible de l'internationalisme prolétarien, dans la lutte pour le Progrès, la Démocratie et une Paix solide et durable.

Nomination des Délégués des U.I.S. au Comité Exécutif de la F.S.M.

Le Deuxième Congrès Syndical Mondial avait élu au Comité Exécutif un membre choisi parmi les candidats désignés par les Départements Professionnels déjà créés à la date du Congrès (Camarade E. Thornton, pour l'U.I.S. des Métallurgistes).

Il avait en outre stipulé que « le Comité Exécutif lui-même, à sa première réunion en 1950, était autorisé à compléter l'élection de deux autres membres et de suppléants parmi les candidats désignés par les Départements Professionnels qui fonctionneraient alors ».

En application de ces décisions, la Conférence a désigné les candidats suivants, dont la nomination a été ratifiée à l'unanimité :

Délégués : E.V. Elliott (Australie et Nouvelle-Zélande), U.I.S. des Marins et Dockers;

Li Tin-Po (Chine), U.I.S. des Travailleurs des Transports Terrestres et Aériens.

Suppléants : Ilio Bosi (Italie), U.I.S. des Travailleurs Agricoles et Forestiers;

Un pour l'U.I.S. des Travailleurs du Textile et de l'Habillement, et

Un pour l'U.I.S. des Mineurs, qui seront nommément désignés par leurs organisations respectives.

Discours de Clôture de G. Di Vittorio

Camarades,

Nous sommes arrivés au terme de nos travaux.

En clôturant la Conférence, je voudrais tout d'abord exprimer mon opinion sur son contenu.

Je crois que nous sommes tous d'accord pour considérer que le contenu et le ton de notre Conférence ont été concrets et élevés. A certains moments, le ton en a même été très élevé.

Cette Conférence a été d'une très grande utilité pour tous les militants qui y ont participé. Chacun d'entre nous a appris quelque chose par les expériences échangées et par le fait que nous avons mis en lumière, en toute franchise, nos faiblesses, et proposé des mesures efficaces en vue de les éliminer.

Il y a une idée sur laquelle l'unanimité la plus vibrante et la plus enthousiaste s'est manifestée de la part de tous les délégués dans notre Conférence. Cette idée consiste dans le fait que tous ont mis l'accent sur les tâches spécifiques de nos Unions Internationales Professionnelles, c'est-à-dire que nos Unions Internationales sont convaincues que leur tâche fondamentale, à laquelle se rattachent toutes les autres, c'est le travail syndical spécifique, dans le champ respectif d'une industrie donnée ; et que l'activité syndicale de nos Unions Internationales doit viser avant tout à défendre effectivement, vigoureusement, avec efficacité, les intérêts économiques et sociaux des travailleurs, et remporter dans cette activité, dans cette lutte, des succès, même partiels.

Nous sommes l'organisation syndicale des travailleurs du monde. Nous sommes la seule organisation syndicale qui défende honnêtement, avec décision, avec esprit de sacrifice et d'abnégation, les intérêts des travailleurs, le pain des travailleurs ; la seule organisation qui coordonne et dirige les luttes des travailleurs, pour défendre leurs droits élémentaires, leur droit à la vie, leur droit au travail, leur droit aux assurances sociales et à d'autres bénéfices visant à élever continuellement le niveau de vie économique et culturel de tous les travailleurs.

A cette tâche fondamentale, à laquelle doivent être consacrés les plus grands efforts de chacune des Unions Internationales, se rattachent les autres qui ont aussi un très grand intérêt pour les travailleurs et pour les masses populaires de tous les pays, notamment la défense des libertés démocratiques, la défense des droits syndicaux, la défense surtout de la Paix.

Il est certain qu'aucun gouvernement impérialiste ne pourrait songer à déclencher une guerre de conquête et de rapine, une guerre injuste, qui ne peut être approuvée par le peuple, sans :

— 1° Augmenter l'exploitation des travailleurs, pour faire endosser par les travailleurs eux-mêmes les conséquences de la dépression économique poussant à la guerre, et leur faire payer les frais de la préparation à la guerre ;

— 2° Sans déclencher contre les travailleurs la réaction la plus violente et la plus brutale, sans attenter continuellement aux droits élémentaires démocratiques et syndicaux des travailleurs.

Voilà pourquoi nous assistons maintenant dans tous les pays capitalistes à un accroissement de l'exploitation des travailleurs, ainsi que le constate notre Résolution, qui résume très bien les résultats de nos travaux ; et nous assistons aussi au déclenchement de la réaction la plus sanglante. Il suffit de songer à mon propre pays, l'Italie. En quelques mois, nous avons eu 18 travailleurs tués par les forces de police, parce qu'ils défendaient leurs droits, luttèrent pour leur droit élémentaire au travail, leur droit au pain, leur droit à la vie.

Et voilà que nous assistons à un processus, dans tous les pays capitalistes dits « démocratiques », de transformation de la démocratie ou de la soi-disant démocratie parlementaire, en des États policiers, de type plus ou moins fasciste. Cela se vérifie non seulement en Italie, non seulement dans les pays du Moyen-Orient, non seulement cela est vérifié dans une large mesure en Amérique Latine, mais même dans les pays qui ont une très longue tradition de démocratie parlementaire, tel que la France. Même en France les droits syndicaux élémentaires, les libertés syndicales et démocratiques, sont foulés aux pieds par le gouvernement qui devient fasciste chaque jour davantage.

Et voilà que, tout naturellement, notre lutte pour la défense du pain des travailleurs et pour les revendications économiques immédiates des travailleurs se trouve étroitement liée à la lutte pour la défense des libertés syndicales et démocratiques, pour la défense des droits syndicaux et pour la défense de la Paix.

Nous devons développer notre activité en vue de renforcer l'unité syndicale des travailleurs dans tous les pays et dans toutes les professions. Rappelez-vous, camarades : l'unité des travailleurs ne se réalise pas par la propagande seulement.

L'unité des travailleurs se réalise par l'action, l'action visant à défendre les intérêts concrets des travailleurs.

C'est dans la mesure où nos syndicats se placent à la tête des travailleurs, interprètent leurs revendications les plus urgentes et les plus brûlantes, et organisent la lutte pour les faire triompher, c'est dans cette mesure que nous réalisons l'unité des travailleurs.

C'est ce qui arrive dans tous les pays, non seulement en France, en Italie, dans d'autres pays capitalistes, où nous avons des forces très grandes et nous représentons déjà la grande majorité de la classe ouvrière et des masses travailleuses en général ; mais même dans des pays dont la classe ouvrière est soumise à l'influence réactionnaire des chefs réformistes et scissionnistes, ce qui nous donne l'exemple de ce fait, qui doit être toujours présent à notre esprit, c'est-à-dire que c'est dans la lutte pour la défense des intérêts concrets des travailleurs que nous réaliserons l'unité, et que nous briserons les efforts des scissionnistes qui tendent à approfondir la division et la dispersion des forces et l'affaiblissement de la classe ouvrière dans le but de la soumettre au vouloir de l'impérialisme, du patronat.

Ainsi que le constate notre Résolution, nous avons vu, par la grande grève des mineurs américains, par la grande grève des dockers londoniens, par la grande grève des dockers d'Anvers, par des dizaines et dizaines d'autres grandes grèves qui se sont développées dans le monde, que lorsque les travailleurs luttent pour défendre leur pain et leurs droits élémentaires, ils se trouvent immédiatement en conflit, non seulement avec le patronat, mais aussi avec les chefs scissionnistes à son service et à celui de l'impérialisme.

Et voilà que par leur action ces travailleurs faisant partie des syndicats dirigés par les réformistes et qui font grève contre eux pour défendre leurs droits, à ce moment-là rejoignent en fait notre F.S.M., ils acceptent notre programme et luttent sur la même orientation que nous. Ils se battent contre les chefs réformistes et ont réalisé leurs premiers pas pour venir à l'unité de la classe ouvrière.

L'unité est donc renforcée par la lutte.

Il est certain, camarades, que — puisque les scissionnistes, les organisations chrétiennes, les syndicats d'autres groupements qui ont été formés par des gouvernements dans certains pays, ne se proposent pas de défendre les intérêts des travailleurs et moins encore de soutenir l'espoir de libération des travailleurs, de lutter pour que se réalisent leurs aspirations les plus profondes de l'émancipation et à la paix — c'est seulement la F.S.M., et dans chaque industrie ce sont seulement nos Unions Internationales, qui défendent l'ensemble des intérêts immédiats et permanents de la classe ouvrière et de toutes les masses travailleuses de tous les pays.

Donc, c'est seulement dans la F.S.M., dans nos Unions Internationales Professionnelles, dans nos syndicats nationaux et locaux, dans nos Centrales, que doit se réaliser et se développer l'unité syndicale des travailleurs.

Mais nous ne devons pas attendre que se réalise l'unité organique pour que la lutte des travailleurs se développe unie.

Il faut essayer, par tous les efforts possibles, de réaliser l'unité d'action avec les travailleurs qui ne sont pas organisés, avec les travailleurs des organisations scissionnistes, même avec les travailleurs qui se trouvent dans des organisations de type presque ouvertement fasciste.

L'expérience nous a prouvé qu'il est très possible de réaliser l'unité d'action des travailleurs sur la base des revendications communes à tous les travailleurs de n'importe quelle idéologie et de n'importe quelle organisation.

Evidemment, dans ce domaine, comme dans les autres, le succès dépend surtout de l'efficacité de notre travail. C'est pourquoi, justement, notre Conférence a insisté pour que les Secrétariats, les Comités Administratifs des Unions Internationales Professionnelles accomplissent l'effort nécessaire pour rendre efficace leur propre travail et pour remplir les tâches que chaque Union Internationale doit effectuer.

Nous devons songer, camarades, à cet autre côté de la question. Nous ne sommes pas seulement l'organisation syndicale des travailleurs occupés. Nous sommes aussi l'organisation des travailleurs chômeurs. Nous devons alors songer dans chaque profession aux moyens pratiques pour lier les chômeurs aux travailleurs occupés.

Je crois qu'il faut étudier la question d'organiser, dans chaque syndicat local, un comité de chômeurs de la même industrie pour réaliser une liaison vivante entre les chômeurs et les travailleurs occupés et pour que les travailleurs occupés

soutiennent avec force et efficacité la lutte que nos syndicats doivent aussi diriger, lutte des chômeurs pour revendiquer leur droit au travail et pour l'obtention d'allocations suffisantes.

Il ne faut pas commettre l'erreur de donner aux chômeurs l'impression que nous sommes seulement l'organisation syndicale des travailleurs occupés. Dans ce cas, il y a danger qu'une partie des masses de chômeurs puisse tomber dans le piège de la réaction de type fasciste. C'est nous qui devons être les défenseurs des droits, les défenseurs de toutes les revendications des chômeurs, et nous devons toujours étroitement lier la lutte des chômeurs avec la lutte des travailleurs occupés.

Si nous considérons que dès maintenant, les chômeurs dans le monde capitaliste sont déjà des dizaines et des dizaines de millions et que, dans la perspective dont nous avons déjà parlé, et que nous avons devant nous, il faut prévoir une aggravation du chômage, nous devons penser que d'autres millions de travailleurs seront chômeurs. Il s'agit donc là d'une grande masse de travailleurs se trouvant dans les conditions de misère les plus épouvantables, et nous devons être les porte-drapeaux de leur droit à la vie, de leur droit au pain.

Je voudrais inviter aussi nos Unions Internationales Professionnelles à étudier de nouvelles méthodes et de nouvelles formes de lutte. Pour la défense des travailleurs occupés, bien entendu, nous avons l'arme classique : la grève. Evidemment elle reste toujours l'arme la plus puissante des travailleurs, pour défendre leurs intérêts ; une des principales conditions de la victoire étant que toute grève doit être soigneusement préparée.

Mais cela ne veut pas dire que, pour parvenir à défendre les revendications des travailleurs, dans certaines conditions, il ne soit pas nécessaire de faire un effort pour penser à d'autres formes de lutte, car la classe ouvrière elle-même en a créé dans certains pays, comme l'Italie.

Dans certaines industries, les ouvriers ont recours à d'autres formes de lutte ; par exemple : ralentissement du travail, suspension du travail toutes les heures, dans certains cas même toutes les demi-heures, par des grèves perlées, par des grèves qui se font tour à tour dans l'usine, dans les différentes sections de l'usine même. Ce sont là des moyens qui nuisent au patronat et placent les travailleurs dans des conditions telles qu'ils puissent résister plus longtemps, puisqu'ils continuent de percevoir leur salaire. Et, en Italie, nous avons eu cette réaction : les patrons ont dit : « Vous avez le droit de grève : faites la grève, mais il faut interdire les autres formes de lutte qui ne nous conviennent pas. » Nous avons répondu : « C'est justement parce qu'elles ne vous conviennent pas que nous les utilisons ». Ces méthodes se sont élargies.

Je ne demande pas qu'on transporte les mêmes formes de lutte dans d'autres pays et dans d'autres professions. Mais je pense que nos Unions Internationales doivent étudier ces formes pour en suggérer l'application dans des industries, dans des pays et dans des conditions où leur application pourrait être efficace.

C'est pourquoi je pense qu'il faut donner une certaine importance à l'étude des nouvelles formes et des nouvelles méthodes de lutte des travailleurs.

Je crois qu'une suggestion qui a été faite dans le cours de la Conférence : celle de populariser, sur le terrain professionnel, les conquêtes réalisées par les travailleurs de l'Union Soviétique et des Démocraties Populaires, doit être retenue.

C'est une forme que je considère comme très importante.

Il est plus facile de faire comprendre à beaucoup de travailleurs, même les moins avancés, ce que signifie la libération du prolétariat par l'exemple de ce que les travailleurs ont réalisé *dans leur propre profession*, qu'en parlant en général des conquêtes des travailleurs et des peuples de ces pays.

Justement la Résolution que nous venons d'adopter insiste sur la tâche qui incombe à la classe ouvrière d'accroître sa lutte contre la guerre.

Evidemment, nous, classe ouvrière, sommes le détachement le plus avancé de l'humanité progressiste. Il s'agit de sauver l'humanité de la menace la plus grave et la plus exterminatrice qui plane sur elle, et c'est notre devoir de lutter par tous les moyens avec toutes nos forces contre la guerre, et il est évident que nous devons être à la tête du mouvement des Partisans de la Paix pour la signature et pour la diffusion des points fixés par le Comité Mondial des Partisans de la Paix de Stockholm.

Mais nous sommes la classe ouvrière et nous avons des tâches spécifiques de lutte contre la guerre, contre la préparation de la guerre. Je fais allusion à la fabrication d'armes et au transport des armes.

Nous devons intensifier par tous les moyens ces formes spécifiques de lutte concrète contre les préparatifs de guerre et nous devons songer à organiser autour des travailleurs, directement engagés dans cette lutte — les travailleurs d'une usine et d'un port, les travailleurs d'un chemin de fer et les travailleurs d'un bateau — la solidarité active et directe des travailleurs des autres catégories, et des plus larges masses populaires.

Un docker nous a dit les difficultés qu'il y a à mener cette lutte, et nous ne pouvons pas laisser seuls les camarades qui se trouvent directement engagés dans la lutte. Nous devons faire participer l'ensemble des travailleurs à la lutte menée dans telle ou telle région ou pays, et nous ne pouvons les laisser combattre sans les appuyer.

C'est là la condition essentielle pour donner l'ampleur nécessaire à cette forme concrète de lutte contre la guerre, qui est une tâche particulière de la classe ouvrière.

**

Pour toutes ces tâches, il est évident que la F.S.M. doit donner le plus d'attention possible, le plus d'aide possible, à la direction de nos Unions Internationales, et même le plus de moyens possibles pour que chaque Union Internationale puisse remplir ses tâches propres.

Le camarade Lorrain, dans son excellent rapport, avait dit : « Il faut que la F.S.M. donne le meilleur de ses forces à la Direction des Unions Internationales Professionnelles. »

Je suis tout à fait d'accord.

Notre F.S.M. se compose des Unions Internationales Professionnelles et des Centrales syndicales de chaque pays.

On peut considérer que les Centrales peuvent, plus ou moins, avoir les moyens, et même les hommes, le personnel nécessaires pour remplir leurs propres tâches.

Mais les Unions Internationales peuvent rencontrer des difficultés plus grandes.

Il est donc juste que le Comité Exécutif de la F.S.M. donne le plus d'aide et d'attention, d'aide matérielle et morale,

d'aide financière, d'aide de direction aux Unions Internationales Professionnelles.

Je crois que le Comité Exécutif de la F.S.M. devra prendre en considération cette juste requête, et devra indiquer les moyens pour résoudre positivement ce problème.

Je voudrais faire maintenant une recommandation, camarades.

Nous devons essayer d'apporter dans nos luttes revendicatives un caractère constructif, positif.

Qu'est-ce que cela signifie ?

Nous devons tenir compte de la dégénérescence de l'impérialisme, du système capitaliste. C'est un fait toujours plus total, toujours plus évident pour tous les travailleurs et pour les plus larges masses populaires.

Dans la période actuelle de dépression économique, de domination de l'impérialisme américain, il se vérifie des faits impressionnants pour les populations tout entières.

Je fais allusion en particulier aux tentatives qu'on fait pour restreindre la production — restriction, en particulier, exclusivement de biens de consommation qui peuvent servir à satisfaire les besoins des masses populaires — ce qui détermine une aggravation du chômage.

Que devons-nous faire devant ces faits qui aggravent la situation économique dans chaque pays ? Car l'emprise de l'impérialisme américain est telle que non seulement il s'efforce, par le plan Marshall et par d'autres moyens, d'exporter dans les autres pays une partie de sa propre crise, mais il essaye en outre de restreindre la production dans les autres pays, de subordonner chaque pays aux exigences particulières de l'impérialisme américain et empêche ces pays de développer leurs échanges économiques avec d'autres pays, en particulier avec l'Union Soviétique et les pays de Démocratie Populaire. Il y a donc restriction de la production et des exportations. Cela détermine une aggravation du chômage, c'est-à-dire de la misère, c'est-à-dire une sous-consommation des masses, c'est-à-dire une restriction du marché intérieur dans ces pays, c'est-à-dire une réduction de la production et une nouvelle aggravation du chômage.

C'est le cercle de la misère croissante, que nous connaissons bien.

Dans ces conditions, pouvons-nous nous borner à protester contre ces faits de l'impérialisme de chaque pays, en complicité avec l'impérialisme anglo-américain ? Ou bien devons-nous prendre une attitude plus positive, c'est-à-dire nous opposer aux démobilitisations industrielles, à la fermeture des mines, nous opposer à toutes les mesures susceptibles de réduire la production, l'exportation, l'activité productive et économique dans chaque pays, et présenter des propositions concrètes de ce qu'on peut faire pour augmenter les possibilités de travail et de production dans chaque pays et donc diminuer l'effet de la dépression économique : et de cette politique de dégénérescence des impérialistes de chaque pays, en complicité avec ceux des Etats-Unis ?

Je m'excuse de citer encore un exemple de mon pays, mais nous, en Italie, avons conçu un plan économique. Bien entendu, il ne s'agit pas là d'un plan d'organisation de l'économie,



Après de nombreuses délégations de travailleurs, les jeunes pionniers hongrois sont venus saluer la Conférence des U. I. S.

Parce que nous savons très bien qu'on ne peut pas planifier l'économie capitaliste. Mais c'est un plan de travaux qu'on devrait faire pour augmenter le revenu national et élever le niveau de vie du peuple, des travailleurs et de la population.

Notre plan a été étudié par nous, mais nous l'avons soumis à la critique de tous les techniciens d'Italie. Nous leur avons dit : « Venez à notre Conférence, exposez votre point de vue, critiquez notre plan s'il n'est pas bon, proposez-en un autre, qui permette aux travailleurs d'Italie de travailler, et, ainsi, de contribuer à gagner leur vie, à augmenter la production et le bien-être général du pays ».

Nous avons obtenu un très grand succès. Notre plan a été approuvé par les meilleurs techniciens d'Italie. Ils ont même fait d'autres propositions, l'ont enrichi, et il a fait une telle impression que maintenant il n'y a ni un parti politique, ni même le gouvernement qui ne parle presque chaque jour de ce plan.

Et, d'après ce plan, nous avons prouvé qu'il était possible de faire travailler nos deux millions de chômeurs et de les faire travailler *utilement*, pour eux et pour le peuple italien tout entier. Et maintenant, nous engageons la lutte pour la réalisation du plan, et n'attendons pas que ce soit le gouvernement qui le réalise. Nous avons déjà commencé la lutte dans ce sens.

Des attitudes constructives de ce genre placent le prolétariat à la direction effective de chaque pays.

Voilà qu'en Italie même des personnalités politiques les plus éloignées de nous sont obligées de dire :

« On prétendait sauver l'Italie par le Plan Marshall. Le résultat en est que la situation s'est aggravée encore davantage. Le seul plan capable de relever la vie économique du pays et de faire travailler les Italiens chez eux, au bénéfice

de tout le peuple, a été présenté par la Confédération Générale du Travail au nom des travailleurs. »

Maintenant, nous exerçons un rôle dirigeant dans la société italienne, à cause de cela.

J'ai voulu orienter les camarades dans cette direction, afin qu'ils puissent voir dans quel sens et dans quels pays on peut présenter un plan constructif, qui, à la politique restrictive de l'impérialisme, à la politique du développement du matériel de guerre — qui n'augmente pas la richesse des peuples, mais aggrave leur misère — oppose des constructions immédiates en faveur des peuples.

Maintenant, camarades, en conclusion, vous me pardonnez si je reviens encore à la question de la guerre, par laquelle je terminerai mon discours de clôture.

J'ai parlé de dégénérescence de l'impérialisme, à propos des restrictions dans la production et de l'aggravation de l'exploitation des misères des masses travailleuses.

Mais nous avons bien d'autres manifestations de cette dégénérescence, de cette décrépitude, de cette putréfaction du régime capitaliste.

Ici, nos camarades Paul Delanoue et Wallon — qui nous a fait un magnifique discours, riche de doctrine et empreint de cet esprit humain qui émeut tous ceux qui aiment l'humanité et les hommes — nous ont dénoncé un fait grave, qui doit retenir notre attention.

C'est l'adresse que les Américains, les agents de l'impérialisme américain, ont envoyé aux professeurs et au personnel enseignant des écoles américaines, dans laquelle il est dit que

la guerre est inévitable et qu'il faut diriger l'éducation de la jeunesse américaine dans ce sens, et que, la guerre étant inévitable, il faut s'y préparer.

C'est là calquer exactement la doctrine du fascisme et de l'hitlérisme.

Et, fort justement, notre camarade Wallon a opposé à ces hommes de science américains qui subissent passivement l'humiliation d'être soumis à la surveillance continuelle de la police, parce qu'ils travaillent à la bombe atomique, l'esprit libre et l'expression vivante de la part la meilleure de l'humanité. Le geste courageux et noble de Joliot-Curie, qui a déclaré que jamais il ne travaillerait pour la guerre. Fort justement aussi, on a opposé cette doctrine de l'impérialisme dominant d'aujourd'hui, qui affirme que la guerre est inévitable, à l'attitude de l'Union Soviétique, qui non seulement déclare que la guerre est parfaitement inévitable, et qu'il faut l'éviter, mais encore fait des propositions concrètes pour consolider la paix et éviter la guerre. L'Union Soviétique a affirmé, à plusieurs reprises, que la coexistence des deux systèmes est parfaitement possible, qu'entre les deux systèmes la guerre n'est pas nécessaire.

La destruction, la barbarie sont inutiles. L'émulation est nécessaire.

Voyons quel est, des deux systèmes, celui dont l'humanité peut profiter davantage et lequel choisir ? Quel est celui qui est le plus avantageux ?

Messieurs les Américains, par cette adresse envoyée au personnel enseignant des écoles américaines, ont avoué qu'ils ont peur de la paix, qu'ils tombent déjà en dégénérescence, dans la barbarie ; et contre cette barbarie impérialiste se dresse l'Union Soviétique en tant que représentante de la véritable civilisation et du progrès humain.

Je pense que nous devons prendre l'initiative, nous, F.S.M., d'accord avec d'autres organisations démocratiques, d'autres organisations de la Paix, pour envoyer nous aussi une adresse au personnel enseignant d'Amérique, ainsi que d'autres pays, adresse signée non seulement par les organisations ouvrières, mais aussi par les intellectuels les plus connus du monde entier, de façon que nous aussi puissions influencer le personnel enseignant américain, pour qu'il n'obéisse pas à cette directive de destruction, de dégénération et de barbarie de l'impérialisme américain.

Je veux dire, camarades, que, vis-à-vis de ces intellectuels américains, qui travaillent à la bombe atomique et à la bombe à hydrogène, sachant qu'avec ces instruments on ne peut faire autre chose qu'exterminer des milliers et des millions d'êtres humains ; en face de ces messieurs, dis-je, combien plus haut

se sont placés nos humbles dockers, marins et cheminots qui s'exposent à la prison, à la famine, à la misère, avec leurs familles, pour refuser toute contribution aux préparatifs d'une guerre d'extermination non justifiée.

Nous voyons ainsi que notre F.S.M., avec les autres organisations de progrès, de civilisation et de paix, représente donc les plus hautes valeurs de l'humanité, les plus grands espoirs de libération, les seules possibilités de progrès et de vie, de développement de la société humaine.

Voyez-vous, camarades, combien notre cause est juste, passionnante, belle : celle de la défense du pain quotidien pour les travailleurs et leurs enfants, jusqu'à sauver l'humanité de ce cauchemar effroyable d'une guerre d'extermination !

Nous avons, nous, classe ouvrière, en particulier, la force principale qui peut donner à l'humanité des garanties de vie contre les menaces de mort.

C'est pourquoi, conscients de cette tâche lumineuse, glorieuse, qui nous incombe à nous, classe ouvrière, et incombe à sa grande organisation unitaire, à notre grande F.S.M., je suis certain qu'avec tous nos efforts, avec tout l'esprit de sacrifice nécessaire, avec tout le courage nécessaire, même avec tout l'héroïsme nécessaire, nous développerons notre lutte sachant que quels que soient les sacrifices exigés — et elle en exige d'héroïques, nous le savons — pour aussi graves qu'ils puissent être, ils ne seront jamais comparables aux effets de destruction, de barbarie, d'une seule heure de guerre.

Tous les sacrifices doivent être consentis pour sauver à tout prix la paix, et je suis certain que chacun d'entre nous, chaque militant des syndicats de la F.S.M., chacune de nos organisations, remplira sa tâche avec le courage nécessaire, et que nous parviendrons à apporter une contribution effective et victorieuse à la lutte de l'humanité progressiste contre la guerre, et pour sauver à tout prix le bien suprême de l'humanité : la Paix ; la Paix entre tous les peuples.

Nos travaux sont terminés ; je vous salue tous. Nous nous reverrons encore.

Nous ne savons pas dans quelles conditions.

Ce qui est certain, c'est que, quelles que soient ces conditions, dans n'importe quel pays, quels que soient l'heure et le lieu, nous, militants de cette grande organisation mondiale des forces du travail, nous remplirons notre devoir et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour être à la hauteur de la tâche glorieuse qui incombe à notre F.S.M.

Vive la Fédération Syndicale Mondiale !

La Lutte pour la Paix

La commémoration du 1^{er} Mai à travers le Monde

Cette année, devant les menaces toujours plus grandes d'une troisième guerre mondiale, les travailleurs ont fait de la journée internationale du premier mai une journée de lutte pour la Paix. Dans le monde entier, un cri puissant s'est élevé : « Nous voulons la Paix ».

Dans la puissante Union Soviétique, le rempart le plus ferme de la Paix et de la bonne entente entre les peuples, le Premier Mai a été, en même temps qu'une journée de lutte pour la Paix, une fête du Travail ; une journée où éclata toute la joie, toute la fierté du peuple soviétique devant l'œuvre déjà réalisée, ainsi que la volonté de sauvegarder la Paix ; les peuples soviétiques ont exprimé leur ferme résolution d'achever cette tâche immense : la transformation de l'Etat socialiste en Etat communiste. Les peuples des démocraties populaires, ayant franchi la première étape vers le socialisme, ont manifesté également leur volonté de Paix, la Paix étant la condition essentielle du plein développement de leurs pays.

A ce territoire immense s'en est ajouté un autre, tout aussi étendu, où, pour la première fois dans l'histoire, le peuple tout entier a pu célébrer en pleine liberté la journée du Premier Mai : la République Populaire de Chine, enfin libérée du joug du féodalisme et de l'impérialisme, grâce aux

sacrifices de son héroïque armée et aux efforts de la population laborieuse.

Dans le monde capitaliste et colonial, le Premier Mai fut loin d'être une journée de fête : il fut uniquement une journée de lutte et à la liste déjà tristement longue des martyrs ouvriers se sont ajoutés les noms de nouvelles victimes de l'oppression.

Néanmoins les travailleurs de ces pays ont célébré le Premier Mai dans la ferme conviction que l'heure est proche où, eux aussi, se libéreront. Sachant que le capitalisme a besoin d'une guerre pour se maintenir, ils ont montré clairement qu'ils ne veulent pas se faire massacrer pour les intérêts des capitalistes.

Les impérialistes font planer sur le monde des menaces de guerre ; les travailleurs, en cette soixantième commémoration de la journée internationale du Travail, ont fait planer sur le monde capitaliste le danger de Paix, mortel pour lui. Ils sont fermement décidés, d'ailleurs, de ne pas se borner à des menaces, mais d'imposer la Paix par la lutte. De cette volonté témoignent les manifestations qui ont eu lieu dans le monde entier ; en voici un bilan sommaire :

EUROPE

FRANCE

Dans le pays tout entier, des manifestations, organisées par la C.G.T., ont eu lieu et connu un grand succès. A Paris où un discours fut prononcé par Alain Le Léap, secrétaire général de la C.G.T., des centaines de milliers de travailleurs ont manifesté pendant 5 heures et acclamé particulièrement le professeur Joliot-Curie qui venait d'être révoqué de son poste de haut commissaire de l'énergie atomique. Parmi les villes de province, citons Marseille, où 100.000 personnes participèrent à la manifestation, Saint-Etienne 20.000, Forbach 20.000, Bordeaux 20.000, Strasbourg 15.000, Toulouse 10.000, Nice 10.000, etc...

ITALIE

Partout, les usines, les écoles, etc., étaient fermées. Dans l'ensemble du pays, 6.000.000 de travailleurs ont manifesté sous les mots d'ordre lancés par la C.G.I.L., dont le secrétaire général, le camarade Di Vittorio, a pris la parole à Rome devant 1.000.000 de manifestants. A Celone, la police de Scelba, revenant une fois de plus aux traditions fascistes, a assassiné deux ouvriers agricoles, 6 autres furent grièvement blessés.

ANGLETERRE

En Angleterre, le Premier Mai a été célébré le 7 mai, le gouvernement travailliste ayant interdit la manifestation traditionnelle. A Londres, des milliers de travailleurs se sont heurtés à des forces considérables de police montée, qui brutalisèrent les manifestants d'une manière inouïe et procédèrent à 69 arrestations. Ici comme ailleurs dans le monde, les manifestants criaient : « Nous voulons la paix », cependant que des pancartes réclamaient la fin de la guerre en Malaisie.

ALLEMAGNE

Répondant à l'appel de la FDGB, 800.000 personnes ont manifesté dans le secteur soviétique de Berlin, de 8 heures du matin à 3 heures de l'après-midi, sous les mots d'ordre de Paix, Unité, Reconstruction, Solidarité Internationale et Amitié soviéto-germanique. Dans toute la République démocratique allemande d'ailleurs les travailleurs ont célébré joyeusement ce Premier Mai.

Le meeting, organisé par les scissionnistes dans les secteurs occidentaux de Berlin, et où Irving Brown de la A.F.L. a pris la parole, dura 2 heures.



Les jeunes travailleuses de Bologne (Italie) ont manifesté le 1^{er} mai pour la paix, le pain et la liberté.

SUISSE

Dans plusieurs grandes villes de Suisse, les travailleurs socialistes et communistes ont manifesté dans l'unité. Des orateurs de différentes tendances ont pris la parole ; ceux qui conviaient l'assistance à la lutte pour la Paix furent particulièrement applaudis.

AUTRICHE

Les travailleurs autrichiens n'ont malheureusement pas encore manifesté dans l'unité. Néanmoins, une foule nombreuse participait à la manifestation des forces de la Paix qui eut lieu à Vienne. La participation de la jeunesse, qui fut remarquablement grande, apporte un espoir pour l'avenir.

BELGIQUE

C'est la Colombe de la Paix qui domina les vibrantes manifestations unitaires qui eurent lieu à Bruxelles, Anvers, Liège, etc... A Anvers, la police a procédé à des arrestations lorsque les travailleurs manifestèrent devant la prison des membres du Comité d'Action du Port d'Anvers, courageux défenseurs des intérêts des dockers et ardents combattants de la Paix.

LUXEMBOURG

Au Luxembourg, des manifestations avaient été organisées par la F.L.A. (Fédération des Syndicats Libres, affiliée à la F.S.M.). Dans les réunions ayant eu lieu à Luxembourg, Esch Differdingen, etc..., les orateurs des organisations démocratiques ont souligné la nécessité d'une lutte vigoureuse pour la sauvegarde de la Paix. Partout, l'assistance fut très nombreuse.

PAYS-BAS

Les manifestations organisées aux Pays-Bas par des Comités comprenant des représentants des organisations démocratiques, dont la E.V.C., ont connu un succès sans précédent. A Amsterdam défilèrent des dizaines de milliers de travailleurs, parmi lesquels des groupes importants d'Indonésiens et de Chinois, particulièrement applaudis. Dans de nombreuses réunions, des ordres du jour de solidarité avec les dockers furent votés.

Les camarades Brandsen et Blokzijl, secrétaire et président de l'E.V.C., ainsi que plusieurs autres responsables syndicaux, ont prononcé des discours à Amsterdam, Rotterdam, etc...



Dans la République Populaire de Mongolie, les manifestations du 1^{er} mai, pour le travail dans la paix, avaient l'aspect radieux d'un jour de fête.

DANEMARK

Quoique les dirigeants syndicaux de ce pays aient adhéré à l'Internationale de Londres, et soient partisans de la guerre, de nombreux travailleurs ont manifesté pour la Paix. En témoignage la présence de postiers en uniformes, de groupes portant des drapeaux syndicaux, à Copenhague, etc..., dans les manifestations organisées par les Partisans de la Paix et le Parti Communiste partout dans le pays. Les manifestants ont demandé notamment que le Danemark sorte du Pacte Atlantique.

SUEDE

Dans ce pays, les dirigeants syndicaux observent la même attitude qu'au Danemark. Malgré cela, à Stockholm 16.000 personnes ont manifesté pour la Paix. Dans de nombreuses vil-

les (Norrköping, Huskvarna, Vasteras, etc.) des ordres du jour, protestant contre la révocation du professeur Joliot-Curie, ont été votés.

GRECE

La célébration officielle du Premier Mai à Athènes, patronnée par le ministre du Travail, a été boycottée. Au contraire, les gens affluèrent par milliers à Kasarimi, un faubourg ouvrier où un meeting commémoratif était tenu à Skapefterion, champ de tir où les nazis, en mai 1944, exécutèrent 200 combattants de la Résistance grecque. Les leaders de l'Alliance Démocratique S. Sofianopoulos et S. Hadjibeis s'adressèrent à l'assistance, qui comprenait les parents des combattants de la résistance assassinés. Les orateurs se sont élevés fortement pour une amnistie générale, l'abolition des camps de concentration et la restauration des libertés syndicales.

PROCHE ET MOYEN ORIENT

CHYPRE

En dépit de la terreur policière, des meetings enthousiastes ont eu lieu dans toutes les villes de Chypre à l'occasion du Premier Mai. Les principaux mots d'ordre étaient la lutte pour l'indépendance nationale et contre les plans de guerre des impérialistes. La police ayant interdit aux manifestants à Lei-

kosia de porter des pancartes avec des mots d'ordre, ceux-ci les scandaient en défilant dans les rues de la ville. Au meeting tenu dans la ville, des résolutions ont été votées demandant l'union avec la Grèce et l'abolition des bases militaires navales et aériennes à Chypre. Une autre résolution, exprimant la solidarité des Chypriotes avec le mouvement démocratique grec, a été envoyée aux partis politiques grecs de gauche.

SYRIE

Dans toutes les régions de la Syrie, les travailleurs ont favorablement répondu à l'appel du « Congrès Ouvrier » de manifester le Premier Mai pour la Paix, l'Indépendance et la Démocratie.

Les nombreuses arrestations « préventives », effectuées par le gouvernement réactionnaire, n'ont pu éviter la réussite des manifestations qui ont eu lieu notamment à Damas (2.000 personnes), Homs, Alep, Kamechli, etc. Particulièrement importante fut la participation des femmes et des étudiants aux manifestations ouvrières. Partout, la police est intervenue pour disperser la foule, et de nombreuses arrestations ont été effectuées. A Damas, la plupart des arrêtés ont été remis en liberté sous la pression de l'opinion publique.

LIBAN

Afin de faire de la journée du Premier Mai 1950 une journée d'unité ouvrière, les syndicats progressistes se sont adressés aux syndicats indépendants, fédérés et appartenant à la Ligue des Syndicats pour préparer des manifestations communes. En dépit du refus des dirigeants réactionnaires de procéder à une action commune et malgré les arrestations « préventives », les manifestations organisées par les Syndicats progressistes ont connu partout un grand succès. Ici, comme en Syrie, les femmes et les étudiants ont participé en grand nombre à ces manifestations ouvrières, notamment à Beyrouth et à Tripoli, tandis que les manifestations qui ont eu lieu à Akkar, à Djounié et à Antélias furent de magnifiques exemples de l'alliance entre les ouvriers et les paysans et ouvriers agricoles dans la lutte contre la guerre et pour la paix, contre l'impérialisme et la féodalité.

ISRAEL

La Centrale Syndicale Arabe en Israël a organisé pour le Premier Mai 1950 des commémorations dans toutes les villes et dans tous les villages où elle a des sections.

A Nazareth, environ 7.000 personnes, ouvriers, paysans et intellectuels, adultes et jeunes, hommes et femmes, conduits par la Centrale Syndicale Arabe, ont manifesté pendant quatre

ASIE

CHINE

Plus de 3.000.000 d'habitants de Pékin ont défilé en cette journée du Premier Mai devant Mao Tsé Toung et les autres membres du Gouvernement Central Populaire. Ce fut un rassemblement enthousiaste d'ouvriers de toutes catégories, de paysans, d'employés, d'étudiants, clamant leur attachement à la jeune République et leur volonté de construire un avenir heureux en liberté et en paix.

A Hongkong, plus de 200.000 personnes ont participé à la manifestation.

JAPON

A Tokio, 300.000 syndicalistes manifestèrent sur la Place Impériale, réclamant un traité de Paix et la cessation des préparatifs de guerre.

VIET-NAM (Saïgon)

Malgré l'interdiction de tout rassemblement, une imposante manifestation a eu lieu. La police ne réussit pas à disperser la foule, mais opéra plus de cent arrestations.

heures pour commémorer cette journée internationale. Certains de leurs mots d'ordre invitaient à l'unité internationale de la classe ouvrière sous les bannières de la F.S.M. et à la défense de la Paix contre la préparation anglo-américaine d'une guerre impérialiste. Le meeting de masse adopta une importante résolution sur l'unité syndicale entre les travailleurs juifs et arabes.

IRAN

Malgré la répression policière et l'interdiction des réunions par le gouvernement de Téhéran, plusieurs réunions et meetings ont eu lieu à Téhéran, Isfahan et dans les autres centres industriels. Des milliers de travailleurs ont manifesté leur attachement au Conseil Central des Syndicats Unifiés, dissous par le gouvernement et à la Fédération Syndicale Mondiale.

Le Conseil Central des Syndicats Unifiés de l'Iran a lancé, à l'occasion du Premier Mai, un vibrant appel aux travailleurs, dans lequel, après avoir esquissé brièvement l'historique de la journée du Premier Mai, il invite les travailleurs de l'Iran à lutter avec encore plus de vigueur en faveur de la Paix et de proclamer leur volonté unanime pour l'interdiction de la bombe atomique et la fin de la course aux armements.

« Les travailleurs de l'Iran, dit l'appel, intensifient leur lutte en faveur de la paix, car ils savent bien que leur liberté et leur bien-être dépendent de la conservation de la paix dans le monde et de la réduction des dépenses inutiles de guerre, imposées à l'Iran par les impérialistes anglo-américains, fauteurs de guerre... Les importations massives de produits anglo-américains, la transformation de notre pays en base militaire des impérialistes, sont les véritables causes de la misère grandissante du peuple, du chômage massif et de la fermeture catastrophique des usines et fabriques nationales.

Votre devoir en ce Premier Mai 1950 est d'intensifier votre lutte en faveur de la paix, des libertés démocratiques et de vous grouper de plus en plus autour du Conseil Central des Syndicats Unifiés. Dans cette lutte, vous êtes soutenus par la glorieuse Fédération Syndicale Mondiale, la véritable internationale des travailleurs du monde entier, ainsi que par le mouvement ouvrier international ».

Des milliers d'exemplaires de cet appel, ainsi que d'autres tracts, ont été diffusés dans tout le pays parmi les travailleurs.

La police a procédé à l'arrestation d'une vingtaine de travailleurs à Téhéran et d'une centaine en province pour la diffusion de ces tracts considérés comme « subversifs ».

INDES

Aux Indes, le Premier Mai a été célébré sous le signe de la Paix et de l'Unité des Travailleurs. Dans la semaine qui précéda la journée internationale du Premier Mai, une campagne intensive fut menée en faveur de la Paix. Rien qu'à Bombay, 42.000 signatures pour l'appel de Stockholm furent collectées.

L'All India Trade Union Congress, l'organisation syndicale centrale de la classe ouvrière indienne, a appelé les travailleurs à célébrer le Premier Mai dans l'unité. Le United Trade Union Congress et le Parti des Ouvriers et Paysans de l'Etat de Bombay ont répondu à cet appel, ainsi que plusieurs sections provinciales et locales du Hind Mazdoor Sabha, quoique les dirigeants réactionnaires de cette organisation se soient prononcés contre les manifestations unitaires. Partout les manifestations soulignaient la nécessité de l'unité dans la lutte pour la libération nationale du peuple des Indes. Dans de nombreuses villes les manifestations furent interdites, mais des réunions ont eu lieu partout, notamment à Bombay (10.000 personnes), Calcutta, Allahabad, Patna, Nagpur, Hyderabad, etc. A Madras et à Calcutta, douze ouvriers ont été arrêtés, augmentant encore le nombre de militants ouvriers qui se trouvent déjà en prison, et dont la mise en liberté fut demandée par de nombreuses réunions.

INDONESIE (Djakarta)

Plus de 80.000 personnes se sont rassemblées sur la Place de la Liberté, où un meeting de masse eut lieu. A côté du drapeau rouge et blanc de la République indonésienne et des drapeaux rouges, les manifestants portaient de nombreux drapeaux de la République Populaire Chinoise.

AFRIQUE

ALGERIE

De nombreuses manifestations ont eu lieu à travers tout le pays. 15.000 travailleurs ont défilé à Alger, 10.000 à Oran, 7.000 à Bône, 6.000 à Bel-Abès et 6.000 à Constantine. 2.000 à Philippeville, 1.000 à Bougie, 1.600 à Djidjelli, aux Mines de l'Ouenza et à Duperré. Des centaines à Biskra, Arzew, Saint-Denis-du-Sig, Tenès, Orléansville, Miliana, Cherchell.

L'Appel de Stockholm a été approuvé au cours de tous ces rassemblements, les listes se couvrant de milliers de signatures.

TUNISIE

Toute la Tunisie commémora le Premier Mai par d'importantes manifestations.

A Tunis même, l'U.G.T.T. organisa un meeting à la Place de la Kasbah où prirent la parole : Nouri Boudali, secrétaire adjoint, Farat Hached, président et Mahmoud Khlari. Puis une manifestation parcourut toutes les rues de la Médina et plusieurs artères de la ville européenne. C'est rue de la Grèce, à son siège social, que l'U.S.T.T. tint, sous la présidence de Habib Dellagi, secrétaire de l'Union locale, une importante réunion dans laquelle prirent la parole Hasseni Sadaoui, président et Georges Poropane, secrétaire de l'U.S.T.T.

A Djerba, un millier de personnes répondirent à l'appel de l'Union locale de l'U.G.T.T.

Dans les mines, les travailleurs répondirent nombreux à l'appel de leur Centrale syndicale : 1.200 à Redeyeff, 1.000 à Moularès, 1.000 à Sakiet-Sidi-Youssef, 400 à Touireuf, 400 à Metlaoui, 300 à Djebel Hallouf, etc...

Par tout le pays, les réunions et manifestations se sont multipliées : Pont-du-Fays, Ferryville, Kairouan, Bizerte, Sfax, Sousse, etc..., partout étaient accueillis les mots d'ordre de la F.S.M. et adopté l'Appel de Stockholm.

La manifestation la plus importante est certainement celle qui réunit dans le fief du colonialisme de Souk el Arba, 2.500 travailleurs de l'U.S.T.T. et de l'U.G.T.T. dans un même cortège et dans un même meeting, où prirent la parole les secrétaires des Unions locales des deux grandes centrales ainsi qu'un représentant des étudiants de la Grande Mosquée.

On peut espérer que l'an prochain, l'exemple donné par les travailleurs de Souk el Arba sera suivi dans tout le pays.

MAROC

L'Action Syndicale, organe de l'Union Générale des Syndicats C.G.T. du Maroc, a publié en première page un manifeste pour le Premier Mai et une reproduction de l'Appel de Stockholm. Par ailleurs, en deuxième page, ce journal publie

BIRMANIE

Des meetings gigantesques de travailleurs ont eu lieu à Rangoon et dans les principaux centres industriels de Birmanie.

MALAISIE

A Singapore, toute manifestation et tout meeting étaient interdits.

L'Appel de la F.S.M., mais de nombreux passages de celui-ci ont été censurés, en particulier ceux dans lesquels il est question de « pays capitalistes et coloniaux » ; « gouvernements capitalistes qui provoquent la division » ; « les gouvernements réactionnaires tentent de dresser les travailleurs les uns contre les autres », etc...

Par tout le pays il y eut de nombreuses manifestations. A Casablanca où est installée une grande salle pour la signature de l'Appel de Stockholm, 15.000 manifestants ; à Fez, 500, à Rabat, où une résolution approuve l'Appel de Stockholm, 1.500, à Meknès, plusieurs centaines et un millier de signatures recueillies à Kénitra, à Safi, etc...

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Le Réveil, organe du R.D.A. a publié dans son intégrité le manifeste de la F.S.M.

A Dakar, la salle retenue pour le meeting s'avéra beaucoup trop petite pour contenir les milliers de manifestants réunis à l'appel de l'Union des Syndicats C.G.T. de Dakar et du Syndicat autonome des Cheminots africains de l'A.O.F. Une résolution proclamant la volonté de Paix des travailleurs africains, leur désir de toujours lutter contre toutes sortes de discriminations et leur solidarité avec les démocrates de la Côte d'Ivoire soumis à la plus dure répression fut adoptée avec enthousiasme.

Après le meeting plus de 10.000 travailleurs défilèrent dans la ville derrière le drapeau de la C.G.T.

A Bamako, l'Administration avait interdit le défilé traditionnel. Là aussi, la salle prévue pour le meeting s'avéra trop petite puisque plus de 6.000 travailleurs répondirent à l'appel de l'Union des Syndicats de la C.G.T. et du Syndicat autonome des cheminots. Parmi les divers orateurs figurait Abdoulaye Diallo, vice-président de la F.S.M.

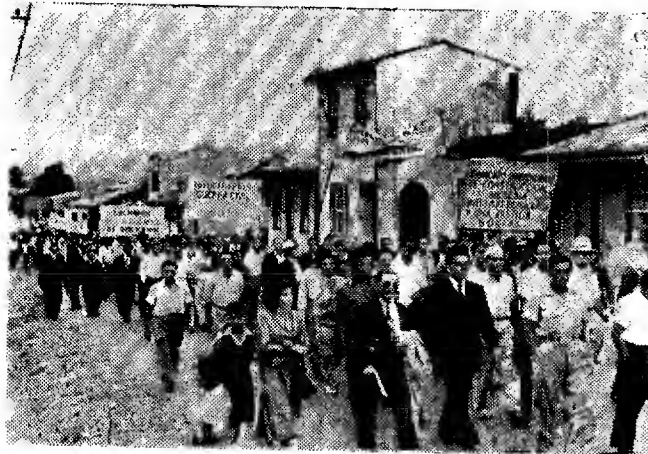
Plusieurs motions furent adoptées par acclamations, en particulier affirmant la volonté de paix des travailleurs soudanais et méritant la révocation de Joliot-Curie.

Quelques tentatives de provocations n'eurent pas de suite.

A Conakry, le défilé comportant plus de 8.500 manifestants eut lieu dans la matinée alors que l'après-midi se tenait un important meeting où les orateurs affirmèrent la volonté des travailleurs de lutter pour la paix, le relèvement de leur salaire et contre la politique qui consiste à poursuivre la guerre au Vietnam et à écraser le peuple de Madagascar.

AFRIQUE DU SUD

A Johannesburg et dans d'autres villes d'Afrique du Sud, la police a tiré sur de pacifiques manifestants ou les a chargés à la baïonnette. De source officielle, on annonce 18 morts et plus de 30 blessés graves, parmi lesquels des femmes et des enfants. A Boksburg, le Conseil municipal a congédié 250 travailleurs africains qui avaient chômé le 1^{er} mai; des amendes ou des retenues sur les salaires ont été effectuées partout.



Les travailleurs de San José de Costa Rica ont manifesté le 1^{er} mai pour la Paix et pour de meilleures conditions d'existence.

AMÉRIQUE

ETATS-UNIS

A New-York, 75.000 personnes ont pris part à une manifestation qui a duré six heures. Les manifestants portaient des banderoles avec des mots d'ordre demandant la paix, l'interdiction de l'arme atomique et de la bombe H et l'ouverture de pourparlers avec l'Union Soviétique pour un règlement pacifique.

Amérique Latine

A l'occasion du Premier Mai, la CTAL a lancé un manifeste adressé à tous les travailleurs et à toutes les organisations syndicales d'Amérique Latine. Le manifeste dénonce les tentatives des Etats-Unis de s'accaparer des marchés des pays d'Amérique Latine et de les transformer en bases militaires pour un prochaine guerre. Il appelle les peuples de ces pays à la lutte pour l'indépendance nationale et pour la Paix, à former leur unité, condition essentielle de la victoire finale.

CUBA

Le gouvernement cubain avait interdit la manifestation organisée par la C.G.T. et donné ordre à la police de disperser les quatre cortèges qui devaient se rendre au Grand Stade de de La Havane. Bien que la police ait procédé à de nombreuses arrestations, plus de 50.000 travailleurs se sont rassemblés au stade, où le secrétaire général de la C.G.T., le camarade Lazaro Peña, exposa les revendications ouvrières en insistant particulièrement sur la lutte pour la Paix. D'importantes manifestations eurent lieu dans d'autres localités de Cuba : Camagüey : 15.000 travailleurs ; à Santiago de Cuba, 5.000 ; à Sagua la Grande, 5.000 ; à Palma Soriano, 3.000 ; à Cardenas, 5.000 ; à Piacetas, 3.000 ; à Pina, 5.000 ; à Santa Clara, 20.000 ; à Moron, 3.000, etc...

PORTO-RICO

Des milliers de travailleurs ont manifesté à l'appel de la C.G.T., dont le secrétaire général, le camarade Juan Saez Corales, prit la parole au meeting de masse qui termina la manifestation. La manifestation se caractérisa par l'enthousiasme des travailleurs qui scandaient les mots d'ordre sui-

vants : « Unité de la classe ouvrière ». — « Indépendance. Paix et Démocratie ». — « A bas la loi Taft-Hartley ». — « A bas l'impérialisme yankee ». — « Du travail pour les chômeurs ». — « Vive la F.S.M. ; vive la C.T.A.L. et vive la lutte des peuples opprimés pour la libération nationale ! »

COSTA RICA

Malgré l'appui que le Gouvernement et l'Eglise donnent à la centrale scissionniste Rerum Novarum, affiliée à l'Internationale de Londres, les travailleurs n'ont pas participé à la manifestation organisée par cette centrale sous le mot d'ordre de l'anticommunisme.

Par contre, plus de 10.000 travailleurs de la capitale et ses environs ont défilé sous le signe de la paix, pour l'interdiction de la bombe atomique, pour les libertés syndicales et démocratiques et pour leurs revendications économiques dans la manifestation organisée par les syndicats indépendants, à San José.

Dans les autres villes, le gouvernement avait interdit toute manifestation

MEXICO

250.000 travailleurs ont manifesté dans les rues de Mexico en cette journée du Premier Mai.

Les travailleurs portaient des banderoles où étaient inscrites leurs revendications économiques et des mots d'ordre de Paix. Le Syndicat mexicain des Electriciens revendiqua l'expropriation de la Compagnie Mexicaine de l'Electricité, succursale de la Bond and Share, contre laquelle le syndicat a annoncé une grève pour le 6 mai. Pour la première fois, les étudiants de l'Institut Polytechnique National ont participé à la manifestation du Premier Mai, exprimant leur solidarité avec la classe ouvrière et leur opposition à la politique gouvernementale dans le domaine de l'Enseignement.

L'Union générale d'ouvriers et paysans du Mexique a organisé d'autres manifestations dans de nombreuses villes du pays. A Torreón, plus de 10.000 ouvriers et paysans ont assisté à un meeting.

BOLIVIE

A La Paz, malgré l'intention du gouvernement d'empêcher toute manifestation du Premier Mai, des milliers d'ouvriers ont manifesté sous le mot d'ordre « A bas l'impérialisme yankee ».

URUGUAY

Les travailleurs de l'Uruguay ont répondu à l'appel de l'Union Générale des Travailleurs de manifester en faveur de son programme et de ses revendications et plus spécialement en faveur de la Paix. Jamais on n'avait assisté à une telle concentration de forces policières qui avait pour but d'intimider et de provoquer les travailleurs. Néanmoins, 45.000 ont assisté aux deux grands meetings au cours desquels les dirigeants syndicaux locaux et d'autres pays de l'Amérique latine ont pris la parole. Le camarade Enrique Pastorino, secrétaire de l'Union Générale des Travailleurs, déclara notamment : « La classe ouvrière jure en cette journée du Premier Mai de ne pas participer à une guerre antisoviétique, et de lutter de toutes ses forces pour la défense de la Paix dans notre pays et dans le monde ».

ARGENTINE

Le gouvernement fasciste de ce pays a dénaturé cette journée du Premier Mai en une fête dont le point culminant fut un « défilé des reines de la beauté ». Les organisateurs de ces « fêtes » ont passé sous silence les revendications des ouvriers, et les manifestations organisées par les syndicats et les organisations démocratiques furent interdites. Néanmoins, le Mouvement pour la Démocratie et l'Indépendance des Syndicats a adressé un manifeste aux travailleurs, les appelant à intensifier la collecte de signatures pour l'interdiction de la bombe atomique et à constituer des comités sur les lieux de travail pour lutter pour l'augmentation générale des salaires, pour le plein emploi, pour l'application du principe de salaire égal à travail égal pour les femmes et les jeunes travailleurs, et pour la solution du problème de la vie chère.



Le 1^{er} mai 1950 a été célébré à Caracas (Venezuela) par une grande manifestation unitaire, à laquelle ont pris part les travailleurs des trois secteurs syndicaux vénézuéliens, pour riposter par leur unité à la violente répression ordonnée par les seigneurs du pétrole.

BRESIL

Au Brésil, le Premier Mai a été l'occasion d'une recrudescence de la répression anti-ouvrière. Le gouvernement avait pratiquement établi l'état de siège. Des manifestations avaient été organisées par des commissions d'entreprise et dans certaines villes, à Rio de Janeiro, par exemple, des commissions centrales avaient été créées pour coordonner le travail des commissions des différentes entreprises. Les bureaux du journal ouvrier *Gazeta Sindical* furent envahis par la police qui procéda à l'arrestation de trois camarades. A Cidado Do Rio Grande, lors de la manifestation, trois ouvriers : Correia, Pinto et Porto et une femme, Angelina Colçavos furent assassinés par la police, tandis que plusieurs autres manifestants, parmi lesquels le conseiller municipal Recchia, furent grièvement blessés.

VENEZUELA

Des milliers de travailleurs, appartenant à 62 organisations syndicales de la capitale, ont défilé dans l'unité dans les rues de Caracas. Les manifestants portaient des drapeaux rouges

syndicaux et des banderoles où étaient inscrits ces mots d'ordre : « Lutte pour la paix, contre l'impérialisme et les fauteurs d'une nouvelle guerre ». — « Nous réclamons les libertés syndicales. » — « Nous voulons le droit de grève ». — « Nous nous solidarisons avec les ouvriers pétroliers ». Au meeting de masse, qui termina la manifestation, les camarades Rodolfo Quintero, de la Fédération des Travailleurs du District et Estado Miranda, Laureano Torrealba et Virgilio Fernandez, du Comité Syndical Unitaire, ont pris la parole. Au Venezuela, la journée du Premier Mai fut une imposante journée d'unité ouvrière.

CHILI

Les travailleurs chiliens ont commémoré le Premier Mai à l'appel de la C.G.T. en manifestant contre les lois anti-ouvrières, pour le pain et la liberté de tous les Chiliens, pour l'interdiction de la bombe atomique et pour la mise en liberté du camarade Bernarde Araya, secrétaire général de la C.G.T. Dans son discours, le camarade Domiciiano Soto, secrétaire général par interim, dénonça vigoureusement la politique gouvernementale et appela tous les travailleurs à former des comités de défense de la Paix sur les lieux de travail.

Le Mouvement Japonais pour la Paix

Au Japon, comme dans de nombreux autres pays, le Congrès Mondial des Partisans de la Paix fut suivi d'un Congrès National des Partisans de la Paix qui eut lieu les 25 et 26 avril 1949.

Ce congrès a marqué le début du mouvement de masse en faveur de la paix au Japon, le seul pays sur lequel des bombes atomiques aient été lancées et un pays dont la position vulnérable aux confins de l'Asie justifie pleinement son désir de paix. Le Congrès a été convoqué par la Ligue de Défense de la Démocratie et appuyé par 101 organisations, dont les syndicats, les associations de la jeunesse, culturelles et féminines, le Parti Communiste du Japon et le Parti Ouvrier-Paysan. Il était appuyé également par 400 personnalités appartenant notamment à des milieux artistiques, aux Eglises et à différentes organisations démocratiques.

Le principal résultat du Congrès est la constitution de la Société Japonaise pour la Paix — le Comité Local du Congrès Mondial des Partisans de la Paix — et la définition d'un programme de paix. Ce dernier n'a pas été réalisé avec succès, parce que quelques secteurs de la classe ouvrière japonaise n'ont pas encore très nettement compris l'importance de l'action en faveur de la paix.

La Société de la Paix a publié un livre, intitulé « La Lutte pour la Paix », contenant le compte rendu des Congrès de la Paix de Paris, de Prague et de Tokio. Le livre fut tiré à 13.000 exemplaires, 23.000 tracts et affiches furent distribués.

L'émulation parmi les organisations affiliées a eu davantage de succès, surtout dans les syndicats, qui ont invité les orateurs de la Société de la Paix à entretenir les membres de la nécessité du travail en faveur de la paix.

Une excellente idée, qui n'a pas été mise en pratique faute de fonds, est celle d'imprimer de petites affiches

sous le vocable « Famille éprise de Paix », destinées à être apposées sur les murs des personnes soutenant le mouvement en faveur de la paix.

Du 1^{er} au 15 août, la Société de la Paix a organisé une « Période de Paix » dans les principales villes japonaises. De nombreux meetings en faveur de la paix ont eu lieu à Tokio, Osaka, Kioto et différents autres centres industriels. A Tokio les syndicats et les organisations de la jeunesse et des femmes ont fait de la propagande dans les rues.

Le 2 octobre 1949, Journée Internationale de Lutte pour la Paix, des meetings, qui ont connu un véritable succès, ont eu lieu à Tokio et dans d'autres villes. Le Congrès antifasciste de Tokio, auquel ont assisté plus de 10.000 syndicalistes, adolescents et femmes, a lié la lutte économique et politique à la question de la paix, et fut ainsi mieux compris par la classe ouvrière dans son ensemble. Ses mots d'ordre furent :

« Opposition aux licenciements et aux réductions des salaires »,

« Respect de la Déclaration de Potsdam »,

« Conclusion immédiate d'un traité général de paix ».

D'autres mots d'ordre, en dehors de la conclusion immédiate d'un traité général de paix, appelaient à l'opposition à tout Pacte Pacifique et à l'interdiction des armes atomiques.

Les succès du 2 octobre ont encouragé la Société de la Paix à déployer de plus grands efforts ; en novembre dernier, lorsque de fortes tendances en faveur d'une paix séparée (avec l'Amérique et la Grande-Bretagne) furent avancées par les parties intéressées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, la Société de la Paix décida de faire de l'indépendance nationale et du traité général de paix les deux points essentiels à son programme. La

propagande fut intensifiée et le 20 décembre à peu près 3.000 personnes assistaient au « Congrès en faveur d'une Paix générale ». Le Parti Communiste a tenu également de nombreuses réunions à ce sujet.

Il convient de signaler qu'un certain nombre de journaux capitalistes ont publié l'opinion de leurs lecteurs sur le problème de la paix en novembre et décembre derniers.

La Société de la Paix avec ses différentes sections n'est pas la seule organisation qui défend la paix et il faut mentionner aussi les activités des « Groupes d'Etudes pacifiques ». En janvier 1949, 54 savants, dont des personnalités aussi connues que Yusunari Abe et Yoshio Nishina, ont publié une déclaration commune sur la Paix et la Guerre. Le résultat a été que des « Groupes d'Etudes pacifiques » ont été constitués à Tokio et à Kioto, des conférenciers de ces groupes ont été envoyés aux écoles d'été de l'Union japonaise des Instituteurs, ouvertes à Tokio, Aomori et sept autres centres.

Le 25 janvier 1950, le Comité Exécutif de la Confédération Japonaise des Syndicats a adopté des mots d'ordre contre l'établissement de bases militaires et pour une paix générale appuyée par le développement des industries de paix.

Les étudiants se montrent également actifs dans la lutte pour la paix ; la Ligue Nationale des Etudiants, avec un effectif de 250.000 membres, a tenu un rassemblement à Tokio, le 28 octobre 1949 (Journée Internationale des Etudiants antifascistes) sous le mot d'ordre de « La Culture au service de la Paix et de la Liberté ». Le 20 janvier 1950, le Comité Exécutif Central envoya une directive à toutes les sections pour « associer toutes les luttes à celle pour une paix universelle ».

De même, le mouvement des femmes japonaises a joué

son rôle dans cette lutte si importante. Leurs meetings pour la célébration de la Troisième Journée internationale des Femmes, organisée en collaboration avec les syndicats, soulignèrent l'importance d'une paix durable. Environ 150.000 personnes ont assisté à leur meeting à Tokio. Des organisations de femmes ont envoyé des messages d'adhésion au Congrès Mondial de la Paix à Paris ; un Congrès Féminin de la Paix a eu lieu à Tokio, le 14 août 1949.

Le même mois, la jeunesse japonaise a tenu son congrès inaugural du Front Uni Patriotique de la Jeunesse et discuté du rôle incombant à la jeunesse dans le mouvement pour la paix. Le 30 janvier 1950 eut lieu une « Conférence de la Jeunesse au sujet du problème de la paix », organisée conjointement par l'Union Japonaise de la Jeunesse, le Département de la Jeunesse de la C.G.T. japonaise et la Ligue Nationale de la Jeunesse.

Les tendances originelles du mouvement japonais pour la paix à devenir un organisme plutôt culturel que populaire, sont surmontées maintenant, parce que l'indépendance nationale, la lutte pour une paix générale soutenue par tous les partis et la situation économique des travailleurs ont été judicieusement liées à la demande générale de paix. Le mouvement pour la paix grandira certainement car les travailleurs vont se développer les plans américains visant à se servir du Japon comme d'un maillon dans la chaîne de bases entourant l'U.R.S.S. et la Chine, s'étendant de l'Alaska à la Péninsule de la Malaisie en passant par les Aléoutiennes, Okinawa et par Taiwan, les Philippines et l'Indonésie. Le peuple japonais ne veut aucune guerre, et certainement pas une guerre avec ses deux puissants voisins, l'U.R.S.S. et la Chine, auxquels il se sent beaucoup plus lié qu'aux Etats-Unis, déjà pour des raisons géographiques, sans compter d'autres facteurs.

Leçons des grèves des Dockers d'Anvers et de Londres

par André FRESSINET,

Secrétaire général de l'Union Internationale des Syndicats des Marins et Dockers.

Le 23 avril 1950, les dockers d'Anvers refusaient unanimement l'embauche pour protester contre le licenciement de plusieurs centaines d'entre eux.

Pendant une semaine ils luttèrent avec courage, contre l'occupation militaire du port, contre les brutalités policières et les illégalités gouvernementales. Le Comité d'Action des Dockers qui avait pris la direction du mouvement fut arrêté en entier, y compris le député communiste docker Van den Branden, pourtant couvert par son immunité parlementaire.

Le lendemain, le 25 avril, le Comité était reconstitué sur une base plus large et il comprenait des chrétiens, des socialistes et des communistes.

Avec un cynisme révoltant, les dirigeants de l'Union Belge des Ouvriers du Transport (U.B.O.T.) et du Syndicat Chrétien réalisèrent dès le premier jour un front unique avec le patronat du port et le gouvernement belge pour tenter de bri-

ser la grève. Un certain nombre de dockers, chômeurs depuis des mois, se laissèrent prendre aux promesses démagogiques de ces serviteurs de la réaction. Mais cela ne fut point suffisant, puisqu'il a fallu que le Comité National du Port d'Anvers, composé des représentants des patrons, de l'U.B.O.T. et des Chrétiens, menace les dockers de leur retirer leur carte de travail, pour que ceux-ci décident de reprendre le travail tout en continuant la lutte sous d'autres formes pour leurs revendications.

Depuis des mois déjà le Comité d'action alertait les dockers de ce port de la menace de licenciement qui planait sur eux. Celle-ci se précisait au fur et à mesure, que s'affirmait la volonté des dockers d'Anvers de se joindre aux dockers des ports d'Afrique du Nord, de France, d'Italie, etc., de ne pas manipuler le matériel américain destiné à la préparation de la guerre contre l'Union Soviétique, les Démocraties Populaires et les mouvements de libération nationale des peuples coloniaux.

Les patrons du port d'Anvers et le gouvernement belge pensaient qu'en licenciant des centaines de dockers ils pourraient constituer une armée de chômeurs à l'aide desquels ils pourraient manœuvrer contre les autres qui veulent se battre pour leurs revendications et pour défendre la Paix.

Le fait qu'ils aient choisi pour ces licenciements, le moment où des armes devaient arriver dans le port d'Anvers, est une indication probante que cette opération se situait dans le cadre de la politique de préparation à la guerre d'agression, à laquelle sont associées les trois ennemis de la classe ouvrière, — et des dockers d'Anvers en particulier — à savoir : les patrons du port, le gouvernement belge et les dirigeants de l'U.B.O.T. et de l'Internationale « Jaune ». Néanmoins la lutte des dockers a porté ses fruits parce que le navire américain attendu à Anvers pour y décharger des armes a été obligé de se rendre à Zeebrugge qui n'a ni le personnel ni l'outillage nécessaire pour effectuer des déchargements de ce genre.

Pendant la même période les dockers de Londres, se mettaient, eux aussi, en grève, pour obtenir la réintégration dans le syndicat des dockers de trois de leurs militants, qui ont été exclus de l'organisation par Deakin pour leur opposition à sa politique et surtout pour l'appui qu'ils apportaient en juillet 1949 aux marins canadiens au cours de leur grève de six mois en 1949.

En décidant l'exclusion de ces trois militants du Syndicat des Dockers de Londres, Deakin et ses complices voudraient briser toute opposition à leur politique personnelle dans la Fédération anglaise des Transports, afin de réaliser plus facilement la politique de misère et de préparation à la guerre du gouvernement travailliste inféodé à celui de Washington, et en finir avec la solidarité ouvrière internationale dont le développement inquiète la réaction internationale.

Comme les dockers d'Anvers, ceux de Londres eurent à subir pendant une semaine les pressions les plus diverses de la part du patronnat et du gouvernement. Ce dernier dû, après avoir vainement tenté d'utiliser la troupe pour briser la grève, menacer les dockers de pratiquer l'embauche libre, pour faire fléchir leur résistance.

Ces deux grèves d'un caractère si différent, avaient cependant un point commun, c'est que les dockers de ces deux ports avaient en face d'eux les mêmes ennemis, leurs patrons, les gouvernements de leurs pays et les dirigeants de leurs syndicats qui sont aussi les dirigeants de l'Internationale Jaune.

A Anvers, les dirigeants de l'U.B.O.T. et du Syndicat

Chrétien volent au secours des patrons en difficultés, et à Londres, ce sont les patrons et le gouvernement anglais qui soutiennent Deakin et ses comparses contre la colère des dockers.

Rien ne peut mieux illustrer que par ces faits la collusion et la solidarité active qui existent entre ces protagonistes de la politique de misère et de préparation de la guerre d'agression.

Il est certain que dans une telle situation, la lutte des marins et dockers pour leurs revendications et la défense de la paix, pour être efficace, ne doit pas seulement avoir un caractère étroitement corporatif, mais doit être considérée comme faisant partie intégrante de la lutte générale de la classe ouvrière et des masses populaires pour la défense de leurs droits vitaux et démocratiques et pour la défense de la paix.

Si les luttes des dockers de France et d'Italie pour leur revendication, et la défense de la paix ont eu de profonds échos dans les larges masses populaires, et si la solidarité morale et matérielle de ces derniers a été effective, c'est parce que les Comités de Défense de la Paix ont joué le rôle qui leur revient dans de telles situations pour entraîner les populations aux côtés des dockers.

A Anvers, il ne semble pas que les dockers aient eu, en dehors de la solidarité active des dockers de Hollande, l'appui qu'ils étaient en droit d'attendre et qu'il était indispensable de leur donner, aussi bien de la part des autres travailleurs du port, les brutalités policières et les illégalités gouvernementales, pour la mobiliser autour de la lutte des dockers. C'est cet appui moral et matériel, indispensable dans les luttes d'aujourd'hui, qui a fait défaut à Anvers.

Les Comités de Défense de la Paix d'Anvers n'ont pas su, comme en France et en Italie dans des cas similaires, utiliser l'indignation de la population contre l'occupation militaire du port, les brutalités policières et les illégalités gouvernementales, pour la mobiliser autour de la lutte des dockers. C'est cet appui moral et matériel, indispensable dans les luttes d'aujourd'hui, qui a fait défaut à Anvers.

Dans la grève des dockers de Londres, il semble que les mêmes faiblesses ont existé.

Ces faiblesses démontrent, ou bien que les Comités de Défense de la Paix existent et n'assimilent pas leur rôle dans le soutien à apporter aux luttes ouvrières, ou alors, que les syndicats de marins et de dockers ont à leur égard une attitude de sous-estimation de leur rôle. Dans l'un ou l'autre cas, ce ne serait ni conforme aux intérêts généraux des peuples qui luttent et aspirent à la Paix et la Liberté, ni conforme aux intérêts particuliers des marins et dockers.

Le Projet de Loi fasciste en Australie s'intègre dans les préparatifs de guerre

par E. THORNTON,

Secrétaire National de la Fédération
des Métallurgistes d'Australie

Les nouveaux projets de lois, présentés au Parlement australien par le Premier Ministre conservateur, Mr. Menzies, sont non seulement les lois les plus répressives qui aient été élaborées depuis Hitler, mais semblent également devoir servir d'exemple dont s'inspireront d'autres pays.

Déjà, ces dernières semaines, l'Union Sud-Africaine s'est

engagée dans la même voie et il a été annoncé qu'une action similaire pouvait être entreprise au Canada. Nous pouvons nous attendre, avant longtemps, à voir la même chose se passer en Nouvelle-Zélande et il n'est pas douteux que les réactionnaires américains et britanniques suivront l'« expérience » australienne avec beaucoup d'intérêt.

Le projet de loi soumis par les amis de Menzies prévoit la mise hors la loi du Parti Communiste et la confiscation de ses biens et de ses fonds. Toute personne « s'adonnant à des activités communistes » serait passible de cinq ans de prison. Cependant, ce n'est pas tout. Le Gouverneur Général (autrement dit le gouvernement, car le Gouverneur Général n'est qu'un personnage représentatif), peut déclarer toute organisation comme communiste et, par conséquent, illégale. Toute personne qui « **de l'avis du gouvernement** » participe aux activités d'une telle organisation « illégale » peut encourir une peine de 5 ans d'emprisonnement.

Par ailleurs, le projet de loi prévoit que le Gouverneur Général peut déclarer que n'importe quelle personne se livre à des activités préjudiciables à la « défense nationale » ou au maintien de l'ordre dans le pays, ce qui entraîne immédiatement l'impossibilité de travailler pour le gouvernement.

Il peut se trouver des âmes naïves qui nous diront que le gouvernement doit prouver ses accusations contre des organisations ou des tiers et que ceux-ci auront la possibilité d'en appeler aux tribunaux.

Mais ce projet de loi « démocratique » n'oblige pas le gouvernement à prouver quoi que ce soit. Au contraire, il spécifie nommément qu'il **suffit que le Gouverneur Général estime** que des personnes ou des organisations tombent sous le coup de ces dispositions, et qu'il le « déclare ». Il **n'est pas nécessaire d'apporter la moindre preuve**. C'est au contraire à la personne ou à l'organisation à prouver devant la Haute Cour que, comme individu, elle ne représente pas un danger pour le pays ou bien que, comme organisation, elle n'est pas une organisation communiste.

La procédure devant la Haute Cour est extrêmement onéreuse et dépasse certainement les moyens de n'importe quel travailleur, mais même si quelqu'un faisait appel devant la Haute Cour, il n'aurait aucune chance de gagner pour les raisons suivantes :

Un raid policier a été effectué contre le siège du Parti Communiste en juillet 1949 et bien que le Parti ait déclaré que rien n'avait été pris qui eût la moindre valeur, la nouvelle loi stipule que si le nom, les **initiales** ou d'autres moyens d'identification se trouvent sur l'un des documents pris pendant ce raid, cela suffira à prouver que la personne en question était membre du Parti Communiste.

Une autre clause prévoit que si une personne a assisté à une réunion quelconque du Parti ou milité en faveur de l'un de ses objectifs depuis mai 1948, ce fait constituera également une preuve suffisante.

Nous tenons à rappeler encore une fois à nos lecteurs que, en premier lieu, le gouvernement n'est pas tenu à prouver quoi que ce soit et la question d'une preuve ne se pose qu'au cas où le prévenu en appelle à la Haute Cour pour déclarer qu'il n'est pas communiste.

Telle est l'interprétation australienne de la « démocratie britannique ».

Les syndicats sont visés par cette loi par une disposition stipulant que tout syndicat peut être déclaré par le gouvernement être d'une importance vitale pour la « défense nationale » et dans ce cas aucun communiste ne peut en être élu responsable ou dirigeant. Etant donné que tous les syndicats les plus importants ont des permanents communistes, on peut facilement juger de la portée de cette disposition.

La raison de cette attaque contre les travailleurs et les progressistes australiens est simple. **L'Australie a été choisie par les fauteurs de guerre comme une base de guerre idéale contre l'Union Soviétique et les peuples d'Asie.** Le gouvernement australien a fait clairement comprendre qu'il appuyait cette idée avec enthousiasme. Par conséquent, il devient nécessaire d'éliminer impitoyablement toute personne ou organisation qui peut critiquer ou s'opposer à une nouvelle guerre dans le Pacifique, guerre menée par les possédés du dollar contre les peuples d'Asie et du Pacifique.

Le Parti Travailleiste australien, qui a été battu aux élections de l'année dernière, détient néanmoins la majorité à la Chambre Haute du Parlement, le Sénat, et pourrait faire échouer tout projet de loi adopté par la Chambre Basse, la Chambre des Représentants. Les membres du gouvernement ont déclaré sans ambages qu'après avoir réglé la question du Parti Communiste, ce serait le tour du Parti Travailleiste. Malgré cela, le Parti Travailleiste a décidé non seulement de soutenir ce projet de loi, mais de soumettre également un amendement pour interdire aux communistes l'accès à l'église et à l'université. Par conséquent, à moins que la pression à la base soit suffisamment forte pour obliger le Parti Travailleiste à modifier son attitude, nous pouvons dire avec une certitude presque absolue que le projet de loi sera adopté par le Parlement.

Toutefois, les travailleurs ne sont pas mis en désarroi par les menaces de Menzies et de ses hommes de main pro-fascistes. Tout le mouvement syndical s'est déclaré contre le projet de loi et, récemment, les deux tiers des mineurs australiens ont fait une grève de protestation de 24 heures. Sept mille dockers de Sidney ont également cessé le travail et tenu un meeting pour dénoncer la nouvelle loi ; au moment où nous écrivons cet article, d'autres secteurs de travailleurs passent à l'action.

Un grand nombre de travailleurs comprennent clairement que si ce projet prenait force de loi, tous vestiges de liberté politique et syndicale disparaîtraient et que ce ne sont pas seulement les communistes qui seraient visés, mais que personne ne serait à l'abri.

Les enseignements de la naissance du fascisme italien et du nazisme n'ont pas été perdus pour les travailleurs et on peut s'attendre à voir en Australie, dans les semaines et les mois à venir, de grandes batailles de classe.

L'Appel de Murray pour « l'Unité Syndicale »

Le mouvement ouvrier américain est divisé de quatre manières : il y a d'abord les deux principales Fédérations ouvrières, l'American Federation of Labour — A.F.L. — (Fédération Américaine du Travail) et le Congress of Industrial Organizations — C.I.O. — (Congrès des Organisations Industrielles), qui se sont divisées vers 1935 sur le problème des méthodes à utiliser et de la base à choisir pour l'organisation des travailleurs dans les industries de production massive; il y a ensuite les Fédérations indépendantes, telles que la United Mine Workers (Mineurs Unis), l'International Association of Machinists (Association Internationale des Mécaniciens) et les « Associations Fraternelles » (Brotherhoods) des chemins de fer et quelques autres; et enfin, il y a les Fédérations progressistes qui ont été exclues ou sont en voie d'exclusion du C.I.O. en conséquence de la campagne que mènent ses dirigeants pour écraser toute opposition à leur politique de guerre froide.

La désunion existante a incontestablement affaibli la lutte de la classe ouvrière contre l'exploitation croissante, contre la législation antiouvrière, contre l'abaissement général du standard de vie. Elle a en particulier affaibli le monde du travail sur le front politique. Les masses des travailleurs américains sont parfaitement conscients des dangers de la désunion et elles ont fourni, sur le plan local, de nombreux exemples d'unité et de solidarité autour d'un programme d'action commune. Ce sens de solidarité et le désir d'unité se sont clairement exprimés pendant la grève des mineurs l'hiver dernier, au moyen de l'aide apportée par les travailleurs de base de toutes catégories, qui comprenaient clairement que c'était pour tous les travailleurs que les mineurs luttèrent contre la malfaisante loi Taft-Hartley.

Reconnaissant cette volonté de solidarité ouvrière qui émanait de la base, et à la suite de la victoire des mineurs, Philip Murray, président du C.I.O., a adressé une proposition d'unité d'action et, éventuellement, d'unité organique, à William Green, président de l'A.F.L., et aux présidents des fédérations indépendantes. Il va de soi que cette invitation ne s'étendait pas aux fédérations progressistes exclues.

Murray a énuméré plusieurs problèmes se trouvant à la base de sa demande d'unité : la non-abrogation de la loi antiouvrière Taft-Hartley, la non-application d'un programme réel de droits civiques, la non-application d'un programme satisfaisant de santé publique et de logement, la non-extension de la loi sur la sécurité sociale, l'élimination du contrôle des loyers et la menace croissante du chômage.

Ce sont là des problèmes très réels, ce sont des problèmes cruciaux qui appellent désespérément une action ouvrière unie. Ce sont là les besoins de la masse des travailleurs américains. Quelles conclusions peut-on en

tirer lorsque Murray et ses co-partisans de la guerre froide reprennent à leur compte ces revendications légitimes de la classe ouvrière et cherchent à s'en servir pour leurs propres fins ? Les récentes activités et déclarations de Murray, alors qu'il tentait de diviser le mouvement syndical mondial, qu'il divisait le C.I.O., qu'il appuyait la guerre froide et le programme d'armement de Truman et de Wall Street, méritent une étude serrée de ses motifs réels.

1. Murray *ne demande pas* une unité véritable à la base. Son unité, c'est l'unité des *leaders* du mouvement ouvrier ou plutôt de ceux qui trompent le mouvement ouvrier. Cela signifie que cette unité sera une feinte — ce ne sera que le renforcement et la continuation de l'appui des « hommes d'Etat syndicaux », les Murray, les Green, les Carey, les Reuther et leurs semblables, à la guerre froide, au Plan Marshall discrédité, au Pacte Atlantique et contre la paix mondiale — aux programmes, précisément, qui rendent impossible tout allègement réel du chômage, l'extension de la sécurité sociale, l'amélioration de la santé publique, l'abrogation de la loi Taft-Hartley, etc...

Profitant de ce que les travailleurs de la base se prononcent pour une action ouvrière unie, Murray essaie de subvertir leurs réclamations et leurs mots d'ordre en créant ce qui sera en fait l'unité des *dirigeants* contre les *travailleurs*. En se faisant l'interprète cynique et démagogue des véritables revendications ouvrières, Murray et compagnie essaient d'amener les ouvriers américains à appuyer un programme de guerre qui aura pour effet d'annuler et de trahir ces revendications. Quels sont les intérêts des travailleurs des Etats-Unis ? La paix, le travail, la sécurité sociale et l'élévation du niveau de vie. Ces objectifs ne seront jamais réalisés si les ouvriers se laissent aveuglément entraîner à un programme de guerre : à une alliance avec le Département d'Etat et les capitalistes des monopoles américains, pour diviser le mouvement ouvrier mondial. Ce n'est qu'avec l'unité à la base qu'on peut s'attendre à ce que des actions communes s'inspirent des véritables intérêts des travailleurs. L'appel de Murray en faveur de l'« unité » n'a rien de commun avec l'unité d'action des travailleurs. La véritable unité des travailleurs ne peut être réalisée que dans la lutte contre leurs faux dirigeants.

Malgré les Murray, les Carey, les Green et autres apôtres de la « guerre froide », les défenseurs de la Paix aux Etats-Unis ont déployé une très grande activité à l'occasion du 1^{er} mai 1950. La photo ci-contre montre quelques-unes des nombreuses publications, affiches, tracts, insignes, qui ont circulé parmi la population travailleuse à cette occasion, ainsi que les listes de « Pétitions pour la Paix » reproduisant l'Appel de Stockholm.

2. L'appel pour l'« unité » de Murray est une arme pour écraser et détruire les Fédérations progressistes. Ces Fédérations — exclues ou en voie d'exclusion du C.I.O. — sont précisément celles-là mêmes qui, pendant des années, ont lutté avec le plus de conséquence pour l'unité ouvrière, l'unité des travailleurs de la base et des syndicats locaux autour d'un programme de revendications ouvrières, l'unité des travailleurs blancs et noirs, une unité qui ne tienne pas compte des opinions politiques ou religieuses. Les actes de Murray démentent ses paroles. Au moment même où il lance un appel pour une unité plus grande, le C.I.O. s'est délibérément livré à des actions qui divisent et affaiblissent les rangs des travailleurs. L'aile progressiste du C.I.O. comprend onze Fédérations qui comptent près d'un million d'adhérents. Ce sont des Fédérations qui ont toujours activement mobilisé leurs membres en faveur d'une unité authentique et d'une solidarité militante.

Actuellement, la position du C.I.O. vis-à-vis de ces Fédérations est la suivante : il les exclut, sème la division, cherche à accaparer leurs effectifs et brise leurs grèves. Il a dépensé plus de 3 millions de dollars en cherchant à s'approprier les effectifs de la seule Fédération des Travailleurs Unis de l'Electricité, de la Radio et de la Mécanique. Les « Travailleurs Unis de l'Acier » (Fédération de Murray) se livrent à des « raids » de ce genre contre la Fédération des Mineurs, Lamineurs et Fondeurs. Le C.I.O. a créé de nouvelles organisations pour s'approprier les affiliés des « Travailleurs Unis des Services Publics » et des « Travailleurs Unis de Bureau et des Professions Libérales ». De tels « raids » ont été effectués contre les « Travailleurs de l'Alimentation, des Tabacs et de l'Agriculture ». Des jaunes ont été recrutés pour briser des grèves de la Fédération des Dockers et Magasiniers. Les leaders du C.I.O. ont accepté que des mouchards portent de faux témoignages contre le président de la Fédération des Dockers, Harry Bridges. Quelle sorte d'unité est-ce là ?

Le genre d'unité que recherche Murray, l'unité des faux dirigeants ouvriers réactionnaires et fauteurs de guerre, mènerait à une intensification de la campagne contre toutes les Fédérations progressistes, les dirigeants syndicaux progressistes et les travailleurs progressistes — pour les obliger soit à se soumettre, soit à disparaître.

3. Les dirigeants du C.I.O. et de l'A.F.L. ne sont pas vraiment intéressés aux problèmes énumérés par Murray dans sa proposition d'unité. Celui-ci se sert de ces problèmes parce qu'il comprend que c'est ce que désirent entendre les travailleurs à la base, parce qu'il se rend compte des demandes fondamentales d'unité qui se forment autour de questions d'une importance vitale pour tout ouvrier américain. Quelle pression Murray et les « hommes d'Etat syndicaux » ont-ils essayé de faire peser sur le gouvernement de Truman en vue de résoudre le problème du chômage ou d'abroger la loi Taft-Hartley ?

Se refusant à accepter les statistiques réalistes de chômeurs établies par les économistes des « Travailleurs Unis de l'Electricité » (exclus) Green et Murray ne se sont préoccupés de ce problème, dont la gravité allait croissant, que bien après qu'il ait été discuté par les Fédérations progressistes exclues et que celles-ci aient posé des revendications. Bien que les deux principales organisations ouvrières condamnent à voix haute la loi Taft-Hartley, elles continuent à soutenir le Congrès qui l'a adoptée et qui a refusé de l'abroger. Les leaders ouvriers ont été accusés d'avoir conclu un marché à Washington pour empêcher que tout projet de loi condamnant cette législation soit présenté à la présente session du Congrès. Adam Clayton Powell, représentant de la ville de New-York au Congrès, a déclaré : « Ils n'utilisent même plus le mot d'ordre « Abrogez la loi Taft-Hartley ». Ils ne veulent voir aucune proposition d'annulation de cette loi présentée à cette session ».

Powell, qui est l'auteur du projet de loi sur les « Pratiques Equitables d'Emploi », qui enjoint aux employeurs de ne pas appliquer de discrimination raciale dans l'emploi, a également déclaré que les dirigeants du C.I.O. avaient accepté un compromis et s'étaient abstenus de combattre pour que ce projet conserve son véritable sens; il en est résulté le rejet, en fait, de toute législation de cette nature. « Je crois que le C.I.O. » a dit Powell, « a définitivement affaibli la lutte, dans son ensemble, du mouvement ouvrier, par ses tactiques d'apaisement relativement à la loi sur les « Pratiques Equitables » et à l'abrogation de la loi Taft-Hartley. Ils ont maintenant ce qu'ils méritent. On ne peut pas transiger comme ils le font sans perdre sur toute la ligne ».

Certains dirigeants des Fédérations maritimes du C.I.O. — en particulier Joe Curran, vice-président du C.I.O. — ont refusé de combattre pour de bon pour le maintien de l'embauche sous contrôle syndical, de crainte qu'une action efficace ne gêne le Plan Marshall et les envois de munitions au titre du Pacte Atlantique à l'Europe. De nombreuses fédérations du C.I.O. n'ont pas vraiment revendiqué des augmentations de salaires auprès des employeurs et ont accepté des contrats ne comprenant que des avantages secondaires.

4. La proposition d'unité de Murray constitue une menace pour la paix mondiale. C'est une tentative pour renforcer le rôle des travailleurs en faveur du Pacte Atlantique. Murray et ses cohortes, aussi bien dans le C.I.O. que dans l'A.F.L., se sont alliés avec les fauteurs de guerre et soutiennent activement la guerre froide, au point même d'essayer de détruire l'unité syndicale dans le monde entier à l'aide d'une armée de scissionnistes qui touchent des fonds énormes en Amérique Latine, en Europe et en Asie, des trésoreries de l'A.F.L. et du C.I.O.

Bien que Murray parle cyniquement des véritables revendications ouvrières, il est significatif qu'il ne parle pas de la paix, car la paix est, aujourd'hui, la revendication la plus essentielle et c'est une question que Murray lui-même pourrait difficilement s'approprier, subvertir et tourner en sens contraire. Aussi bien en ce qui concerne les adeptes de Murray que ceux de Truman, moins on parle de la paix et mieux cela vaut pour eux. Le mot lui-même est devenu subversif. Y a-t-il une question plus vitale pour les intérêts et les besoins des travailleurs et des syndicalistes américains que l'assurance de la paix mondiale et la fin de la guerre froide et du programme d'armement ? Chacun des importants problèmes évoqués par Murray dépend, pour sa bonne réalisation, du maintien de la paix et de la fin de la guerre froide. Murray est contre la paix; en conséquence, il est également contre les autres revendications.

Il est significatif que la première expression d'unité entre les principaux dirigeants de l'A.F.L. et du C.I.O. se soit manifestée à Londres lors de la formation de l'Internationale Jaune en tant que Section syndicale de la politique du Département d'Etat dans la guerre froide. Cette collaboration de la guerre froide et d'une soi-disant « unité ouvrière » contre la classe ouvrière mondiale va être reprise maintenant aux Etats-Unis contre la classe ouvrière américaine.

Une unité réelle de tous les travailleurs américains est souhaitable et nécessaire, mais ce doit être l'unité à la base autour d'un programme commun. Les syndicalistes progressistes préconisent l'unité d'action à la base, dans les syndicats locaux, dans les ateliers et dans les villes. Ce n'est qu'ainsi que seront créées les conditions nécessaires pour démasquer les manœuvres de Murray et réaliser l'unité véritable. Comme l'écrit l'éditorial de *Career*, l'organe des « Travailleurs

de Bureau et des Professions Libérales Unis » (exclus) : « Que pourrions-nous désirer de mieux, sinon que tous les syndicats et dirigeants ouvriers se consacrent au développement d'une large et authentique unité de tous les travailleurs contre la réaction et les attaques du patronat ? Nous sommes certains que, quelle que soit l'action des dirigeants, une telle unité sera et qu'elle est en train de se réaliser actuellement parmi les travailleurs de base de tous les syndicats, parce que les travailleurs veulent riposter et qu'ils ont besoin de leur aide mutuelle. »

Le Comité Exécutif de la Fédération Syndicale Mondiale réuni à Budapest en mai 1950, a reconnu la nécessité de lutter pour la création et le maintien d'une véritable unité ouvrière « en organisant l'action de larges masses syndicales, pour mener une lutte vigoureuse et conséquente contre les exclusions collectives ou individuelles de syndicats et de militants progressistes... par les leaders réactionnaires des syndicats. »

La résolution sur l'unité syndicale souligne la nécessité de démasquer « devant les masses ouvrières... l'activité scissionniste des dirigeants de l'Internationale Jaune » et la nécessité d'une lutte vigoureuse et constante pour « exiger le respect des droits démocratiques des minorités syndicales, le droit de critiquer la politique de la majorité réactionnaire et la liberté de défendre son propre programme. »

Pour réaliser une véritable unité et solidarité ouvrières à la base, la résolution de la F.S.M. indique qu'il faut organiser l'unité d'action des travailleurs dans les entreprises, parmi les masses ouvrières, sur le plan local et national, pour la défense des intérêts vitaux des travailleurs, l'augmentation des salaires réels, la défense de la sécurité sociale, l'amélioration des conditions de travail, le respect des droits syndicaux et le développement de la lutte, d'importance capitale, pour la paix.

John WOLFARD.

La Conférence Syndicale des Pays de l'Amérique du Sud

(Montevideo, 27 Mars - 1^{er} Avril 1950)

Les Travailleurs de l'Amérique Latine renforcent leur unité autour de la C.T.A.L. et de la F.S.M.

par Roberto MORENA

Secrétaire Général de la Confédération
des Travailleurs du Brésil
et Secrétaire de la C.T.A.L.

1. Nombre de délégués et leur représentation par pays et par industrie.

La Conférence Syndicale du Sud, convoquée par la Confédération des Travailleurs de l'Amérique Latine sous les auspices de la F.S.M., s'est réunie à Montevideo, capitale de l'Uruguay, du 27 mars au 1^{er} avril 1950.

135 délégués des Travailleurs de l'Argentine, du Brésil, de Bolivie, du Chili, de l'Equateur, du Paraguay et de l'Uruguay y ont pris part. Le Brésil a été représenté par 49 délégués, la Bolivie par 1, l'Argentine par 21, l'Uruguay par 56, le Chili par 3, le Paraguay par 3 et l'Equateur par 1. La C.T.A.L. a été représentée par son président, le camarade Lombardo Toledano.

La composition professionnelle des

délégués a constitué un grand succès du fait que les industries les plus importantes de ces pays y ont été représentées : 14 travailleurs du Textile, 14 de la Métallurgie, 14 ouvriers des transports, 13 ouvriers du bâtiment, 9 travailleurs des ports, 7 cheminots, 7 ouvriers de la viande, 5 travailleurs des cafés et restaurants, 4 ouvriers de la laine, 4 ouvriers du cuir, 3 travailleurs maritimes, 3 dockers, 3 ouvriers de la boisson, 3 instituteurs, 2 ouvriers des matériaux de construction, 2 travailleurs des moulins, 2 ouvriers du bois, 2 ouvriers pâtisseries, 4 travailleurs agricoles, 2 travailleurs des arts graphiques, 2 employés, 2 travailleurs du papier, 1 employé de banque, 1 mineur, 1 électricien, 1 boulanger, 1 ouvrier municipal, 1 téléphoniste, 1 ouvrier du vêtement, 1 musicien, 1 ouvrier de la tein-

turerie, 1 journaliste, 2 manœuvres, 2 jeunes apprentis, 1 avocat. 8 des délégués étaient des femmes, 2 des députés nationaux ouvriers, 1 député d'Etat et 4 des Conseillers municipaux.

Nous avons voulu donner ces renseignements afin qu'on puisse apprécier l'importance de cette Conférence qui a eu lieu malgré les obstacles opposés par les gouvernements des pays participants et de l'Uruguay, lequel, obéissant aux ordres du Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, est arrivé à refuser sans aucune explication valable le visa de notre camarade Louis Salliant, secrétaire général de la F.S.M., a poursuivi les organisateurs de la Conférence, les a fait arrêter et établir des fiches de tous les délégués participants comme s'ils étaient des criminels. Mal-

grès ces persécutions, on a réalisé, pour la première fois en Amérique Latine, une réunion syndicale de plusieurs pays à laquelle ont participé des ouvriers de la base et des industries fondamentales. Ces faits montrent que l'influence croissante de la F.S.M. et de la C.T.A.L. parmi les masses travailleuses de l'Amérique Latine a permis la réalisation de cette importante assemblée ouvrière.

2. *Elaboration du programme minimum d'action de la C.T.A.L., sur la base des résolutions et décisions du deuxième Congrès Syndical mondial et des expériences des luttes ouvrières.*

Un des aspects les plus importants de la Conférence est le fait que les débats ont eu lieu autour de l'exécution des résolutions et décisions de l'historique deuxième Congrès Syndical Mondial de la F.S.M. La Conférence n'a pas été une réunion dans laquelle on a vu la réalité. Les délégués sont venus élaborer des plans et des projets loin pour échanger des expériences sur la base de luttes ayant eu lieu. Nous avons examiné le développement de la grande grève des employés et ouvriers de la Compagnie de l'Electricité du Chili qui a été secondée par une grève générale de solidarité du prolétariat au pays, en annihilant les plans de dictature militaire du gouvernement traître de Gonzalez Videla ; les grèves des cheminots, des mineurs, des travailleurs du textile, des travailleurs des ports, des travailleurs du bâtiment et d'autres industries du Brésil qui ont ouvert la voie à l'élargissement du mouvement syndical indépendant, sous la direction de la Confédération des Travailleurs du Brésil, et qui ont annulé en réalité la politique de blocage des salaires du gouvernement réactionnaire et antinational de Dutra. Nous avons analysé les grandes grèves des ouvriers des arts graphiques, des ouvriers de la viande, et des travailleurs du sucre de l'Argentine et la lutte contre le mouvement syndical gouvernemental de Péron. Nous avons entendu pour la première fois depuis tant d'années, une vivante description des dures luttes du prolétariat du Paraguay, conduites par le Conseil ouvrier du Paraguay, et des combattifs ouvriers de la Bolivie martyre, sous la direction de la Confédération Syndicale des Travailleurs de Bolivie. Nous avons eu connaissance de la lutte menée, sous la direction de la Confédération des Travailleurs de l'Equateur, par le prolétariat de ce pays pour ses revendications et contre l'offensive gouvernementale et patronale qui cherche à annuler les lois sociales acquises par les travailleurs. Les paysans du Brésil, de Alta Mogiana et Fernandópolis, dans l'Etat de Sao Paulo, ont exposé leur lutte contre la brutale exploitation des grands propriétaires fonciers et contre les mesures du gouvernement pour supprimer leurs droits. Ces débats ont eu lieu dans le cadre des luttes du prolé-

riat de l'Uruguay, notamment des 4.000 travailleurs de la laine, qui à ce moment-là marchaient vers la victoire qu'ils devaient obtenir quelques jours après.

A ces débats ont participé 18 délégués du Brésil ; 9 délégués de l'Uruguay ; 13 de l'Argentine ; 2 du Paraguay ; 3 du Chili ; 1 de Bolivie ; 1 de l'Equateur. Au nom de la C.T.A.L. ont participé les rapporteurs des deux points de l'ordre du jour et un membre du Comité Central. Les Commissions des résolutions ont fait de rapides rapports.

La Conférence a donc été une Assemblée dans laquelle les délégués de la base ont largement exposé leur opinion, ont librement discuté, apportant ainsi une grande somme d'expériences.

Cette sorte de Conférence, large et libre, où l'on a utilisé la méthode critique et auto-critique, analysant profondément l'activité de la C.T.A.L. en Amérique Latine, ne peut être réalisée que par des organisations syndicales enracinées dans la masse ouvrière, qui défendent avec énergie la paix contre les fauteurs de guerre, qui soutiennent journellement des batailles contre l'exploitation et la réaction des patrons et des gouvernements anti-ouvriers, et qui défendent la souveraineté et l'indépendance nationales de nos pays contre les entreprises et les agents impérialistes.

Les résultats de notre Conférence sont d'une grande importance pour l'intensification des luttes ouvrières de l'Amérique Latine. Nous pourrions donc les unifier dans un programme d'actions communes et appliquer des méthodes qui portent l'organisation syndicale au sein même des entreprises. Le programme qui a été approuvé exprime les aspirations des ouvriers manifestées pendant les luttes engagées dans tout le continent. La C.T.A.L., avec dix ans de luttes et d'expériences, a maintenant un programme qui est la condensation des luttes du prolétariat latino-américain.

3. *Dix points qui mobiliseront les travailleurs de l'Amérique Latine.*

Le programme qui sera réalisé par les travailleurs de l'Amérique Latine comprend :

-- Lutte pour l'augmentation des salaires et établissement de l'échelle mobile par rapport au coût de la vie ;

-- Diminution des prix des articles de première nécessité et création des Commissions de contrôle composées de représentants ouvriers, paysans et d'autres secteurs populaires ;

-- Défense des droits syndicaux, de réunions, d'associations et de grève ;

-- Indépendance du mouvement syndical contre l'ingérence des gouverne-

ments dans les syndicats et contre le paiement des cotisations obligatoires ;

-- Défense, élargissement et application de la législation sociale ;

-- Lutte pour la réforme agraire, avec le partage des grandes propriétés foncières et l'établissement des lois de protection pour les paysans ;

-- Défense de l'industrie nationale, nationalisation des industries fondamentales, lutte contre la pression et la concurrence des monopoles étrangers ;

-- Elargissement du commerce international des pays latino-américains avec tous les pays du monde, sur la base de l'égalité et des droits réciproques ;

-- Défense des libertés démocratiques ;

-- Défense de la Paix et lutte contre les plans impérialistes de guerre ;

-- Et enfin, unité ouvrière pour la réalisation de ce programme d'action commune.

Ce programme d'action est imprégné de l'orientation juste que la F.S.M. donne au mouvement ouvrier international.

4. *Porter l'organisation syndicale aux usines, c'est la tâche principale que la Conférence syndicale du Sud a recommandée pour la réalisation du programme et le renforcement des syndicats.*

La Conférence syndicale du Sud a profondément révisé les méthodes d'organisation syndicale que lorsque les dernières luttes ont montré que lorsque l'organisation syndicale est forte à l'intérieur des entreprises et des ateliers, et que lorsque l'unité est réalisée à la base, les revendications sont conquises malgré les manœuvres, la trahison des dirigeants réformistes et policiers et la répression gouvernementale. Par ailleurs, on ne peut maintenir vivante l'organisation syndicale qui lorsque les travailleurs sont unis au sein des entreprises.

La Conférence Syndicale du Sud a souligné la nécessité de développer au maximum les Comités et les Commissions syndicales de base comme le camarade Louis Saillant nous l'avait déjà indiqué au troisième Congrès général de la C.T.A.L. tenu à Mexico en mars 1948. Mais on a analysé plus profondément ces méthodes d'organisation syndicale, en soulignant la nécessité de dépasser l'improvisation et le manque de plans de travail ; il faut vaincre le défaut de donner peu d'importance aux questions financières et obtenir une cotisation régulière de tous les affiliés ; il faut également en finir avec les méthodes de direction individuelle et la transformer en une direction large et collective mobilisant le plus grand nombre possible de militants syndicaux. Ainsi

le demande le degré de lutte qui atteint déjà le prolétariat de l'Amérique Latine et également la nécessité de transformer rapidement le mouvement syndical en un grand mouvement organisé, arme efficace de lutte pour obtenir, défendre et élargir les droits des travailleurs.

Tout cela représente les principales décisions en ce qui concerne la structure organique du mouvement syndical indépendant de l'Amérique Latine.

La Conférence Syndicale du Sud a approuvé des résolutions recommandant le renforcement de la C.T.A.L., créant plusieurs secrétariats ou comités régionaux afin de se lier davantage aux syndicats et aux centrales de chaque pays de diriger effectivement la lutte quotidienne des masses travailleuses et de rendre concrète la solidarité si nécessaire dans les luttes contre l'exploitation et l'oppression dans chaque pays et contre l'ennemi commun : l'impérialisme yankee.

En vue de renforcer l'action unitaire de la F.S.M., les ouvriers du textile, de la viande, du bâtiment et du bois, les travailleurs maritimes et des ports des pays participants, se sont réunis pour examiner leurs problèmes spécifiques et

accélérer l'affiliation de leurs organismes aux Départements professionnels respectifs de la F.S.M.

5. Les résolutions de la Conférence syndicale du Sud contribueront au renforcement de l'unité des travailleurs du continent et de leur lutte contre l'impérialisme américain et pour la défense de l'indépendance nationale.

L'examen approfondi des rapports de chaque pays et de chaque secteur de l'industrie donne à la C.T.A.L. et à la F.S.M. l'opportunité de dégager pour toutes les masses travailleuses des pays coloniaux et semi-coloniaux des leçons qui contribueront à élargir et à intensifier la lutte contre les exploiters nationaux et étrangers.

La Conférence syndicale du Sud a constaté la vitalité et la force de la F.S.M. et de la C.T.A.L. Les divisionnistes et les agents des trusts et monopoles anglo-américains, les dirigeants traitres du C.I.O., du T.U.C. et de l'A.F.L., et leurs laquais corrompus de la C.I.T., ne peuvent avoir la confiance d'aucun ouvrier de notre continent et du monde entier. Ils ne maintiennent de relations qu'avec les gouvernements réactionnaires et ne peuvent jamais

apparaître en public. Ils vivent du budget de l'Etat et des cotisations obligatoires pour briser les grèves et jouer le rôle de policiers contre les ouvriers.

La F.S.M. et la C.T.A.L., notamment après le deuxième Congrès Mondial, ont grandi en prestige et en force et le nombre de leurs adhérents a considérablement augmenté.

Des dizaines de milliers de travailleurs et de travailleuses ont ratifié leur détermination de lutter pour le programme de la F.S.M., au grand meeting du 28 mars tenu sur l'Esplanade municipale de Montevideo.

En Amérique Latine, que les impérialistes américains veulent transformer en champ d'opération pour leur guerre de conquête et en source de chair à canon, les travailleurs, dirigés par la F.S.M. et par la C.T.A.L., unis à tout le peuple, aux démocrates et patriotes, écraseront ces criminels exploiters et fauteurs de guerre, par la réalisation du programme des accords et des résolutions de la Conférence syndicale qui s'est tenue avec tant de succès à Montevideo sous la direction de la C.T.A.L. et de la F.S.M.

Montevideo, avril 1950.

La Lutte de la Classe Ouvrière

L'état de pauvreté, de misère et d'oppression dans lequel vivent les travailleurs a suscité des luttes héroïques et a abouti à l'acquisition de grandes expériences.

Au Chili, le mouvement des ouvriers et des employés a fait échouer une nouvelle attaque du Gouvernement Gonzalez Videla contre les intérêts économiques des travailleurs.

Au Brésil, la lutte ouverte du prolétariat pour la conquête du « 13^e mois » (prime de fin d'année égale à un mois de salaire) a forcé le Parlement à voter une loi favorable aux employés des services publics, aux forces armées, aux travailleurs maritimes et aux cheminots de l'Etat.

En Uruguay, le prolétariat, qui a arrêté par une grève générale l'application des lois antiouvrières, lutte en ce moment pour ses principales revendications.

En Argentine, les grandes grèves sucrières de Tucuman et la grève générale de Salta ont eu lieu malgré la terreur et la répression.

Au Paraguay, une lutte générale a été menée pour la conquête de l'indemnité de fin d'année, et des grèves ont éclaté dans les usines américaines de conserves de viande.

En Bolivie, la grève des mineurs qui a eu lieu vers le milieu de 1949 a été appuyée par une grève nationale de solidarité.

En Equateur, en 1948, les grèves des travailleurs du pétrole d'Ancon et celles des travailleurs du textile, se sont accompagnées d'une mobilisation nationale du prolétariat.

Ces luttes se sont trop souvent développées dans un climat d'attaque ouverte contre le mouvement ouvrier ; la police et les forces armées de ces pays n'ont pas hésité à verser le sang ouvrier sur les places et dans les rues, blessant des centaines de personnes, parmi lesquelles des enfants, des femmes et des vieillards.

... Cependant, on peut affirmer que les luttes de la classe ouvrière ne cessent de se renforcer, et qu'elles sont soutenues toujours da-

vantage par la solidarité active du prolétariat, dont la conscience de classe s'est pleinement éveillée.

Des exemples de cette solidarité peuvent être relevés dans la grève de Chuquicamata, au Chili, qui a eu pour origine un arrêt local du travail visant à empêcher le renvoi de travailleurs d'une section, et qui aboutit après quelques jours à un arrêt total du travail de la mine, obligeant l'entreprise à réintégrer les mineurs licenciés.

La grève de Rio Grande del Sur, au Brésil, a été commencée par les dockers, et s'est étendue par la suite à la plupart des usines de la région. La grève des travailleurs de la laine à Montevideo a entraîné dans une lutte de solidarité les travailleurs des transports et ceux des ports.

La grève des mineurs de Bolivie a été appuyée par une grève générale, la première dans l'histoire du pays, dirigée par un Comité de liaison des organisations syndicales.

Les luttes en Amérique du Sud

ont accru le nombre des salariés participant au combat quotidien, notamment dans les campagnes ; au Brésil notamment, l'exemple des travailleurs industriels a encouragé les travailleurs agricoles à lutter pour l'amélioration de leur condition.

Ce n'est que par une lutte active que la classe ouvrière peut obtenir de meilleures conditions de vie et arrêter et vaincre les forces réactionnaires.

L'aggravation de la situation économique des masses travailleuses, l'augmentation de la répression

policière et la croissance de la combativité des travailleurs, font prévoir que les luttes se développeront dans un climat d'opposition de plus en plus violente. C'est pourquoi la classe ouvrière, confiante dans sa propre force, doit avoir une meilleure organisation.

Une des conditions fondamentales du développement du mouvement ouvrier est la lutte pour l'unité complète des travailleurs. L'une des armes utilisées par l'impérialisme pour exploiter le prolétariat est la division des rangs ouvriers. C'est pourquoi la

Conférence a déclaré qu'il faut insister plus que jamais sur le fait que l'unité d'action est le premier pas à accomplir dans la voie qui mène à l'unité organique du prolétariat du continent, afin de fortifier sa lutte pour les revendications immédiates et pour l'indépendance nationale.

L'unité doit se forger dans la lutte pour les revendications des travailleurs de chaque entreprise et de chaque métier, sur la base du programme général de la C.T.A.L. et du programme minimum d'action approuvé par la Conférence.

Programme de Lutte

1) **Augmentation des salaires**, établissement de l'échelle mobile des salaires en rapport avec le coût de la vie. Salaire égal à travail égal, sans distinction de sexe, d'âge, de race ou de nationalité.

2) **Baisse du prix des articles de première nécessité**. Mesures contre la spéculation. Diminution des loyers. Création de Commissions de contrôle des prix, composées de représentants des ouvriers, des paysans et d'autres secteurs du peuple.

3) **Défense des droits syndicaux**, défense des droits de réunion, d'association et de grève.

4) **Indépendance du mouvement syndical**. Non-immixtion de l'Etat dans le régime intérieur des syndicats. Lutte contre l'impôt syndical et contre la formation de syndicats sous la dépendance du gouvernement.

5) **Législation sociale**. Etablissement d'un système d'Assurances Sociales en cas de maladie et d'accident du travail, de maternité et de vieillesse. Assurance contre le chômage. Législation spéciale pour les industries insalubres. Régle-

mentation de l'apprentissage. Protection des femmes travailleuses. Paiement d'un jour de repos hebdomadaire. Congé annuel payé. Allocations familiales. Interdiction de renvoi injustifié d'un travailleur. Elargissement aux travailleurs agricoles des droits des travailleurs industriels. Paiement en espèces des travailleurs agricoles. Logements gratuits et hygiéniques pour les travailleurs agricoles.

6) **Réforme agraire**. Lutte pour le droit des paysans à la terre. Division et partage des latifundias. Législation de protection des fermiers et métayers : semences à bon marché, crédits agricoles, interdiction de renvoi.

7) **Industrie nationale**. Nationalisation des industries de base (électricité, pétrole, fer, acier, produits chimiques, étain, cuivre, salpêtre, transports, marine marchande, industries de la viande, etc.) qui sont aux mains des capitaux étrangers. Défense de l'industrie nationale contre la pression et la concurrence des monopoles étrangers, afin d'élever le standard de vie des masses populaires. Ex-

tention du commerce international des pays latino-américains avec les pays des divers continents sur la base de l'égalité et du respect réciproques.

8) **Libertés démocratiques**. Respect des libertés individuelles : réunion, association, suffrage, expression, presse. Droits civiques de la femme.

9) **Défense de la paix**. Lutte contre le plan impérialiste de guerre, contre l'élévation du budget de guerre, contre l'achat d'armements. Lutte contre l'ingérence politique ou militaire de l'impérialisme dans les pays d'Amérique Latine. Interdiction des armes atomiques. Lutte pour le respect des traités et accords internationaux assurant la paix, qui sont violés par l'impérialisme.

10) **Unité ouvrière**. Appel à tous les travailleurs sans distinction d'appartenance syndicale, de croyance et d'idéologie, pour la lutte commune en vue de faire triompher les revendications de ce programme, qui conduira à l'émancipation des peuples d'Amérique Latine.

Méthodes d'Organisation

Pour la réalisation de ce programme d'action, la Conférence s'est prononcée en faveur d'une révision des méthodes de travail et d'organisation.

En ce qui concerne les méthodes d'organisation syndicale la Conférence a décidé :

1) De fixer comme tâche fondamentale que chaque organisation du mouvement ouvrier fonctionne régulièrement et réalise constamment un travail collectif de tous les membres de la direction ;

2) De considérer comme bases

d'organisation les comités d'entreprises qui groupent les ouvriers sur le lieu de travail. Les comités d'usines, d'entreprises, d'établissements agricoles, etc., adapteront aux conditions concrètes de l'entreprise les programmes de leurs syndicats, assurant ainsi la lutte de tous les ouvriers de l'entreprise pour la réalisation de ces programmes.

Dans une autre résolution, la Conférence a proposé la formation, sur le territoire latino-américain, de Comités régionaux sous la direction du Comité Central de la

C.T.A.L. qui pourraient s'occuper opportunément et efficacement dans n'importe quelle circonstance de la lutte, des problèmes de la classe ouvrière des divers pays. Ces organismes régionaux auront pour buts de rapprocher la direction et les travailleurs de la base, de coordonner la lutte de la classe ouvrière dans les pays compris dans leur rayon d'action, de garantir une activité tendant vers les deux objectifs suivants : la réalisation constante du programme de lutte et d'unité, et l'application systématique des principes d'organisation.



Inauguration de la Conférence Syndicale de l'Amérique du Sud, sur l'Esplanade Municipale de Montevideo.

Organisation de Commissions Ouvrières et Paysannes pour la Paix

La Conférence Syndicale d'Amérique du Sud, après étude de la résolution du Bureau Exécutif de la F.S.M. récemment réuni à Pékin, sur les tâches des organisations syndicales dans le développement de la lutte pour la paix, a décidé de ratifier cette résolution et de recommander sa diffusion aussi large que possible.

Cette résolution a une valeur considérable notamment pour la classe ouvrière et pour les paysans de l'Amérique, du fait de l'aggravation de la crise impérialiste qui accélère tous les préparatifs d'une nouvelle guerre. L'impérialisme yankee veut que les pays d'Amérique fournissent des matières premières, des bases militaires et de la chair à canon pour la guerre.

L'intensification des préparatifs militaires sur notre continent est accentuée par la transformation de l'industrie de paix en industrie de guerre, par l'augmentation des budgets militaires des différents pays et par l'adoption de lois répressives contre les peuples.

Les agents de l'impérialisme yankee parcourent actuellement le continent américain avec l'intention de mettre en pratique le plan

yankee élaboré par le Département d'Etat sur le rôle que les pays de l'Amérique Latine doivent jouer dans la guerre d'agression contre l'Union Soviétique, les Démocraties Populaires et les peuples du monde.

La Conférence Syndicale d'Amérique du Sud alerte les travailleurs d'Amérique sur le danger d'une guerre qui exterminerait l'humanité. La lutte pour la Défense de la Paix et de la souveraineté nationale et contre l'impérialisme promoteur de guerre est la tâche fondamentale qui doit dominer toutes les activités de caractère revendicatif et social du mouvement ouvrier.

Dans ce sens, toutes les centrales nationales, fédérations, syndicats, comités d'entreprise, doivent mener parmi les travailleurs une campagne d'éclaircissement sur les dangers de guerre et sur la nécessité de leur participation active dans la défense de la paix. Nous devons rattraper le retard de la participation ouvrière dans le mouvement des Partisans de la Paix, dans lequel le prolétariat doit constituer la force fondamentale.

En conséquence la Conférence décide :

L'organisation de Commissions ouvrières et paysannes pour la défense de la paix et de la souveraineté nationale. Ces Commissions doivent avoir un caractère large et unitaire. Leur création, leur renforcement et leur développement dans toutes les entreprises, chantiers, ateliers, et à la campagne, sont d'une importance primordiale.

Ces commissions ouvrières pour la paix doivent prendre en mains et étudier les problèmes concrets de leur corporation et de leur industrie par rapport aux préparatifs de guerre, et faire comprendre d'une façon vivante et simple aux camarades de travail le danger et le caractère réel des préparatifs de guerre, afin de les enrôler dans le mouvement des partisans de la paix.

Les commissions d'ouvriers et de paysans pour la défense de la paix doivent être créées spécialement pour cette tâche. En plus de la nécessité d'organiser ces larges commissions de lutte pour la paix, le mouvement syndical organisé doit considérer comme une tâche primordiale sa participation dans le mouvement des Partisans de la Paix et une vaste propagande en faveur de ce mouvement parmi toutes les couches de la population.

Appel de la Conférence aux travailleurs argentins

La Conférence a adressé un appel spécial à toute la classe ouvrière argentine, aux travailleurs des syndicats de la C.G.T. et des syndicats autonomes, aux ouvriers des usines, des industries de la ville et de la campagne.

Cet appel salue les grandes luttes menées par les travailleurs argentins pour que les promesses de justice sociale deviennent une réalité. Les grèves des ouvriers des arts graphiques, des travailleurs du sucre, du papier, des ports, de la viande, du pétrole, des ouvriers de Salta et des centaines d'autres grèves montrent la croissance de la combativité et le développement de l'esprit de classe des travailleurs argentins.

Dans ces luttes de classe, les travailleurs se sont rendu compte que c'est dans la mesure où les syndicats ne seront pas sous la tutelle de l'Etat et de la classe patronale, où l'unité ouvrière sera renforcée dans chaque lieu de travail par la création de Comités d'usines et d'ateliers, où les revendications fondamentales seront liées à la lutte pour la paix et pour les libertés démocratiques, et où la solidarité se développera sur le plan national, continental et mondial, et dans cette mesure seulement, qu'ils pourront faire triompher leurs revendications.

« Nous voyons dans la lutte de la classe ouvrière argentine pour ses revendications et conquêtes — dit l'appel — l'esprit antioligarchique et anti-impérialiste qui se manifeste de la même manière que dans les autres pays de l'Amérique. C'est pour cela que nous regrettons que par la faute de dirigeants au service de la réaction gouvernementale et patronale, les syndicats argentins se trouvent isolés du reste des travailleurs de l'Amérique Latine et du monde entier. Nous le regrettons d'autant plus que, comme on le sait, le mouvement syndical ouvrier argentin guidé par des traditions de solidarité internationale, a été un des fondateurs de cette fraternité prolétarienne qu'est la C.T.A.L. »

Les forces du progrès, de la paix et de la libération nationale et sociale se renforcent dans le monde et, ajoute l'appel, « nous ne doutons pas que la classe ouvrière ainsi que les forces progressistes du grand pays argentin s'unissent à cette marche des peuples vers la libération en renforçant leur organisation unitaire de lutte et de combat ».

« C'est pour cela que nous saluons la création du Mouvement pour la Démocratisation et l'Indépendance des Syndicats comme la force qui doit assurer la réalisation de ces objectifs en se pla-

cant à la tête des revendications du prolétariat argentin et en luttant pour l'unité. »

La Conférence, afin de promouvoir et de faciliter par tous les moyens le renforcement de l'action unie et de la solidarité des travailleurs des nations du continent, invite les hommes et les femmes de la classe ouvrière argentine, ainsi que tous les travailleurs, indépendamment de leurs tendances idéologiques, politiques ou religieuses, à assister à une Conférence syndicale des travailleurs latino-américains qui aura lieu prochainement pour coordonner l'action du prolétariat du continent.

L'appel conclut :

« Pour l'augmentation des salaires en rapport avec le coût de la vie !

« Pour un salaire égal à travail égal pour les femmes et pour les jeunes !

« Pour l'indépendance des syndicats de l'ingérence patronale et gouvernementale !

« Pour le droit de grève, pour les libertés syndicales, de presse, de réunion et de parole !

« Pour l'indépendance nationale contre l'impérialisme, contre la guerre et pour la Paix !

« Vive la classe ouvrière et les masses travailleuses argentines !

« Vive l'unité et la solidarité continentales et mondiales ! »

Appel au Prolétariat de l'Amérique Latine par la Conférence Syndicale du Sud

La Conférence Syndicale du Sud du Continent, convoquée par la Confédération des Travailleurs de l'Amérique Latine, et dans laquelle ont été directement représentés par 126 délégués les travailleurs de l'Argentine, du Brésil, de Bolivie, du Chili, de l'Equateur, du Paraguay et de l'Uruguay, a reflété dans ses délibérations la grande lutte que la classe ouvrière mène dans tous les pays de l'Amérique.

Les salaires misérables et la politique de blocage, le chômage massif, la grande cherté de la vie, la méconnaissance des droits démocratiques, la violation des lois sociales conquises par les sacrifices de la classe ouvrière dans chaque pays sont la cause de grandes et dures luttes comme celle des travailleurs de la viande, de l'imprimerie et du sucre de l'Argentine, des mineurs de Bolivie, des dockers, cheminots, travailleurs du textile et mineurs du Brésil, des employés, cheminots et mineurs du Chili, des

travailleurs de la viande du Paraguay et des travailleurs maritimes et portuaires et de la laine de l'Uruguay. L'extraordinaire combativité des femmes et des jeunes a joué un grand rôle dans beaucoup de ces luttes.

Dans tous les pays de l'Amérique Latine, les classes dirigeantes, les gros industriels, les propriétaires fonciers et les monopoles impérialistes, au travers de leurs gouvernements, cherchent à faire peser totalement sur les épaules de la classe ouvrière, des employés, des artisans et de la petite bourgeoisie, le fardeau insupportable de la crise économique qui se développe dans les pays capitalistes, de la dévalorisation de la monnaie, des impôts sur les articles de consommation et de l'augmentation des prix dans les services publics.

Le but de la dévaluation de la monnaie est de faciliter la domi-

nation du marché mondial et national par les milliardaires nord-américains et de réduire, au bénéfice de ceux-ci, les salaires. Le peuple est chargé d'impôts qui accroissent la cherté de la vie et qui alimentent les budgets de guerre et de répression policière.

Non contents de soumettre aux souffrances de la misère les travailleurs de leurs pays, les agents des impérialistes, des gros propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie répriment ou cherchent à réprimer par la violence leurs plus élémentaires revendications des libertés syndicales, de réunion et de parole.

Ils coordonnent l'action de leur police meurtrière et tortionnaire contre le mouvement syndical. Ils signent des pactes infâmes comme celui de Rio-de-Janeiro pour que la classe ouvrière soit non seule-

Les travailleurs de l'Uruguay sont venus nombreux saluer les délégués syndicaux des pays de l'Amérique du Sud.



ment de la chair d'exploitation mais encore de la chair à canon pour l'impérialisme nord-américain dans ses aventures guerrières contre les peuples frères et amis de l'U.R.S.S., de la Chine et des autres Démocraties Populaires.

Mais les ouvriers, les paysans, les employés et les autres forces progressistes résistent de plus en plus à cette politique misérable et malhonnête de soumission à l'impérialisme yankee et ils passent à la lutte active et à l'attaque contre ceux qui veulent que l'Amérique soit la terre de la famine chronique, des maladies, de l'oppression médiévale et de la préparation à la guerre.

Par ces luttes croissantes, plus intenses et plus combatives chaque jour, les travailleurs de l'Amérique Latine — en même temps qu'ils combattent pour leurs revendications — combattent aussi pour le progrès et pour le développement social de leurs pays respectifs. Les entreprises capitalistes étrangères, notamment les « yankees », sont non seulement les plus grands exploiters mais encore sont la cause de la plus grande misère et du chômage le plus grave par leurs manœuvres, comme c'est le cas dans les mines, les usines à conserves, etc... La nationalisation de ces entreprises est une nécessité pour le prolétariat et pour chaque pays.

Les grandes propriétés foncières qui, ne permettent pas l'utilisation de milliers de bras voulant travailler réduisent également les possibilités de production et de marché intérieur et sont un « cancer » pour les économies de chaque pays en engendrant le chômage économique la cherté

de la vie et l'arrêt et la liquidation des industries.

En nationalisant les monopoles impérialistes, en partageant les grandes propriétés foncières, en orientant le commerce de chaque pays vers un échange actif avec l'U.R.S.S., avec l'Europe et avec les Démocraties Populaires de l'Europe qui, par le caractère social de leur économie, n'ont pas de crise, le prolétariat et le peuple de l'Amérique Latine ont la possibilité immédiate d'élever leur niveau de vie et de garantir de meilleures conditions de travail. Pour cela, il faut vaincre la politique de guerre de l'impérialisme américain qui cherche à faire de l'Amérique Latine une caserne commandée par l'Etat-Major de Washington, créant des bases militaires en augmentant le budget de guerre et en imposant des accords d'esclavages et des lois répressives. Il faut lutter fermement et de façon décisive pour la paix. Il faut réaffirmer que les prolétaires de l'Amérique Latine ne permettront plus jamais que leur sang et celui de leurs compatriotes soit versé, ni que les richesses de leur pays soient utilisées pour augmenter la puissance de guerre et pour grossir le coffre-fort des milliardaires américains, oppresseurs de nos peuples. Si la folie et le désespoir de l'impérialisme l'amènent à déclencher un nouveau massacre, les travailleurs de l'Amérique Latine contribueront à enfoncer pour toujours les cliques incendiaires de guerre.

L'impérialisme se présente d'une façon arrogante avec la prétention d'intimider les travailleurs. Mais il est miné par ses crises et par ses contradictions insolubles.

Si nous, les travailleurs, menons fermement nos luttes, si nous renforçons nos manifestations dans chaque lieu de travail, alors sera vaincue la politique criminelle des classes dirigeantes qui n'offre d'autre alternative à la classe ouvrière que de se « serrer la ceinture » ou de s'exposer à l'extermination dans les tranchées.

L'intérêt et la nécessité de l'immense majorité des habitants de l'Amérique Latine exigent que la politique des serviteurs de l'impérialisme américain soit vaincue. Et malgré tous les obstacles, elle sera finalement vaincue si le prolétariat s'unit et s'organise, s'il défend un programme juste et clair, s'il combat avec foi, encouragé par l'exemple glorieux des travailleurs de l'U.R.S.S., de la Chine et de l'Europe Orientale déjà libérée de l'impérialisme, si le prolétariat sait s'unir dans chaque lieu de travail, dans chaque pays et sur le continent en renforçant ses liens avec l'invincible F.S.M.

L'unité du prolétariat latino-américain est une condition nécessaire pour chasser du continent la famine, la misère et le chômage créés notamment par la politique de colonisation et de guerre de l'impérialisme.

Seuls, de misérables espions du Département d'Etat nord-américain comme Romualdi ou Ibañez peuvent prêcher la division du prolétariat de l'Amérique Latine au milieu du mépris et de la répudiation des masses travailleuses.

Les ouvriers de toutes les professions des pays du continent qui ont besoin de l'augmentation des salaires, des allocations de chômage, qui ont besoin de résoudre les problè-

mes du logement et de la cherté de la vie, qui réclament un salaire égal pour un travail égal, sont des partisans décidés de l'unité ouvrière pour lutter en faveur de toutes ces revendications et réaliser les dix points de notre programme.

Ce programme de lutte inter-prête les intérêts des travailleurs et des peuples d'Amérique Latine et doit être pris comme base dans l'activité de chaque Centrale Nationale, de chaque syndicat, de chaque organisation syndicale, sur tous les lieux du travail. En le développant dans les usines, les mines, les chantiers et les exploitations agricoles, ce programme est un drapeau sûr de l'unité et de la mobilisation du prolétariat.

La Conférence, faisant honneur à la condition de la C.T.A.L. comme organisme du front uni des travailleurs pour la lutte pour leurs revendications économiques et sociales, appelle les travailleurs de toutes les tendances idéologiques et religieuses, à renforcer la lutte contre l'ennemi commun.

Dans ce but, la Conférence Syndicale du Sud exprime sa volonté que la C.T.A.L. invite ses organisations adhérentes et celles qui restent en dehors de la C.T.A.L. ainsi que tous les travailleurs des villes et des campagnes à se réunir dans une Conférence Syndicale de l'Amérique Latine à une date prochaine, afin de discuter fraternellement et démocratiquement les formes conduisant au développement des actions communes pour la défense et la conquête des revendications économiques des travailleurs contre l'impérialisme et pour la paix, ce qui devra renforcer l'unité organique de la classe ouvrière du continent.

Notre désir sincère d'atteindre ce but est garanti par la volonté des travailleurs des transports maritimes et portuaires, des mines, de la construction, de la métallurgie, de l'industrie textile, de la viande, du commerce, des banques, de l'électricité, des téléphones et de l'agriculture, directement représentés à cette Conférence.

Travailleurs, frères et sœurs, qui par votre effort, soutenez les industries, les transports et le commerce de l'Amérique Latine : les classes dirigeantes et leurs maîtres impérialistes se trompent s'ils croient que nous subirons passivement la famine et la misère, les bastonnades et la privation de nos droits.

Nous devons développer nos luttes et renforcer nos organisations dans chaque lieu de travail, former des milliers de militants syndicaux actifs, et faire parvenir à tous les peuples la parole courageuse de la classe ouvrière que le gouvernement et la presse jaune cachent et déforment.

Nous avons le devoir de nous apporter mutuellement le maximum de solidarité.

Très souvent, les entreprises exerçant la plus grande exploitation appartiennent aux mêmes groupes nationaux et étrangers ; les luttes ouvrières doivent se développer sur la coordination, sur l'entente et sur l'expression vivante de solidarité.

L'effort, les sacrifices et le sang versé par des centaines d'héroïques militants du mouvement syndical latino-américain nous obligent à développer la plus large solidarité dans chaque usine et industrie dans chaque pays.

Nous appelons les ouvriers nord-américains à intensifier leur solidarité avec la lutte des masses travailleuses latino-américaines, opprimées par les rapaces des monopoles américains, l'ennemi commun des travailleurs et des peuples. Nous avertissons les camarades nord-américains qu'aucun peuple ne peut espérer la liberté s'il consent que ces classes dominantes oppriment d'autres pays.

Les classes dirigeantes de l'Amérique Latine ont perdu le sentiment de l'honneur national et renoncent au mandat émancipateur de Tiradentes, de San Martin, de Moreno, de O'Higgins, de Bolivar et d'Artigas. C'est à nous, travailleurs de l'Amérique Latine, que revient l'honneur d'élever le grand drapeau de l'émancipation nationale et sociale du continent, le drapeau du progrès, de la paix, de la démocratie et de l'indépendance nationale.

Animés par le plus pur patriotisme, renforcés par les liens du solide internationalisme prolétarien établis à travers la C.T.A.L. et la F.S.M., nous appelons tous les travailleurs du continent à s'unir et à s'organiser indépendamment des partis politiques et de l'Etat.

De puissantes organisations syndicales de classe seront la garantie d'un avenir de paix, de bien-être et de liberté sur nos terres aimées de l'Amérique Latine.

La Conférence Syndicale du Sud appelle les travailleurs de l'Amérique Latine à intensifier leur lutte avec une énergie et une audace croissantes pour le pain, la liberté, la paix et l'indépendance nationale.

VIVE LA F.S.M. !

VIVE LA C.T.A.L. !

VIVE L'UNITE DES TRAVAILLEURS LATINO-AMERICAINS !

Résolution sur la lutte contre le Franquisme en solidarité avec le peuple espagnol

La Conférence Syndicale du Sud de la C.T.A.L., réunie à Montevideo du 26 au 30 mars 1950,

Considérant :

Que le régime de Franco, régime fasciste par son origine, son essence, ses méthodes et ses buts, et pour l'appui qu'il a prêté aux puissances de l'Axe pendant la deuxième guerre mondiale, constitue aujourd'hui un grave danger pour la paix du monde, par sa soumission inconditionnelle aux forces impérialistes instigatrices d'une nouvelle agression, et une atteinte permanente aux institutions démocratiques de notre continent par l'action de sape qu'il exerce directement dans nos pays ;

Que ces dangers sont aujourd'hui

plus grands que jamais, comme le démontre la récente déclaration pro-franquiste contenue dans la lettre du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. Acheson ;

Que le peuple espagnol qui depuis 13 ans, mène une héroïque lutte contre le fascisme et qui continue à occuper un poste d'avant-garde dans le gigantesque front mondial pour la démocratie et pour la paix, mérite l'aide solidaire de tous les peuples et spécialement du prolétariat ;

Décide :

1° D'élever la plus énergique protestation contre la politique d'ap-pui ouvert au franquisme du Département d'Etat des Etats-Unis

qui est exprimée dans ladite lettre de M. Acheson ;

2° De promouvoir à travers ses filiales, dans chaque pays, de puissants mouvements d'aide au peuple espagnol, afin de contribuer à compléter l'isolement politique et économique du franquisme et d'apporter toute sa solidarité active et matérielle, pour le renforcement du mouvement de la résistance antifranquiste à l'intérieur de l'Espagne ;

3° De protester contre les persécutions dont sont victimes dans quelques pays de l'Amérique les Républicains espagnols exilés et de réclamer pour eux la plus grande protection et l'application du droit d'asile.

LES EDITIONS DE LA F.S.M. :

“ Rapport d'Activité de la F.S.M. ”

SOUMIS AU 2ème CONGRES SYNDICAL MONDIAL — MILAN

Un précieux document, indispensable à quiconque s'intéresse à l'histoire du mouvement ouvrier et aux questions syndicales, économiques et sociales.

Un beau volume in-8° raisin de 632 pages

350 Frs.
port en sus

“ Les Syndicats libres restent dans la F.S.M. ”

LE COMLOT POUR CREER LA SCISSION DANS LA F.S.M.
TOUTE LA VERITE SUR LE RETRAIT DES DIRIGEANTS DU T.U.C.
ET DU C.I.O.

Une brochure in-8° coquille de 80 pages

25 Frs.

Compte-Rendu du 2^e Congrès Syndical Mondial

29 Juin — 9 Juillet 1949, Milan

Un beau volume in-8 raisin de 792 pages

350 Frs.
port en sus

En preparation :

LES DOCUMENTS de la F.S.M.

**Effets des préparatifs de guerre sur le niveau de vie
des travailleurs**

Le Chômage dans les pays capitalistes

La discrimination raciale et politique et ses conséquences

Violation des Droits Syndicaux

Adressez vos commandes : **F.S.M. (Publications) 1, rue Vernet, PARIS-8^e**